

LES
RÉFUGIÉS BONAPARTISTES
EN AMÉRIQUE

(1815-1830)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR
ÉDITH PHILIPS

PARIS
ÉDITIONS DE LA « VIE UNIVERSITAIRE »
13, Quai de Conti, 13

1923

LES
RÉFUGIÉS BONAPARTISTES
EN AMÉRIQUE

(1815-1830)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris
PAR
ÉDITH PHILIPS



PARIS
ÉDITIONS DE LA « VIE UNIVERSITAIRE »
13, Quai de Conti, 13

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites :

Archives des Affaires Etrangères : Correspondance Diplomatique Etats-Unis, 1815-1830.

James Monroe. Ms. Papers. Library of Congress, Washington D. C.

D^r Thornton. Ms. Papers. Library of Congress, Washington D. C.

Historical Society of Pennsylvania : Lettres Manuscrites : de Réal, Joseph Bonaparte, Grouchy, Lefebvre Desnouettes, Lallemand, Nicholas Biddle, Lakanal.

American Catholic Society, Philadelphia, Church Records.

Sources imprimées :

John Quincy Adams. Journal. ed. C. F. Adams. Philadelphia 1874-76.

Henry Clay-Correspondance, ed. Calvin Colton. N. Y. 1898.

Achille Murat : Lettres d'un citoyen des Etats-Unis à un de ses amis en Europe. Paris 1832.

Ralph Waldo Emerson. Journals, ed. E. W. Emerson and R. E. Forbes Boston 1909-1911.

C... D... Le Champ d'Asile au Texas. Paris 1820.

- Hartmann et Millard. Le Champ d'Asile. Paris 1819.
L. F. Lhéritier. Le Champ d'Asile. Paris 1819.
Bertrand de Clausel. Exposé justificatif. Paris 1818.
Bertrand de Clausel. Observations sur la colonisation d'Alger.
Paris 1833.
Lettre de M^{me} Regnault Saint-Jean-d'Angély, à son mari.
Paris 1811.
Biographie des contemporains. Jouy, Arnault, etc. Paris
1820-1825.
Dictionnaire des faux prophètes modernes. Paris 1816.
Dictionnaire des protées modernes. Paris 1815.
Cour d'Assises. Procès des 28 accusés d'attentat au gou-
vernement. Paris 1815.
Chateaubriand. De Bonaparte et les Bourbons. Paris 1817.
Dambach. Attitude des Bonapartistes le 21 Janvier 1816.
Paris 1816.
Nettement C. Le Second retour des Bourbons. Paris 1815.
Liste des prévenus de conspiration. Paris 1816.
Lefebvre Desnouettes. Procès. Paris, imp. Doublet, 1816.
Lesur. Annuaire historique. Paris 1818-1830.
Jubé Charles. Quelques observations sur la situation ac-
tuelle des militaires en retraite. Paris 1816.
Réal O. F. Indiscrétions tirées du portefeuille d'un fonc-
tionnaire de l'Empire, mises en ordre par Desclozeaux.
Paris 1835.
Hyde de Neuville. Mémoires. Paris 1888.
Grouchy. Mémoires. Paris 1873-74.
Bourrienne. Mémoires. Paris 1829.
Joseph Bonaparte. Mémoires, éd. A. du Casse. Paris
1853-54.

- Joseph Bonaparte. Catalogue of paintings and statuary at Point Breeze. Phila. 1845.
- Ingersoll, C. G. Obtuary notice of Joseph Bonaparte. Proceedings of Am. Philosophical Society 1840.
- Grouchy, E. Extrait de la biographie des hommes du jour. Germain Sarrut et B. Saint-Edme. Paris 1836.
- Pascallet. Notice biographique sur M. le Maréchal de Grouchy. Paris 1842.
- Exposé sommaire des travaux de Joseph Lakanal. Paris 1838.

Journaux :

(Historical Society of Pennsylvania) :

Paxton's Annual Philadelphia Register. 1816-1820.

L'Abeille Américaine. Philadelphie. 1816-1818.

Aurora. Philadelphie. 1815-1820.

Nile's Register. Philadelphie. 1815-1822.

Poulson's Daily Advertiser. Philadelphie. 1815-1830.

(Library Company of Philadelphia) :

Franklin Gazette Phila. 1815-1820.

(Library of Congress, Washington, D. C.) :

Halcyon and Tombeckbee Advertiser. 1819-1822.

Mobile Argus. — Mobile Alabama, Déc. 1922.

Orleans Gazette and commercial advertiser. 1819-1822.

(Bibliothèque Nationale, Paris) :

Minerve Française. Paris 1817-1820.

Moniteur Universel. Paris 1814-1817.

Etudes françaises :

Rousseau, François. Une tentative de colonisation française au temps de la Restauration. *Rev. Hist. des Colonies*, 3^e trim. 1915.

Thureau-Dangin. Royalistes et Républicains. Paris 1874.

Thureau-Dangin. Le Parti Libéral sous la Restauration. Paris 1888.

Vaudoncourt. Les Proscrits de la Restauration. Paris Révolutionnaire, t. IV. 1834.

Masson, Frédéric. Proscription des Napoléonistes. *Rev. de Paris* 1815.

Bertin, G. Joseph Bonaparte en Amérique. Paris 1893.

Etudes américaines :

Reeves, G. S. The Napoleonic Exiles in America. Baltimore. 1905.

Pichett. History of Alabama. Sheffield 1896.

Whitfield, Gaius. The French Grant in Alabama. Alabama Historical Society Transactions. V. IV.

Lyon, Anne B. The Bonapartists in Alabama. Gulf States Historical Magazine. Mar. 1903.

Hamilton, P. J. Mobile to 1821. Boston 1897.

Fosdich, L. J. French Blood in America N. Y. 1911.

Chinard. Early Intellectual Intercourse between the United States and France. California University Chronicle. 1915.

Berkley. The Napoleonic Dynasty. N. Y. 1852.

Gildes. Bordentown and the Bonapartes, Scribner's Magazine. v. 21.

Lee, F. B. The Residence of Joseph Bonaparte in America.
Am. Historical Magazine. Mar. 1906.

Tomkinson. When the King of Spain was an Exile in Northern New-York. Independant. N. Y. 1902.

Woodward. Bonaparte Park and the Murats-Trenton. 1879.

Carter. Simon Bernard. Journal of the Military Service of the United States 1912.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PROSCRIPTION DES BONAPARTISTES

Les émigrés du temps de la Révolution ont été le sujet d'études et de romans sans nombre, mais on se souvient à peine qu'il y avait aussi des émigrés de la Restauration. Il est vrai que pour les premiers le contraste de leur vie d'élégance et de luxe avec leur vie d'exil offre un intérêt romanesque, mais il y a aussi un grand contraste entre la vie d'un général de Napoléon dirigeant ses armées dans de grandes batailles, et sa vie de réfugié, forcé de vivre comme un citoyen paisible, loin de sa patrie, ou dans des villes étrangères où son importance militaire ne comptait pas, ou à la campagne, se faisant agriculteur, métier auquel il était mal préparé. Si on lit la correspondance diplomatique du ministre français aux États-Unis après 1815, ou les journaux américains du temps, on voit que ces émigrés de la Restauration étaient en Amérique en grand nombre, et qu'ils y causaient beaucoup d'ennui aux amis des Bourbons qui voyaient dans leur existence même un danger pour les rois légitimes. Les Américains ne les voyaient pas non plus au milieu d'eux sans intérêt. Ces hommes, dont plusieurs ont joué un grand rôle dans l'histoire de France, ne devraient pas être oubliés dans leur exil. Cherchons un peu les causes qui les jetèrent sur les côtes de l'Amérique. Pourquoi étaient-ils bannis ? Qu'est-ce qu'ils faisaient dans leur exil ? Y avait-il des conspirateurs pour l'évasion et un retour de

Napoléon, et comment furent-ils reçus par leurs hôtes américains?

La première abdication de Napoléon ayant été conseillée par ses maréchaux et reçue avec résignation comme une nécessité, même par ses plus fidèles amis, le nouveau gouvernement espérait concilier ces éléments et les rallier aux intérêts des Bourbons. Ainsi, beaucoup de généraux et de fonctionnaires furent confirmés dans leurs situations, et le traité signé par les plénipotentiaires le 11 Avril 1814 fut très généreux pour la famille Bonaparte. Le peuple, las des guerres, espérait tout du retour des Bourbons, mais comprenait très peu les combinaisons et les intrigues qui avaient changé le pouvoir. Les Bourbons ne représentaient que la paix à leurs yeux. La noblesse naturellement attendait le plein rétablissement de l'ancien régime, et la bourgeoisie la continuation du pouvoir, que la Révolution lui avait donné et que le gouvernement militaire de Napoléon lui avait arraché. Les bourgeois n'avaient jamais regretté l'ancien régime, mais la chute de l'Empire et l'avènement de Louis XVIII servaient leurs intérêts et ils le savaient. Cette classe n'avait pas exercé dans l'état impérial le pouvoir politique. La domination de Napoléon reposait sur l'armée et l'avait écarté du gouvernement. Elle en avait souffert comme d'une injustice. La bourgeoisie politique, née de la Révolution, fortifiée par le régime napoléonien, ne pouvait que désirer la chute d'un système à qui cependant elle devait presque tout.

Mais quand par ses actes le nouveau gouvernement commença à se montrer moins parfait qu'on ne l'espérait, ce fut l'armée d'abord qui en souffrit. La diminution du contingent

du corps d'officiers laissait désœuvrés et pauvres, dix mille officiers en demi-solde. Un capitaine en demi-solde ne touchait que soixante-treize francs par mois, un sous-lieutenant quarante et un ! Une armée qui a perdu ses illusions sur son nouveau maître est prête à retourner facilement à l'ancien maître. Donc ce fut l'armée qui se montra la plus enthousiaste au retour de Napoléon, bien que d'autres classes aussi fussent désillusionnées des Bourbons, et ce fut elle qui souffrit le plus des vengeances des royalistes à la seconde Restauration.

La seconde chute de Napoléon souleva des sentiments beaucoup plus vifs des deux côtés et les représailles furent sanglantes, surtout dans le Midi. Il ne suffisait pas à Louis XVIII d'être remonté sur son trône ; il fallait s'y maintenir au milieu des difficultés les plus graves contre lesquelles un souverain ait eu jamais à lutter. La France, humiliée et dévastée par l'invasion, en proie aux exigences hautaines des Alliés ; les ultra royalistes avides de représailles et de vengeances ; l'armée irritée de ses défaites et frémissante au delà de la Loire ; la guerre civile imminente ; la Révolution désarmée mais non vaincue ; les finances épuisées, tels sont les principaux traits qui caractérisent la situation en Juillet 1815. Une fureur se manifesta aussi contre les protestants, et pendant les premiers mois de la Restauration, un assez grand nombre d'entre eux fut tué. Les royalistes qui avaient vu le pouvoir si soudainement arraché de leurs mains au moment du retour de Napoléon de l'Île d'Elbe, étaient très méfiants à l'égard de tous les partis. Des quantités de brochures et de journaux s'élevèrent contre les conspirateurs et encouragèrent une politique de

terreur contre ceux qui avaient sympathisé ou qui pouvaient sympathiser avec le maître vaincu. Le Roi qui avait écrit de Cambrai qu'il promettait de pardonner aux Français « égarés », n'osait pas insister sur sa politique de conciliation et de plus les Alliés le poussaient à être sévère. Le 13 Juillet, les Alliés envoyèrent à Talleyrand une note demandant des éclaircissements sur la politique qu'allait suivre le gouvernement et les mesures à prendre contre les membres de la famille Bonaparte et d'autres individus dont la présence était, selon eux, incompatible avec l'ordre public. L'ordonnance du 24 Juillet suivit. La façon dont est exprimée l'introduction de cette ordonnance de proscription montre les forces qui avaient poussé le Roi à le faire.

« Voulant par la punition d'un attentat sans exemple, mais en graduant la peine et limitant le nombre des coupables, concilier l'intérêt de nos peuples, la dignité de notre couronne, et la tranquillité de l'Europe, avec ce que nous devons à la justice et à l'entière sécurité de tous les autres citoyens sans distinction. »

L'article premier concerne les généraux et les officiers qui ont trahi le roi avant le 20 Mars, ou qui ont attaqué la France et le gouvernement à main armée. Ces derniers, ainsi que ceux qui par violence, se sont emparés du pouvoir, seront arrêtés et traduits devant les conseils de guerre compétants, dans leurs divisions respectives. Sur cette première liste se trouvaient les deux frères Lallemand, Lefebvre-Desnouettes, Grouchy et Clausel que nous retrouverons tous aux Etats-Unis.

La seconde liste portait les noms de ceux qui devaient quitter Paris dans trois jours, se retirer dans l'intérieur de

la France dans les lieux que le ministre de la police générale leur indiquerait, et où ils devaient rester sous sa surveillance en attendant que les Chambres décidassent lesquels d'entre eux devaient sortir du royaume et lesquels devaient être livrés à la poursuite des Tribunaux. Les individus qui étaient condamnés à sortir du royaume auraient la faculté de vendre leurs biens et propriétés dans le délai d'un an, de disposer de ces biens, d'en transporter le produit hors de France, et d'en recevoir pendant ce temps le revenu dans les pays étrangers en fournissant néanmoins la preuve de leur obéissance à la présente ordonnance. Vandamme, Réal, Dirat, Reynault, Garnier de Saintes et de Cluis qui allèrent tous en Amérique, se trouvèrent sur cette seconde liste.

De ces suspects, trente et un seulement avaient accepté des fonctions de Napoléon avant le 23 Mars et le roi avait promis de pardonner les actes postérieurs à cette date. Les procès de Labedoyère et des frères Faucher suivirent, et celui de Ney. Labedoyère fut fusillé le 19 Août et les Faucher le 27 Septembre. Puis vint « l'épuration administrative » révoquant tous les fonctionnaires qui avaient été nommés après le 20 Mars et un grand nombre de ceux qui avaient été nommés avant ; Lucien Bonaparte, Saint-Jean d'Angély et Lakanal entre autres furent exclus de l'Institut et de l'Académie. Des haines s'élevèrent dans tous les partis. Richelieu modéré par nature et par principe, n'osa pas mettre fin à cette répression et on continua de poursuivre les officiers qui s'étaient ralliés à l'Empereur après son retour de l'Ile d'Elbe. On arrêta chaque jour des « ennemis de l'Etat » et une circulaire du ministre de la

police disait que « tout homme qui se réjouit des embarras du gouvernement ou de l'administration, qui par des discours ou des insinuations perfides tend à dissuader les gens de s'enrôler ; qui par ses propos, ses gestes ou son attitude décèle sa haine ou son mépris pour les habitants paisibles et subordonnés dont leur conduite prouve le dévouement au Roi et leur soumission aux lois, doit être arrêté ». On en condamna un grand nombre et souvent à la peine de mort. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que beaucoup partirent en exil sans attendre la justice, laquelle ne pouvait pas être impartiale au milieu de telles haines et de telles passions, et se contentèrent comme Grouchy et Clausel et autres d'envoyer leur défense de l'étranger.

L'opinion publique commença à s'élever contre ces injustices et le 5 Septembre la dissolution de la Chambre mit fin au gouvernement réactionnaire et le remplaça par le gouvernement des royalistes modérés, mais aucune amnistie pour les Bonapartistes n'était encore considérée. Les ultras qui disposaient des administrations locales voulaient démontrer au roi que la politique du 5 Septembre favorisait les espérances du parti révolutionnaire et autorisait ses audaces. Il voulait prouver que ce parti conspirait et était sur le point de triompher si les royalistes n'étaient pas là pour veiller aux intérêts du roi. Chaque fois qu'il y avait un mouvement en faveur de la clémence, quelque événement arrivait pour raviver les haines de parti et pour donner raison aux ultras. Ainsi l'histoire de Didier qui avait recherché dans le département de l'Isère les mécontents et les anciens militaires qui se croyaient sacrifiés. Cet homme exploita les passions politiques, les déceptions et les inté-

rêts froissés, promettant le concours de hauts personnages. Il croyait se rendre maître de Grenoble et répéter la marche sur Lyon. Mais il n'était pas Bonaparte, la garnison de Grenoble était prévenue, et la révolte mal organisée, échoua. Didier fut pris et exécuté, mais la conspiration accrut l'inquiétude générale et découragea toute tendance vers la modération.

Le lendemain de l'exécution du maréchal Ney, le 6 Décembre 1815, Richelieu présenta à la Chambre un projet d'amnistie, comprenant deux catégories d'exceptions pour ceux qui étaient inscrits sur la liste du 24 Juillet. Les poursuites devaient continuer contre ceux qui étaient sur la première liste. Ceux de la seconde liste, ainsi que la famille Bonaparte, devaient être simplement bannis sans poursuites. La commission nommée pour examiner la proposition étant de l'extrême droite, ses dispositions étaient violentes, car les députés étaient dominés par l'idée que l'impunité des grands coupables amènerait des catastrophes. L'évasion de Lavalette fut regardée comme une preuve de la puissance mystérieuse des hommes des Cent jours. Pendant toute la première moitié de l'année 1816, les procès se succédèrent, se terminant par des condamnations à mort, à la prison, ou à la mort par contumace de ceux qui s'étaient déjà enfuis, parmi lesquels ceux qui étaient allés aux Etats-Unis.

ÉTAT D'ESPRIT DES EXILÉS

C'est de ceux-ci seulement que nous allons nous occuper. Ils étaient pour la plupart des gens assez peu dangereux qui cherchaient un asile, par préférence ou par nécessité jusqu'à ce que les passions politiques fussent calmées dans leur pays, et non pas les conspirateurs que leurs ennemis ont voulu voir. Leur intention d'acheter des terres indique qu'ils s'attendaient à un exil de longue durée. Joseph Bonaparte, établi dans sa propriété, s'amusant à dépenser largement, et Simon Bernard, attaché au service du gouvernement américain, sont les types des plus heureux de ces exilés. D'autres, qui avaient l'habitude du commandement s'occupaient à aider les moins favorisés à s'établir dans des colonies utiles au lieu de vagabonder dans les villes. Plusieurs s'occupaient à écrire leurs mémoires et à revivre les jours de gloire qu'ils avaient connus, espérant en même temps se justifier aux yeux du monde et de leur pays. Quelques-uns comme Clausel et Vandamme, que l'on peut considérer comme des victimes, car ils avaient été exilés injustement, étaient ceux qui s'adaptaient le plus tranquillement à la vie d'exil. Les complots que Hyde de Neuville aurait peut-être été content de découvrir, n'existaient que dans la tête que de quelques individus. Il y a des mécontents partout, surtout après les révolutions, et il est possible que Lakanal voulût voir Joseph Bonaparte roi du Mexique,

ou que les généraux Lallemand et Rigaud avaient quelque arrière-pensée en s'établissant au Texas. Il est possible aussi que beaucoup d'entre eux eussent été heureux de voir Napoléon en liberté, et eussent aidé à son évasion si le moyen pratique se fut présenté. Nous allons examiner ces questions plus en détail, mais, considérés en masse, les réfugiés ont été d'assez paisibles citoyens des États-Unis pendant leur séjour. Tout ce dont Hyde de Neuville put les accuser, c'était « de faire entendre des bruits menaçants, de propager des calomnies, de rêver des désastres, pour eux des triomphes, de se compromettre par des discours insensés (1) ». Ces calomnies n'étant probablement que leurs opinions franchement exprimées, des bruits, des rêves et des discours n'étant pas des actions très dangereuses, le ministre se forgeait des périls imaginaires. Sans doute, *L'Abeille Américaine*, journal publié à Philadelphie par Simon Chaudron, ancien rédacteur du *Nain Jaune*, et que de Neuville qualifia de « journal atroce, infâme et dégoûtant », n'était pas tendre à l'égard des Bourbons, mais dans les volumes qui existent, des années 1816, 1817, 1818, à part quelques articles généraux sur la France, ce journal ne publia, pour la plupart, que des petites annonces et des nouvelles des réfugiés, des lettres et des mémoires justificatifs, encourageant la colonie en Alabama où Simon Chaudron se rendit lui-même quand son journal fit faillite. Ce journal publia en Janvier 1818 un article où il donnait

(1) Archives des Affaires Etrangères. — Correspondance diplomatique : Etats-Unis, Hyde de Neuville au duc de Richelieu, 10 Janvier 1817,

quelques conseils aux Français qui devaient habiter les Etats-Unis : « Le Français est trop prompt à s'offenser des ridicules qu'on lui donne avec une plate prodigalité, tant sur la scène dramatique que dans ses rapports particuliers avec des hommes aussi vains et moins bons que lui. Dans cette situation, que lui reste-t-il à faire dans les Etats-Unis pour rentrer en possession de la considération à laquelle tout honnête étranger a le droit de prétendre? Nous osons avancer qu'il ne lui faut pour cela qu'un peu plus de discrétion dans son empressement à juger de tout et d'un peu moins d'affectation dans les démonstrations de sa politesse et de sa gaiété, de tout observer sans rien critiquer, de profiter des avantages qu'offre un pays où les lois politiques sont plus hospitalières que les habitants, sans se plaindre de ces derniers (1) ».

Hyde de Neuville lui-même dit des exilés : « Les mesures de rigueur que j'étais appelé à prendre vis-à-vis des réfugiés français ne m'empêchaient pas de reconnaître que quelques-uns d'entre eux avaient la conduite la plus correcte et toute l'attitude qu'ils devaient à leurs principes et au gouvernement qu'ils avaient servi. Le général Grouchy était de ce nombre, comme Lefebvre Desnouettes. Je savais que loin de suivre l'exemple de Joseph Bonaparte qui s'entourait d'intrigants et d'hommes sans aveu dont les Etats-Unis foisonnaient, ils gardaient une discrétion dans leur manière d'être que je louais extrêmement (2) ».

(1) *L'Abeille Américaine*. — Phila. Janvier 1817 (Pennsylvania Historical Society).

(2) Archives des Affaires Etrangères, Corr. dipl. Etats-Unis. 20 Juillet 1817.

LES PRINCIPAUX RÉFUGIÉS

Parmi les réfugiés portés sur la liste que Hyde de Neuville envoya de l'Amérique au duc de Richelieu (1), il y en avaient quelques-uns qui avaient été très connus en France pendant la Révolution et l'Empire. De la famille de Napoléon, il y avait Joseph Bonaparte et ses neveux Achille et Lucien Murat. Il semblait que Joseph Bonaparte était las des ambitions de sa famille et voulait se retirer loin des autres. Bien qu'il eût accepté deux fois d'être roi, il était peut-être le moins apte de la famille à la vie publique. Il se trouvait en Amérique dans un milieu qui lui convenait parfaitement, où il jouait le rôle de « country gentleman » comme nous verrons plus tard. Les fils du général Murat, roi de Naples, faisaient partie de la famille de Joseph Bonaparte à partir de 1823 et ils ne semblaient pas s'intéresser aux intrigues que la famille entretenait en Europe pour soutenir les intérêts de la dynastie, avec quelque vague espoir d'un retour des Bonapartes au pouvoir. Nous savons que cet espoir était peut-être moins irréalisable qu'il ne le semblait en 1815.

Après la famille de Napoléon venaient au point de vue de la notoriété, ses généraux et ses officiers, dont plusieurs

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique. Etats-Unis. 10 Janvier 1917.

étaient portés sur la liste de proscription, quelques-uns condamnés à mort par contumace, et d'autres qui voulaient chercher une vie nouvelle dans un milieu moins hostile que celui du gouvernement de la Restauration. Les généraux Lallemand, Rigaud, Lefebvre Desnouettes, Grouchy et Clausel avaient été condamnés à mort; Vandamme, Réal, Dirat, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Garnier de Saintes et Cluis se trouvèrent sur la liste de ceux qui devaient se retirer à l'intérieur de la France et vivre sous la surveillance de la police. D'autres furent atteints par la loi de 1816 contre les régicides et jugés pour leurs actes révolutionnaires plutôt que pour ce qu'ils avaient fait sous Napoléon, comme Quinette, Combes, Lakanal, Peniers (1), et beaucoup d'autres de moindre importance qui n'ont fait que suivre leurs chefs aux Etats-Unis comme ils le faisaient en France.

Ce sont les frères Lallemand qui ont fait le plus parler d'eux dans leur pays d'exil et ont soulevé le plus de soupçons. Charles Lallemand, l'aîné, naquit à Metz le 23 Juin 1774. En 1802, il alla en mission auprès du général Leclerc, à Saint-Domingue. Il fit les campagnes de Prusse, de Pologne et d'Espagne et en 1811 fut nommé général de brigade. Après la première Restauration, il reçut la croix de Saint-Louis et fut chargé du commandement de l'Aisne. Il en exerçait encore les fonctions quand il apprit la nouvelle du débarquement de Napoléon. Il chercha à rallier à sa cause les troupes des garnisons de Guise et de Chauny. Il échoua

(1) Ordonnance de proscription du 24 Juillet 1815.

et fut arrêté à la Fère avec son frère. Il fut mis en liberté après le 20 Mars et nommé lieutenant-général et membre de la Chambre des Pairs par Napoléon. Il combattit à Fleurus et à Waterloo; il demanda à accompagner Napoléon à Sainte-Hélène, mais on lui refusa. Il fut embarqué sur un vaisseau anglais et enfermé à Malte. Rendu à la liberté il passa à Smyrne, ensuite en Perse et, en 1817, il apparut en Amérique. Son frère cadet, Henri Lallemant, était beaucoup moins aventureux que son frère dans toute sa carrière, mais il le suivit jusqu'à Waterloo, après quoi il se rendit directement aux États-Unis. Lui aussi fut chevalier de Saint-Louis sous la première Restauration, mais il rejoignit son frère au retour de Napoléon et combattit à la tête de l'artillerie de la garde à Waterloo. Nous verrons qu'il continua à suivre son frère en Amérique dans les aventures de celui-ci, mais il fut toujours plus modéré et s'adapta mieux à la vie d'un citoyen particulier (1).

Le général Rigaud, qui fut l'associé de Charles Lallemant dans son Champ d'Asile, naquit à Agen le 14 Mai 1758, entra au service en 1779, fut capitaine dans la cavalerie belge en 1788. A la réunion de la Belgique à la France, redevenu officier français, il servit dans les campagnes de Napoléon et fut nommé général de brigade en Janvier 1807. Quand il fut condamné à mort il échappa en se rendant aux États-Unis (2).

(1) Biographie des Contemporains. Jouy, Arnault, etc. Paris 1824, t. X.

(2) Souvenirs des guerres de l'Empire, par le Col. Rigaud. Paris. Portheur et frères. p. 846.

Après la fin de l'entreprise au Champ d'Asile, Rigaud se présenta à l'ambassade de France pour demander la clémence du Roi et obtenir son retour en France, mais il ne réussit pas. Il fit quelques campagnes au Mexique dans l'armée de Renovales, puis passa la fin de sa vie aux environs de la Nouvelle-Orléans, où sa fille s'était mariée. Il y est mort le 5 Septembre 1820.

Lefebvre Desnouettes fût un des personnages les plus admirables de l'époque. Même Hyde de Neuville, heurcux de rechercher tout ce qu'il y avait de mauvais dans les réfugiés bonapartistes, a écrit de lui : « Ce caractère était de ceux que l'on admire dans toutes les causes quelles qu'elles soient, d'une grande douceur unie à une grande fermeté, un dévouement sans phrases, pour celui qu'il avait servi. » (1) Charles, comte de Lefebvre Desnouettes, naquit en 1775. Il obtint rapidement ses grades militaires et devint lieutenant-général, commandant de la Légion d'Honneur, Chevalier de Saint-Louis et du Lion de Bavière, membre de la Chambre des Pairs créée en 1815 par Napoléon. Il fut décoré après Austerlitz, blessé en Espagne, et il fut prisonnier des Anglais. Il leur échappa et revenu en France il fit les campagnes d'Autriche et de Russie avec l'Empereur. Après l'abdication de Napoléon, il fut confirmé dans le commandement des chasseurs, mais il conspira avec les Lallemand à la Fère et alla à la rencontre de Napoléon à Lyon ; ce fut la raison de sa condamnation. Il combattit à

(2) Hyde de Neuville. Mémoires, t. II, p. 378.

Fleurus et à Waterloo et partit pour les États-Unis bientôt après (1).

Voici ce que disait le rapporteur au procès du général Lefebvre Desnouettes : « L'accusé a quitté Paris peu après la nouvelle du débarquement de Napoléon et dit qu'il alla rejoindre son régiment en Flandre. Sans ordre ni autorisation, il lui fait à ce régiment quitter sa garnison, le dirigeant vers la capitale. Il se proposait de débaucher les autres corps qui se trouvaient sur cette route et avec toutes ces forces de se rendre maître de Paris et des Tuileries. Secondé des deux frères Lallemand, il entra dans la Fère le 10 Mars, voulut se rendre maître de l'arsenal et de la garnison. Il échoua devant la résistance du maréchal de camp d'Aloville. Le lendemain, à Compiègne, il essaya de s'emparer des chasseurs de Berri, mais rencontra alors la résistance du major Lainé. Son régiment, découragé, l'abandonna, et il s'éloigna sous des habits empruntés et trouva asile chez le général Rigaud jusqu'à la rentrée définitive de Bonaparte (2).

Le général Grouchy, nommé maréchal pendant les Cent Jours, était de la noblesse, mais de celle qui avait pris le parti de la Révolution pour combattre dans l'armée de Lafayette. Il fut obligé de renoncer à son grade et de quitter l'armée à l'époque de la Convention qui excluait les anciens nobles, mais il fut réintégré par décret spécial. Il protesta contre le 18 Brumaire par une lettre rendue publique, cependant il se réconcilia avec le nouveau gouvernement et

(1) Biographie des Contemporains.

(2) Documents inédits de l'Histoire de France. Actes du Comité du Salut Public, t. III.

en 1804 il adhéra sans difficulté à l'Empire. Il fit avec honneur les campagnes de Napoléon, mais parce qu'il était demeuré le fidèle ami de Moreau, même après son procès, il ne reçut pas l'avancement auquel il aurait eu droit. Il joua un rôle important en Prusse, à Iéna et à Lubeck. A Friedland, il fut blessé et eut son cheval tué sous lui; le jeune Lafayette lui sauva la vie. Il désapprouvait ouvertement la politique de Napoléon en Espagne, et il alléguait des motifs de santé pour se retirer de l'armée; mais il fut rappelé en Italie et fit la campagne de Russie. A l'entrée de Louis XVIII, il perdit ses titres. Il reprit son service à la rentrée de Napoléon. Le rôle qu'il joua à Waterloo est trop connu pour que nous n'en parlions pas. Il considérait que le blâme qu'il avait reçu était injuste, et il a écrit beaucoup pendant son séjour en Amérique pour se justifier. A l'abdication de Napoléon, il proclama Napoléon II et voulut rassembler l'armée, aidé de Lefebvre Desnouettes et de Vandammé. Étant compris dans l'ordonnance du 24 Juillet, il se rendit en Amérique. Peu de soldats avaient combattu comme lui. Il fut investi pendant vingt-trois ans des commandements les plus importants, se trouva à 12 grandes batailles, plus de 60 combats et reçut 19 blessures (1).

Il s'exila aux États-Unis en 1815 et demeura à Philadelphie. Il écrivit à Jefferson : « Je me félicite de demeurer dans votre intéressant pays, je suis fier et reconnaissant

(1) a) Extrait de la « Biographie des Hommes du Jour ». Germain Sarrut. Paris 1836.

b) Notes biographiques sur M. le maréchal Grouchy. M. E. Pascallet. 1842. Extrait de la Revue Générale Biographique.

c) Biographie des Contemporains.

pour l'hospitalité honorable que j'ai reçue et s'il y a une chose qui peut adoucir l'amertume de mon exil et la servitude et dégradation de mon pays, c'est de voir le vôtre heureux, puissant, libre et respecté, et le tout grâce aux institutions fondées sur les mêmes principes, pour lesquels j'ai versé mon sang en vain. »

Jefferson lui répondit : « Votre nom a été trop célèbre dans l'histoire de nos jours, et votre mérite trop connu de tous, pour ne pas me promettre un grand plaisir en faisant votre connaissance » (1).

Grouchy rencontra d'abord quelque froideur et de la méfiance auprès des autres exilés français qui le blâmèrent de son rôle à Waterloo, mais il se faisait des amis parmi les Américains et, avec le temps, les rancunes s'effacèrent. Il se rendait souvent à Wilmington chez un ami, Dupont de Nemours, fondateur de la grande fabrique d'explosifs. Il publia dans l'*Abeille Américaine* des lettres justificatives qui firent partie de ses Mémoires plus tard. Il s'intéressa à la colonie d'Alabama, et en tout se contenta assez bien de la vie d'exil jusqu'en 1819, quand une ordonnance spéciale du Roi, le 24 Novembre de cette année, mit un terme à son exil, lui permit de rentrer en France et le réintégra dans tous les droits, titres et honneurs, excepté celui de maréchal. En 1830, le gouvernement de Juillet lui rendit même cette dignité. Il mourut à Paris le 29 Mai 1847, ayant jusqu'à la fin de sa vie poursuivi sa polémique, par laquelle il espérait se justifier aux yeux du public.

(1) Grouchy - Jefferson. Ms. Jefferson Papers, Department of State, Washington (cité par Reeves « Napoleonic Exiles », Baltimore 1905, pp. 24-25).

Bertrand, comte de Clausel, naquit à Mirepoix (Ariège) le 1^{er} Décembre 1772. Il fut colonel à 22 ans; après 1795 fut nommé au commandement d'une brigade de l'Italie. Il fit partie de l'expédition de Saint-Domingue en 1802; de retour en France, il combattit dans les campagnes de 1806, 1807 et 1808. En 1810, il prit le commandement d'un des corps de l'armée de l'Espagne. Il combattit en 1813 et 1814 dans le Midi de la France contre les Anglais. Au retour des Bourbons, il se rallia et devint inspecteur-général d'infanterie. Pendant les Cent Jours, on le vit arriver, avec 300 hommes, à Saint-André de Culsac, près de Bordeaux, où était la duchesse d'Angoulême et, pour cette raison, il fut porté sur la liste de proscription et condamné à mort par contumace. Il voulait toujours se justifier de cet acte et prouver qu'il n'avait rien fait pour favoriser le retour de Napoléon et n'avait pris le commandement, au nom de Bonaparte, qu'après le départ de Louis XVIII. Il écrivit de Philadelphie, le 18 Novembre 1816, au général Chaumont, près du Conseil de guerre de la douzième division militaire :

« Je viens de lire dans un journal français mon jugement et ma condamnation à mort par le Conseil de guerre que vous avez présidé le 11 Septembre, et j'ai vu que l'opinion du Conseil semblait, pour me trouver coupable des différents délits imputés, s'être formée sur un état de mes services sorti du Ministère de la guerre, lequel consistait seulement en ce que l'Empereur m'aurait nommé au gouvernement de la 11^e division le 22 Mars. L'article 1^{er} de l'ordonnance du 24 Juillet est ainsi conçu : les généraux et les officiers qui ont trahi le Roi avant le 23 Mars ou attaqué la France et le gouvernement, et ceux qui par violence se sont emparés

de pouvoir seront arrêtés et traduits devant les Conseils de guerre compétents. Ainsi les délits spécifiés par cet article sont :

- 1° D'avoir trahi le Roi avant le 23 Mars ;
- 2° D'avoir attaqué la France à main armée ;
- 3° De s'être emparé du pouvoir par la force des armes.

Il n'est personne qui, après avoir lu le premier-article de l'ordonnance ne convienne que pour qu'un de ces délits soit réputé tel, il faut que l'action ait été commise avant le 23 Mars. Outre que la simple disposition qu'à voulu faire de moi l'Empereur en décidant que je serais envoyé dans la 11^e division, n'établit pas ma culpabilité au premier chef d'accusation, qu'il n'est pas prouvé que j'avais sollicité, désiré ou accepté l'emploi qu'il m'assignait, il existait pour vous, M. le Président, une circonstance toute particulière et bien propre, ce me semble, à former différemment votre opinion personnelle. Vous pouvez vous souvenir, M. le général, avant de me déclarer coupable de trahison envers le Roi le 23 Mars que je n'avais pas accepté encore le 24 Mars après-midi lorsque je vous trouvais chez le ministre de la guerre, ne refusant pas à faire ce qu'il vous demandait. Si je suis coupable en cela vous ne sauriez avoir la prétention d'être plus innocent que moi. Le ministre me dit qu'il fallait que je partisse pour Bordeaux. Vous m'entendites, Général, avant de me conformer aux volontés du ministre, lui adresser les paroles suivantes : « Le roi est-il hors de France ? En avez-vous la certitude ? L'autorité de l'Empereur est-elle reconnue sur les deux rives de la Loire et dans les pays que j'ai à traverser pour me rendre dans le commandement que vous m'offrez ? » Vous entendites,

M. le Général, le ministre me répondre affirmativement à ces trois questions et ajouter qu'il avait reçu dans la nuit du 23-24 le rapport du général commandant alors pour l'Empereur à Orléans et à présent dans une division territoriale, annonçant officiellement que l'autorité de l'Empereur était établie partout (1) ».

Ce n'était que la protestation d'un homme qui avait quitté le pays, et elle n'eut pas de suites immédiates. Cependant Clausel fut amnistié en 1825 et rentra en France avant beaucoup d'autres. Sa protestation exprimée sans rancune et sans subterfuge paraît avoir porté ses fruits.

Le général Vandamme fut lui aussi victime de la rigueur de la Restauration à l'égard des anciens soldats de Napoléon. Il s'était conduit bravement, avait pris part aux principales campagnes de Napoléon et avait été fait grand aigle de la Légion d'Honneur. Il fut fait prisonnier par les Russes à Kulm et resta en Sibérie jusqu'à la paix de 1814. Après le retour de Napoléon, il réintégra l'armée, et devenu commandant sous Grouchy, il contribua au succès de Fleurus. Après l'ordonnance du 24 Juillet, il se retira dans une maison de campagne, près de Limoges. Mais, le 13 Janvier 1816, il reçut l'ordre de sortir du royaume dans les vingt-quatre heures. Il partit pour Gand et de là aux Etats-Unis, où il arriva le 28 Juillet 1817 (2). Le journal *Aurora*, de Philadelphie, en annonçant son arrivée, dit : « Beaucoup de bruits malveillants ont circulé contre lui. Il a toujours agi comme un soldat patriote sans entrer dans les

(1) Lettre ouverte dans l'*Abeille Américaine*, 20 nov. 1816. Philadelphie ; et Clausel. Exposé justificatif. Paris 1918.

(2) Biographie des contemporains, t. XX.

intrigues politiques, et il n'a fait que défendre sa patrie contre les attaques du dehors. »

Le comte Réal qui lui aussi se retira aux Etats-Unis, ne fut pas soldat comme la plupart des autres. Révolutionnaire ardent, très lié avec Desmoulins et Danton, c'était un orateur très éloquent. Il avait été condamné et devait être guillotiné quand le 9 Thermidor mit fin aux assassinats juridiques. Après le 10 Août 1792, Réal fut nommé accusateur public, mais malgré son zèle exalté pour la Révolution, il ne fut pas accusé de cruauté et montra toujours une grande générosité, même envers ses ennemis. Il essaya d'arrêter les fureurs du parti de Robespierre et fut toujours en faveur de la modération. Puis il s'attacha avec un dévouement complet à la fortune de Napoléon et prit une part très active aux préparatifs du 18 Brumaire. Pendant les Cent Jours, il fut préfet de police de Paris. Les récits de l'époque disent que s'il ne méritait pas la proscription en raison de sa grande modération, dans ses fonctions de préfet de police, il avait éveillé la jalousie de Fouché. Réal acheta des terres sur les bords du fleuve Saint-Laurent et s'y établit. Il annonça qu'il ne voulait plus se mêler de politique et qu'il n'aspirait qu'à une vie très retirée. Son bannissement fut de courte durée. Il reçut en 1818 l'autorisation de rentrer, mais il n'en profita pas (1).

Regnault de Saint-Jean d'Angély, qui donna plusieurs heures d'inquiétude à Hyde de Neuville, était le fils d'un révolutionnaire ardent qui avait voté la mort de Louis XVI et appartenait au parti terroriste pendant la Révolution.

(1) Biographie des Contemporains et Villenave. Notice historique. Paris 1846.

Mais son fils était un homme modéré. Il naquit en 1760, reçut une bonne éducation et s'intéressa à la politique comme il était inévitable dans ce temps là. Il n'appartenait vraiment à aucun parti mais parlait toujours en faveur d'un juste partage des droits et des pouvoirs entre le peuple et le Roi. Il faisait alors partie d'une société qui se réunissait chez la Rochefoucauld et qui comptait La Fayette, de Noailles et d'autres membres du parti libéral monarchiste. Sous Napoléon il fut chargé d'un service en Italie comme administrateur-général des hôpitaux. Il semblait voir dans Napoléon le sauveur de son pays et s'attacha à lui jusqu'à sa chute. A la première abdication de Napoléon, il se retira à la campagne où il apprit avec joie et surprise le retour de son maître. Il faisait partie du dernier corps législatif, quand, étant du nombre des proscrits du 24 Juillet, il partit pour l'Amérique.

Ce pauvre Regnault eut, à New-York, un accès de folie, mais malgré cela il n'échappa pas aux soupçons de de Neuville qui croyait que sa folie était feinte. Il resta deux mois à l'hôpital puis s'embarqua pour Anvers le 19 Juillet 1817. Pendant ses accès de folie, il avait parlé de l'évasion de Napoléon, ce qui donnait à croire aux gens soupçonneux qu'une telle évasion se préparait. Mais d'autre part, il disait aussi que le roi Louis XVIII lui accordait 18.000 francs de retraite et allait le rappeler; on ne devait donc pas attacher grande importance à ses propos contradictoires (1).

(1) a) Biographie des contemporains, v. XVII.

b) Dictionnaire des Protéés Modernes, anonyme 1815.

c) Corr. dipl. Etats-Unis: Hyde de Neuville au duc de Richelieu, 20 Juillet 1817.

Un autre révolutionnaire qui après s'être rallié à Napoléon ne pouvait jamais se résigner à la restauration des Bourbons, était Georges Garnier, dit Garnier de Saintes, qui fit partie de la Convention de 1792 et vota la mort de Louis XVI. Il avait contribué énergiquement à l'organisation du Comité du Salut Public et accompli d'importantes missions auprès des Armées. De 1806 à 1811, il fut Président du Tribunal Criminel de Saintes, son pays d'origine. Bien qu'il fût compris dans l'ordonnance du 24 Juillet 1815, il resta à Paris où on l'arrêta, mais il obtint sa liberté à condition de quitter immédiatement le royaume.

Il se réfugia à Bruxelles où les attaques qu'il dirigeait dans son journal *Le Surveillant*, contre les Bourbons, le firent aussi bannir de la Belgique. Il obtint une concession dans le territoire du Mississippi où nous le retrouverons (2).

Bien désagréable pour de Neuville fut la présence aux Etats-Unis de Joseph Lakanal, qui avait été l'ennemi acharné des Bourbons. Député de l'Ariège à la Convention de 1792, il avait voté la mort du roi. En 1793, chargé d'enlever du château de Chantilly tout l'or, l'argent, le cuivre et le fer qui s'y trouvaient, il fit passer au trésor public 2.208 marcs d'or et d'argent et s'empara de tous les papiers de la maison de Condé. Comme membre du Comité de l'Instruction Publique, il fut l'auteur de règlements et projets de loi célèbres qui, en organisant l'éducation nationale, avaient indirectement pour conséquence de faire oublier aux jeunes français ce qui pouvait rappeler la monarchie. Il protesta

(2) Biographie des Contemporains, v. XVII et Documents inédits de l'Histoire de France III, pp. 540-544 et V, p. 444.

hautement contre le 18 Brumaire et il fut destitué quelques mois après par le gouvernement consulaire. Cependant il devint censeur du Lycée Bonaparte où il resta jusqu'en 1809. Il faisait partie de la section d'histoire et de littérature anciennes à l'Institut au moment de la Restauration. Après sa proscription, il passa directement aux États-Unis.

Bientôt après son arrivée, Lakanal présenta à Jefferson des lettres de Lafayette et de Thouin, directeur du jardin du roi, avec lequel Jefferson correspondait au sujet de ses entreprises agricoles. Lakanal alla s'établir en Galatin County (Kentucky) avant d'entrer en rapport avec Jefferson. Là, presque dans le désert, il voulait se distraire en étudiant. Ce fut seulement le 1^{er} Juin 1818, qu'il écrivit à Jefferson en lui envoyant ses lettres de présentation :

« J'ai l'honneur de vous adresser une lettre que j'avais espéré vous présenter en personne, mais les événements ont changé mes projets. Me voici sur les bords de l'Ohio, près de la colonie française de Vevey. Dans cette retraite je partagerai mon temps entre la culture de mes terres et l'étude. J'ai l'intention d'écrire une Histoire des États-Unis. Le spectacle d'un peuple libre qui supporte avec obéissance la loi, rendra moins dure la souffrance que j'éprouve à être exilé. Ma patrie serait heureuse si votre génie pacifique avait guidé ses destinées. L'ambition d'un seul Homme nous a aliéné l'amitié des nations. J'espère qu'en écrivant l'Histoire des États-Unis, le tableau honorera le peintre et que, soutenu par la beauté du sujet plutôt que par mon propre talent, je pourrai dire avec le poète de l'antiquité *Exegi monumentum aere perennius*.

Jefferson lui fit une réponse sympathique, ne voyant pas tout ce que la lettre de Lakanal contenait de flatteries :

« Je comprends le chagrin que vous avez éprouvé à quitter Paris pour venir sur les bords de l'Ohio. Mais le sage est chez lui partout, et l'esprit du philosophe ne manque jamais d'occupation. Je plains votre pays, malgré ses torts (car nous sommes forcés d'imputer à la nation entière la responsabilité des actes malheureux qu'elle a permis à un de ses fils d'accomplir). Mais ses souffrances dépassent ses fautes. Je suis heureux que vous ayez choisi comme sujet d'études ce qui est pour nous d'un grand intérêt. Il n'existe pas encore une bonne histoire de notre pays. J'ai peur que vous n'ayez des difficultés à trouver les documents dont vous aurez besoin. Vous serez peut-être forcé de voyager pour réunir les éléments de votre sujet. Si ces recherches vous amènent dans cette partie du pays, nous serons contents de vous recevoir à Monticello, et de vous communiquer tout ce qui peut vous intéresser ici » (1).

Mais l'*Histoire des États-Unis* ne devait jamais être publiée, et nous trouvons Lakanal pendant quelque temps à la tête d'une Université à la Nouvelle-Orléans. Cette Université d'Orléans était le premier établissement d'enseignement supérieur fondé depuis la cession de la Louisiane. Elle fut créée en 1805, mais ses affaires marchaient mal, les étudiants étaient peu nombreux, et quand Lakanal fut président, en 1824, l'Université était réduite à un petit collège entretenu par le produit des loteries et des revenus des

(1) Ms. Jefferson Papers. Department of State, Washington (cité par Reeves, pp. 31 32).

salles de jeu. Le choix de Lakanal avait déplu aux habitants de la Nouvelle-Orléans, sans doute parce qu'il était prêtre apostat. Il ne resta dans son emploi que quelques mois. Il passa le reste de son séjour en Amérique à Mobile avec les Français qui étaient allés en Alabama pour cultiver la vigne et l'olivier. On le croyait l'auteur d'une conspiration contre le Mexique en faveur des Bonaparte, sur laquelle il n'y a jamais eu l'ombre d'une preuve (1).

Tels étaient les principaux exilés aux États-Unis. C'étaient des hommes qui, ayant vécu à une période troublée de l'histoire de leur pays, avaient été si affectés par les événements et les changements de gouvernement, qu'ils avaient perdu toute idée de la possibilité d'une vie calme et normale. Il n'est pas étonnant qu'après des existences aussi mouvementées, beaucoup de ces vieux soldats n'aient trouvé de la difficulté à s'adapter à la vie bourgeoise de la république américaine. On peut même s'étonner qu'ils se fussent encore aussi bien adaptés à leur nouvelle existence et qu'ils n'aient pas causé plus de souci au gouvernement qui les avait accueillis.

(1) a) Biographie des Contemporains, v. X.

b) New-Orleans the Place and the People. Gayarré King, p. 185.

L'ATTITUDE DU MINISTRE DE FRANCE A WASHINGTON et du Peuple américain vis-à-vis des Réfugiés

Hyde de Neuville, le ministre français à Washington, se sentait obligé par ses fonctions à surveiller la conduite des Bonapartistes, et son zèle leur rappelait qu'ils étaient toujours sous la surveillance des Bourbons. Il avait été dévoué à la Maison de Bourbon dès sa jeunesse et lui avait consacré sa vie et sa fortune. Il était un de ceux qui voient dans la famille royale l'honneur, la religion et la patrie. Pendant la Révolution et l'Empire, il avait été un conspirateur infatigable, vivant la plupart du temps sous de faux noms, dirigeant une police secrète au profit des Bourbons. Il fut lié avec les Polignac, les Bourmont, les Pichegru, les Clichyens et les Vendéens, et soupçonné de complicité avec les auteurs de la machine infernale. Ces soupçons l'avaient contraint à se réfugier aux États-Unis pendant les dernières années de l'Empire. Là, il perdit un peu de son fanatisme, mais ne fut jamais converti aux idées républicaines; au contraire, c'est lui qui détermina Moreau à rentrer en Europe pour combattre avec les ennemis de la France. Il écrivit en Avril 1808 à M^{me} de Damas :

« Je n'ai pas pu vivre plusieurs mois au milieu d'eux (les Américains) sans que l'ensemble de mes convictions ait reçu une forte impression du spectacle auquel j'assiste, et

notamment mes notions sur la liberté et sur la somme des biens et des maux qu'elle est propre à répandre. Que les Américains soient un peu sages, qu'ils se gardent pendant longtemps de se heurter aux grandes puissances et se rappellent que les petits ne gagnent rien à se mêler aux disputes des grands... qu'ils donnent un peu plus de force à leur gouvernement; qu'ils rectifient quelques abus, et nous les verrons peut-être étonner un jour l'Europe et sinon dicter des lois aux Deux-Mondes, du moins en être l'exemple et balancer les plus grandes puissances. » (1) Donc, il n'était pas hostile à la nouvelle nation, tout en gardant une fidélité enthousiaste à la famille royale qui représentait pour lui la patrie.

Après 1815, devenu ambassadeur au lieu de son exil, outre l'intérêt qu'il portait aux réfugiés, il avait une mission assez délicate. Car les relations de la France avec les États-Unis n'étaient réglées que par le traité de 1799, qui ne devait avoir qu'une durée de huit ans. Il s'agissait d'arriver à des conventions plus durables que celles qui reposaient seulement sur le droit des gens et sur le sentiment de reconnaissance que les États-Unis devaient à la France depuis qu'elle avait concouru à assurer son indépendance. Il y avait entre lui et les chefs du gouvernement à Washington les meilleurs rapports personnels, ce qui donnait un grand poids à ses attaques contre les réfugiés. Il écrivait de Monroe : « Je trouve dans M. Monroe un homme très spirituel, très aimable, parlant français à merveille, et tellement initié aux événements récents qui s'étaient passés

(1) Mémoires de Hyde de Neuville, t. I, p. 466.

en France, qu'en causant avec lui je me croyais encore à Paris, où il a été ministre des États-Unis pendant plusieurs années » (1). Et une autre fois : « Avec M. Monroe on peut toujours sans crainte pointer droit au but. Sa politique est comme sa raison, toujours calme, il écoute et discute comme s'il était vous et que vous fussiez lui. Il cherche bien moins à montrer la fierté d'un républicain que la modération et la logique du véritable homme d'état. En général il a l'air de vous dire : « Quittons un instant la scène, mettons de côté nos costumes et cherchons de sang-froid jusqu'où, de part et d'autre, nous pouvons aller pour amener le plus tôt possible un heureux dénouement. » Il serait difficile de trouver une appréciation plus généreuse à l'égard d'un homme dont les vues politiques ne ressemblaient guère aux idées du diplomate serviteur des Bourbons.

Nous voyons dans les lignes suivantes comment de Neuville parlait du passé au cours de ses entretiens avec le Président des États-Unis : « M. Madison, quatrième président des États-Unis, avait ce caractère particulier des Américains de distinction, cette froideur digne, un peu puritaine, qui n'exclut pas les manières aisées d'un homme du monde; la dignité s'alliait chez lui à un grand air de bonté. M. le Président m'a paru embarrassé par rapport au passé. Je crois l'avoir mis fort à son aise en ne traitant que les sujets qu'il croyait devoir aborder et en passant toujours de Louis XVI à Louis XVIII. Je lui ai fait entendre que Sa Majesté ne gardait aucun souvenir pénible et qu'elle voulait bien oublier surtout les communications entretenues

(1. Hyde de Neuville. Mémoires, t. II, p. 197.

pendant la dernière usurpation avec un ministre qui cessait de lui appartenir » (1).

D'autre part, J. Q. Adams a laissé cette opinion sur Hyde de Neuville : « De Neuville est un homme de passions et d'humeurs soudaines; plus vives que durables » (2). Mais leurs relations ont toujours été très cordiales.

Le ministre français s'inquiétait donc très sérieusement de la présence des Bonapartistes aux États-Unis et il écrivit dans ses Mémoires : « J'avais une mission délicate à remplir, celle de surveiller les Français exilés et réfugiés qui faisaient partie de ce que l'on a appelé le Champ d'Asile. La liberté que le gouvernement tout autant que la généralité de la nation tolérèrent sans limite sur son territoire, exemptait ces réfugiés de toute surveillance de la police et leurs actes de tout contrôle. Cette situation rendait la mienne difficile, mais comme je n'ai jamais transigé avec le devoir, j'étais décidé à être très ferme pour arrêter toute espèce de coalition et de conspiration nuisibles au gouvernement que j'avais l'honneur de représenter. Je voulais être clairvoyant mais juste, et n'employer la rigueur qu'avec une extrême réserve. Le dirai-je ? J'éprouvais un sentiment profond de commisération pour ces Français exilés comme moi sur cette terre où m'avaient jeté les tristes fluctuations de la politique » (3).

Il apparaît bien dans ses lettres officielles au duc de

(1) Affaires Etrangères. Corr. diplomatique, États-Unis. 25 Juillet 1916,

(2) J. Q. Adams. Journal.

(3) Hyde de Neuville. Mémoires, t. II, p. 206.

Richelieu, qu'il ait voulu se montrer équitable envers les exilés. A son arrivée aux États-Unis il écrivit au Ministre à leur sujet sur un vrai ton de commisération et de sympathie. Le 10 Janvier 1817, il dit : « Réunis sur cette terre en assez grand nombre, leurs rapports journaliers, j'oserais dire leurs frottements continuels, doivent nécessairement et malheureusement les exciter à faire entendre des bruits menaçants, à propager des calomnies, à rêver des désastres, pour eux des triomphes, à se compromettre par des discours aussi insensés que révoltants. Je pourrais, Monsieur le Duc, vous nommer les individus, mais la pitié me dit que ces hommes égarés ou coupables sont expatriés et malheureux, qu'ils ne font ici que s'aigrir davantage et se monter la tête; qu'ils sont malades, que tous ne sont pas incurables, que l'isolement, en les livrant à eux mêmes, suffirait seul peut-être pour les calmer » (1). Il insiste beaucoup dans ses lettres sur cette maladie « qui peut être guérie grâce à la bonne volonté des Français d'opinions « raisonnables ». Cependant malgré son effort sincère pour les regarder comme des victimes de l'exil et de leur égarement, il devait se laisser aller à bien des soupçons sur leurs moindres actes. Il semblait guetter constamment l'occasion de les trouver en faute, et la méfiance le portait à mal juger des incidents de moindre importance. En Mars 1817, il prétendait compromettre le Ministre de la Suède pour lui avoir entendu dire qu'il avait reçu de Bernadotte l'ordre de traiter Joseph Bonaparte avec la plus

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis. 10 Janvier 1817.

grande considération et se préparait à lui offrir un grand dîner. Il se donne la peine de protester, bien que dans un langage voilé, contre cet honneur (1). Par un zèle exagéré, il dénonçait une intention politique dans un simple échange de courtoisie, occasionné probablement par les relations de famille entre Joseph Bonaparte et son beau-frère le roi de Suède. Avec un peu plus de sang-froid, le Ministre aurait pu remarquer que Bernadotte, comme roi de Suède, n'avait certainement pas montré beaucoup d'enthousiasme pour les Bonaparte, et qu'il avait contribué même à la défaite de Napoléon.

En Mai 1817, de Neuville vint à s'imaginer que par son influence seule, il avait écarté tout signe de manifestation et de complot de la part des réfugiés. Il écrivit sur ce ton au Duc : « J'ai traité les réfugiés comme des malades, j'ai méprisé ce qu'ils ont osé dire contre les Bourbons; je me suis cru honoré de leurs injures. Je n'ai refusé ni mes conseils, ni mes services à ceux qui ont cru devoir s'adresser à moi directement ou par leurs amis. Le résultat de ma conduite, Monsieur le Duc, est qu'ils se taisent, qu'ils craignent de se compromettre, que leurs chefs se mettent même en avant pour se concilier mon intérêt, et par moi celui de mon gouvernement, que Lefebvre Desnouettes et Lallemand sont prêts à servir la France contre l'Angleterre à la Nouvelle-Orléans; que je peux obtenir par eux des renseignements utiles à leur pays, que les généraux Clausel et Grouchy annoncent ouvertement ce qu'ils n'osaient même avancer il y a trois ou quatre mois, leur désir de rentrer en

(1) Correspondance diplomatique Etats-Unis. 18 Avril 1817.

France. J'ajoute que j'ai fait beaucoup d'autres conversions; j'ai su réduire au silence par quelques bienfaits qui ne paraissent pas même venir directement du Ministre du Roi, les énergumènes ou plutôt des insensés qui n'avaient cessé de crier parce qu'ils avaient faim » (1).

Mais malgré ces alternatives d'exaltation et de confiance dans sa politique de conciliation, Hyde de Neuville demeurait prêt à accueillir tous les bruits de complot pour l'évasion de Napoléon, à répéter ses soupçons sur toutes les soi-disant conspirations qui se seraient tramées autour de Joseph Bonaparte. Il ne faisait grâce d'aucun détail au duc de Richelieu, sans manquer, d'ailleurs, de reprendre à nouveau ses recommandations d'indulgence. Nous pouvons conclure, néanmoins, que, avec les préjugés et les opinions qu'il avait et le caractère impulsif que J. Q. Adams notait chez lui, il a fait un effort honnête pour être juste et pour ne pas se laisser emporter par la haine qu'il avait pour tout ce qui rappelait Napoléon.

Parmi les citoyens des États-Unis, il y avait des opinions multiples sur ces exilés et sur les conditions politiques qui étaient la cause de leur exil. Leur grand enthousiasme pour la Révolution française était passé. Ils étaient loin des jours où l'on imitait les mâts de liberté, où l'on coiffait le bonnet rouge, ou l'on s'appelait citoyen « ceci » et citoyen « cela », dans un élan fougueux de démocratie. Mais la présence de tant d'émigrés de Saint-Domingue et de France dans les villes maritimes mit à la mode tout ce qui était

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis, 20 Mai 1817.

français, et le peuple américain était prêt à considérer avec intérêt toutes les questions de politique française et les émigrés de 1815 et 1816 n'étaient pas reçus avec indifférence. La nouvelle République se regardait comme l'amie de tous les opprimés du monde. De Neuville se plaignait souvent de l'attitude de l'opinion publique envers les réfugiés et envers le gouvernement établi de son pays. Il est certain que malgré les questions relatives à la neutralité américaine, qui avaient failli provoquer une guerre entre le gouvernement de Napoléon et les États-Unis, l'Empereur avait toujours été une sorte de héros pour le peuple américain.

Le 29 Février 1816, avant l'arrivée de Hyde de Neuville, Roth, chargé d'affaires de France, écrivit au Ministre à Paris pour annoncer la visite à Washington du général Grouchy : « La première curiosité satisfaite, on a trouvé que le général Grouchy était un homme fort ordinaire. Ces Messieurs perdent beaucoup à se montrer de près, et pour guérir le pays de son enthousiasme je voudrais bien les voir tous faire un pèlerinage à Washington » (1). Evidemment le diplomate du Roi voyait de mauvais œil cet enthousiasme qu'il voulait « guérir ». D'Onis, le ministre d'Espagne à Washington, se plaignait aussi de l'attitude du gouvernement envers les proscrits. De Neuville n'était donc pas le seul à sentir que l'atmosphère était plus favorable aux réfugiés qu'il ne l'aurait souhaité.

De Neuville écrivit, le 7 Octobre 1816 : « Les Démon-

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis, 29 Février 1816.

crates ne voient dans nos réfugiés rebelles que des martyrs. Bonaparte, malgré son despotisme, était à leurs yeux l'homme de la Révolution (ici il cite un journal américain), « l'homme s'élevant entre les fils de la démocratie, marchant contre les ordres de l'Europe, ne laissant pas un seul souverain qui prétendait au droit divin ». Vainement leur objecte-t-on que les Brutus, les Solons, qui abolirent en France les titres et proclamèrent les droits de l'homme, ont oublié depuis la Révolution et se sont proclamés rois, princes, ducs, marquis, eux-mêmes. Il est peu aisé de convaincre des hommes qui ont la sottise de croire et d'écrire que Bonaparte était l'ami de la liberté et que les hommes libres (citation encore d'un journal) « ne peuvent pas endurcir leurs cœurs aux sentiments d'exaltation pour ses merveilleux efforts pour leur cause ». Il est donc vrai que le paati démocrate n'est en aucune manière favorable à l'auguste famille des Bourbons. Louis XVIII est à leurs yeux le successeur des Rois, et un Roi est toujours pour la foule démagogique qui ne raisonne point, un ennemi né de la liberté et du bonheur des hommes » (1).

Dans la même lettre du 7 Octobre il expose ses vues sur les partis politiques américains et les opinions de ceux-ci sur la France : « Il est certain que les fédéralistes ont des opinions bien plus en harmonie avec nos impressions, avec les idées d'ordre qui sont et seront de plus en plus en Europe la base des gouvernements légitimes. Ils aiment la liberté, mais condamnent la licence ; ils sont républicains,

(1) Affaires étrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis, 7 Octobre 1816.

mais ne se croient pas obligés de détester les rois; ils savent ce qui se passe en Europe. Ils ont détesté Bonaparte à cause de sa tyrannie, ils aiment et respectent les Bourbons, mais du reste s'ils ne sont pas les ennemis prononcés de la France, ils sont et seront avant tout les partisans zélés de l'Angleterre. Les démocrates, au contraire, se déclarent de tout temps pour la France, mais malheureusement ce parti a cru devoir s'assentimer (si je puis m'exprimer ainsi) avec tous les révolutionnaires du globe. A la fin du Congrès qui va s'ouvrir, j'aurai vu tous les membres distingués des deux partis et, si je ne me trompe, j'attacherai à la France beaucoup de fédéralistes par les Bourbons et aux Bourbons beaucoup de démocrates par la France. Je démontrerai à ces derniers que le Roi est fort, que son trône ne peut plus être ébranlé, que nous n'assassinons pas les protestants, que nous n'outrageons pas leurs femmes, que le sang ne coule point dans nos villes, que nos prisons ne regorgent pas, que tous les cultes sont libres et que les étrangers ne dominent point en France » (1). Il nous paraît que le Ministre s'était proposé une grande tâche. Laissons le, satisfait du résultat de son effort, rapporter plus tard que ses entreprises avaient été couronnées de succès.

Même si nous laissons de côté les préjugés de de Neuville, nous voyons qu'il existait alors aux Etats-Unis certainement des tendances semblables à celles dont il parle; il n'est pas douteux que les preuves qu'il cite sont des cas véritables.

(1) Affaires étrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis, 7 Octobre 1816.

En lisant les journaux du temps, publiés soit à Philadelphie, soit à Washington, on trouve que ce n'était pas seulement les journaux cités par de Neuville qui parlaient d'un ton peu amical des Bourbons et de leurs affaires et montraient au contraire un intérêt pour les Bonapartistes. Ces articles n'étaient pas seulement inspirés par l'intérêt du journaliste à donner une nouvelle intéressante. *L'Aurora* de Philadelphie, le 19 Novembre 1816 (1), a publié un article pour encourager les exilés français à s'établir en Pennsylvanie, près de Philadelphie, les assurant de la sympathie et de l'intérêt de la population. Le même *Aurora* a publié dans un numéro suivant une lettre d'un Américain de Bordeaux qui est loin d'être sans préjugé : « La terreur est complète. Tout est contrôlé par les agents du gouvernement à la poste, des particuliers sont arrêtés et visités par la police sans enquêtes. Nos compatriotes n'ont pas échappé à ces mesures, surtout depuis le départ de Clausel qui, j'espère, est depuis longtemps parmi vous, sa générosité pour nous le rend digne de reconnaissance et de l'amitié la plus chaste ; la sympathie qu'il montra pour nos compatriotes nous fut un grand réconfort dans les temps difficiles. »

Le jeudi 2 Mai 1816, dans la Salle des Francs-Maçons de Philadelphie, une fête fut offerte à MM. le comte de Grouchy, Clausel et Lefebvre Desnouettes, Comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, son fils, et plusieurs des principaux citoyens américains, 80 personnes en tout. On but à la

(1) *L'Aurora*. (Conservé par l'Historical Society of Pennsylvania.)

santé des « Français, citoyens de Philadelphie, membres modèles d'une communauté modèle » (1).

Et la *Gazette de Philadelphie*, le 28 Décembre 1818 : « Nous apprenons avec plaisir que les généraux Clausel et Desnouettes ont été reçus avec beaucoup de sympathie à Washington, qu'ils ont été présentés au Président des États-Unis, qu'ils ont dîné chez le Secrétaire de la guerre et que la plupart des personnes éclairées et libérales de la ville leur ont fait visite. Nous ne voulons pas penser que le gouvernement de France puisse continuer de tenir en exil de pareils hommes ; ceux-ci font honneur non seulement à la France, mais à leur siècle. Jusqu'à ce que une amnistie générale ait lieu en faveur de ces hommes intéressants, la dynastie des Bourbons paraîtra être sous le contrôle du cabinet anglais » (2).

Le 4 Mai 1817, une pièce intitulée : « La Journée des trois Empereurs », ou « La Veille de la Bataille d'Austerlitz », fut représentée à la Nouvelle-Orléans. Au cours de cette représentation le drapeau tricolore et la cocarde de Napoléon furent arborés, aux acclamations réitérées de : « Vive l'Empereur ! » « Vive Napoléon ! » poussées par une foule immense, parmi laquelle se trouvaient un grand nombre d'individus portant à leurs chapeaux la cocarde tricolore. Dans les entr'actes, les chansons de la Révolution française furent réclamées et chantées avec enthousiasme, accompagnées de couplets injurieux à l'adresse du Roi, de la

(1) *L'Abeille Américaine*, Mai 1816. (Conservé par l'Historical Society of Pennsylvania.)

(2) *Franklin-Gazette*, 28 Décembre 1818. (Conservé par la Library Company of Philadelphie.)

famille royale et de tous ceux qui composaient le gouvernement de France (1).

Encore, le 14 Mai de la même année, Hyde de Neuville exhalait au duc de Richelieu ses plaintes contre l'attitude des États-Unis, disant : « Tout était délire et dévergondage, au moins dans le parti qui se dit l'ami de la France. Les journaux ne cessent de vomir des injures et des imprécations contre l'auguste famille de nos rois, et bien que mes amis fussent nombreux et dans les deux partis, j'étais le ministre du roi très chrétien, j'avais toujours été l'ennemi déclaré des révolutionnaires, rien ne pouvait compenser un tel crime, et il m'eut alors été bien difficile, Monsieur le Duc, non de détruire, mais seulement de balancer l'influence d'un réfugié ou même d'un régicide. Ces messieurs étaient accueillis dans toutes les sociétés, je dis toutes, car peu de portes leur étaient fermées, non comme des êtres malheureux exilés mais comme des martyrs et même des héros » (2).

Il y eut en 1816, une affaire qui aurait passé inaperçue sans l'excitation des partis adverses, et dont de Neuville a longuement entretenu le duc de Richelieu. A la fête du 4 Juillet, à Baltimore, au cours d'un dîner présidé par le général Samuel Smith, un toast fut porté, qui excita l'indignation du ministre, par un certain Skinner, directeur de la poste de Baltimore. L'orateur s'était exprimé ainsi : « Aux généraux de France en exil, la gloire de leur patrie ;

(1) Affaires étrangères. Correspondance diplomatique. États-Unis. Consul à la Nouvelle-Orléans au Ministre à Washington, 4 Mai 1817.

(2) Affaires étrangères. Correspondance diplomatique. Hyde de Neuville au duc de Richelieu, 14 Mai 1817.

ils n'auront pas été déshonorés par les proscriptions d'un tyran imbécile. » De Neuville l'arguant de ce que Skinner était employé de l'Administration, voulut donner un caractère officiel à ses paroles et se plaignit au Président. Monroe répondit avec esprit :

« Votre séjour d'autrefois aux États-Unis a dû vous apprendre que le gouvernement n'a pas la moindre influence sur la presse, que la plus grande liberté est laissée à tous pour juger et critiquer le gouvernement même, que la seule protection de ceux qui sont dans les positions les plus élevées contre la calomnie, se trouve dans un appel à la loi, par moyen d'un tribunal impartial. Nous ne pouvons pas être responsables des effusions de sentiment qui peuvent être manifestées à une fête publique à l'égard des gouvernements étrangers, incident dans lequel l'identité de l'officier, surtout une personne de grade inférieur, est perdue dans celle de citoyen » (1). Il finit par des assurances d'amitié, très chaleureuses même. Cependant de Neuville s'obstina dans ses protestations, demandant officiellement la destitution de Skinner. Monroé communiqua l'affaire au ministre américain à Paris; Hyde de Neuville rappela le consul français de Baltimore. Il fut soutenu de Paris. Un instant on parla de refuser toute considération au sujet des réparations pour les pertes du commerce neutre avant d'obtenir la satisfaction qu'on exigeait pour l'affaire Skinner. On trouva enfin un moyen de conciliation en rappelant en

(1) Copie certifiée envoyée au duc de Richelieu par de Neuville. Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique États-Unis, Juillet 1816.

Amérique le consul William Lee de Bordeaux, qui aidait de son influence les Bonapartistes. Le droit du gouvernement français de demander le rappel d'un consul si peu sympathique ne pouvait pas être discuté. Le gouvernement royal se déclara satisfait et déclara que l'affaire Skinner serait oubliée si M. Lee était rappelé de Bordeaux. Heureusement il se trouva des gens d'assez de bon sens pour ne pas faire une grave question internationale d'une « effusion de sentiment », ainsi que l'avait caractérisée M. Monroe (1).

En résumé, ce ne fut pas dans une atmosphère d'indifférence que les réfugiés allaient s'établir aux États-Unis. Au contraire, ils retrouvèrent les passions politiques de l'Europe qui semblaient les y avoir suivis. Ils rencontraient parfois une amitié chaleureuse et enthousiaste; parfois aussi une attitude méfiante et soupçonneuse. Dans les deux cas, ils furent l'objet d'un tel intérêt qu'il leur était impossible d'agir sans penser à l'effet qu'ils produiraient par leurs actes.

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique. États-Unis, Juillet-Octobre 1816.

JOSEPH BONAPARTE

La vie de Joseph Bonaparte en Amérique a été racontée en détail et à l'aide de beaucoup de documents et de lettres inédites, par Georges Bertin. C'est un travail qu'il n'est pas nécessaire de refaire. Il nous faut bien cependant indiquer un peu la façon de vivre de ce frère de Napoléon, qui représentait, pour Hyde de Neuville du moins et d'autres, un danger continuel pour le gouvernement des Bourbons comme centre de conspiration. S'il y eut des conspirations en Amérique, et le fait nous paraît bien douteux, il est très peu probable que Joseph Bonaparte y prit part. Avec toute la loyauté naturelle à un frère dont il aurait probablement voulu voir le retour, il comprenait bien que les jours de gloire impériale étaient finis et qu'il fallait se résigner. Avec tous ses soupçons, de Neuville n'a jamais pu prouver que Joseph Bonaparte fit autre chose que de vivre paisiblement comme gentilhomme de campagne (1), toujours généreux pour les infortunes éprouvées par les anciens amis de sa famille, mais sans activité politique jusqu'au moment de la Révolution de 1830, où les espérances bonapartistes surgirent de nouveau.

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis. Hyde de Neuville au duc de Richelieu, 10 Janvier 1817.

Il arriva à New-York le 20 Août 1815 de Bordeaux. Il était parti avec un passeport américain que lui avait procuré M. Jackson, chargé d'affaires en France entre les missions de Crawford et de Callatin. Il ne resta pas longtemps à New-York, redoutant un peu la notoriété qui le poursuivait malgré son incognito. Ignorant la constitution des États-Unis, il craignit d'être livré aux Anglais. Il décida d'aller à Washington se présenter en personne au Président et de lui demander formellement la protection des États-Unis. Mais entre Baltimore et Washington un émissaire le rencontra qui l'informa que M. Madison ne pouvait pas le recevoir, et il reprit la route de Philadelphie. Le Président expliqua ses motifs au secrétaire de la Trésorerie, le 15 Septembre.

« J'ai été informé confidentiellement, il y a quelques jours, que Joseph Bonaparte était sur le point de me rendre visite incognito pour se présenter en personne près du gouvernement. J'ai immédiatement écrit à M. Richard Rush pour l'engager à le dissuader de son projet dès qu'il arriverait à Washington. La protection et l'hospitalité ne réclament point de semblables formalités, et quelque sympathie que puisse faire naître l'infortune, cette famille, par sa conduite antérieure, n'a rien à réclamer du peuple américain. De plus, il n'y a aucune raison pour que son gouvernement ait à s'embarrasser d'elle, de quelque façon que ce soit. Quant à ce qui concerne nos propres droits, nous ferons pour elle tout ce qu'elle peut attendre de nous. J'ai été plus que surpris de cette visite projetée et calculée de façon à me faire connaître officiellement une retraite que l'exilé cherche lui-même à dissimuler afin d'éviter, pour ses

amis et ses biens qui le suivent, une trop vigilante surveillance de la part des croiseurs anglais. Ce commodore Lewis, qui l'a conseillé de faire cette démarche, a certainement agi sous l'inspiration de sa courtoisie plutôt que de sa prudence, et sans que sa conduite ait reçu aucune sanction d'une autorité supérieure quelconque » (1).

Après ce petit effort pour se faire reconnaître officiellement, Joseph Bonaparte, maintenant connu sous le nom de comte de Survilliers, chercha un lieu d'habitation. Il loua d'abord la maison de Lord Courtenay, sur l'Hudson (2) et quelques mois plus tard, il loua Landstowa House, près de Philadelphie (3), maison bâtie par John Penn, descendant du fondateur de la Pennsylvanie. Il s'adapta bien à sa nouvelle vie et gagna la sympathie de ses concitoyens par ses manières démocratiques. On aimait beaucoup dans les journaux du temps raconter des anecdotes montrant que Joseph Bonaparte ne menait pas la vie de grand seigneur. Ainsi un journal rapporte ce détail : « Joseph Bonaparte paraît se conformer aux mœurs de notre pays en aidant personnellement au déchargement de ses meubles. Lorsque le déménageur parlait d'envoyer chercher d'autres ouvriers, il dit : « Non, tout le monde travaille dans ce pays » (4). »

Le 2 Juillet 1816 il acheta une ferme à Point Breeze, New Jersey, près de la petite ville de Bordentown (5) et

(1) George M. Dallas; *Life and Writings of A. J. Dallas*, cité par Bertin, p. 89.

(2) *Nile's Register*, Philadelphie, 7 Octobre 1815.

(3) *Nile's Register*, 1^{er} Juin 1816.

(4) *Nile's Register*, 28 Septembre 1816.

(5) *Nile's Register*, 1^{er} Août 1816.

commença d'acquérir la grande propriété qui occupait à la fin une étendue de plus de 1.800 ares. Il avait aussi un terrain près de Watertown (New-York), qu'il avait accepté en paiement de l'argent prêté à un Français, Le Ray de Chaumont, qui s'était établi dans cette partie des États-Unis en 1785. Mais il ne bâtit jamais qu'un pavillon de chasse sur cette propriété et fixa son habitation à Point Breeze, où il s'occupa tout de suite à bâtir une maison. Il avait réussi à faire transporter sa fortune d'Europe et ne manqua jamais des moyens nécessaires à ses projets. Nous avons une description de cet établissement, écrite par une dame anglaise qui l'a vu en 1819.

« C'est une jolie villa jouissant d'un merveilleux panorama sur la rivière. Tout à l'entour il y a des pins qui ne sont d'aucun rapport, mais ont l'avantage de garnir assez gracieusement les rives; l'emplacement en même temps est gai et agréable. En entrant du côté de la pelouse, nous aperçûmes de beaux arbres des forêts d'Amérique : des magnolias, des rhododendrons, harmonieusement plantés sous de plus grands arbres servant de bordure.

« Le comte de Survilliers, qui ne tarda pas à venir, quittant à peine ses ouvriers, était vêtu d'un vieux pardessus encore tout couvert de mortier et, ce qui dénote le véritable gentleman, ne fit aucune excuse. Son air, sa tournure, sa façon de parler, rappellent le « gentlemen farmer » anglais. Avec peut-être, toutefois, moins de rudesse et plus d'aménité que ce dernier; il est ouvert, sans affectation, et indépendant. Si ce n'était sa tournure épaisse, je dirais qu'il se rapproche davantage d'un Américain chez qui, à mon avis, on peut plus souvent que chez nos campagnards trouver des

qualités de douceur et d'affabilité que je viens d'énumérer. Quand je lui fit remarquer le plaisir qu'il semblait prendre à enjoliver sa petite villa, il répondit qu'il était plus heureux là qu'il ne l'avait jamais été dans les époques les plus agitées de sa vie (1).

Cette première maison fut détruite par un incendie en 1820, mais Joseph ne tarda pas la remplacer par une maison encore plus luxueuse qui contenait une collection d'œuvres d'art, dont quelques unes étaient des plus grands maîtres. Il était très généreux et aimable pour les gens du pays, et invitait souvent à voir ses collections ceux des voisins qui étaient capables de les apprécier. Il laissait jouer dans ses jardins et patiner sur les lacs de sa propriété les enfants du voisinage, et il était toujours aimable et sans affectation. La curiosité naturelle attirait les gens à voir cet homme qui avait vécu dans des rapports intimes avec le plus grand homme de l'époque et ce gentleman aimable s'en faisait de vrais amis. Il était très hospitalier et recevait chez lui des personnes de toutes conditions. Il y a une anecdote racontée par un Allemand établi aux États-Unis qui montre assez bien les rencontres bizarres qui peuvent avoir lieu entre exilés : « Il (Joseph Bonaparte) fit preuve d'une simplicité encore plus grande que jamais, un jour qu'un vieux conventionnel arrivant directement de l'Amérique du Sud à Bordentown, dina avec lui. Cet homme, dont le nom m'échappe, avait été intime avec Joseph. C'était un fougueux Dantoniste, ou pire encore ; qui avait pris la fuite à la chute de

(1) Frances Wright. *Views of Society and Manners in America during the years 1818-1820*. London 1821. Cité par Bertin.

Robespierre et qui s'était réfugié dans l'Amérique du Sud sous le gouvernement de Bolivar. Et maintenant, au déclin de l'âge, assis à la table de Joseph Bonaparte, en Amérique, il tutoyait, comme au temps de la Convention, l'homme qui depuis avait été roi de Naples et avait porté la couronne de l'Espagne. — « Tu te rappelles, Bonaparte, disait-il, quand Robespierre fit ceci ou cela; et moi, de beaucoup plus jeune, assis entre les deux, ayant aidé à battre et à détrôner le frère de Joseph, cela me faisait l'effet de ces rencontres de revenants que nous avons lues, et me montrait comme l'histoire revit dans de petits détails » (1).

Joseph Bonaparte recevait chez lui les autres réfugiés français (2) et fut toujours très généreux pour ceux d'entre eux qui étaient dans la misère. Personne n'a jamais pu prouver qu'il s'occupait de complots pour la restauration de son frère, ni qu'il s'intéressait aux agissements plus ou moins suspects de Lallemand. Il recevait chez lui les généraux Bernard, Grouchy, Clausel, Vandamme et d'autres

(1) M. McKim : *Life and Letters of Francis Lieber*. Cité par Bertin, p. 163.

(2) Liste des Français reçus à Point Breeze (Ingersoll : Discours prononcé à l'American Philosophical Society).

Le Maréchal Grouchy.	Colonel Grouchy.
Général Clausel.	Capitaine Grouchy.
Général Bernard.	Regnault de St-Jean d'Angély.
Général Charles Lallemand.	le comte Réal.
Général Henri Lallemand.	Miot de Mérito.
Général Lefebvre Desnouettes.	Lackanal.
Général Vandamme.	le comte Quinet.
Colonel Combes.	les deux fils de Fouché.
Colonel de Girardin.	Eugène Ney.
Colonel Latapie.	le duc de Montebello.

parmi les plus notables des exilés. Parmi ses amis Américains il comptait les citoyens les plus connus de Philadelphie, le banquier Stephen Girard, le juge Joseph Hopkinson, l'historien Charles Ingersoll, et il était toujours très accueillant pour ses voisins de province.

Le comte de Survilliers ne s'était pas d'ailleurs réduit dans son pays d'exil à la solitude domestique. La vie de famille ne lui fit pas défaut bien que sa femme n'ait jamais pu se décider à le rejoindre à cause de sa mauvaise santé et sa peur de la traversée. Mais ses filles Charlotte et Zénaïde et le mari de cette dernière séjournèrent longtemps chez lui. La princesse Charlotte arriva en Décembre 1821 pour consoler son père qui, après la mort de son frère, souffrait de nostalgie. Pendant le séjour de la jeune fille Joseph voyageait beaucoup avec elle et reçut davantage à Point Breeze. Les journaux font mention souvent du comte de Survilliers et de sa fille qui sont en voyage ou dans une ville d'eaux. La jeune Charlotte Bonaparte trouvait plaisir aussi à la vie simple de Bordentown, aimant beaucoup la peinture. Elle faisait des esquisses dans le parc de son père et les exposa de temps en temps à l'Académie des Beaux-Arts de Philadelphie. Pendant ce temps les membres de la famille Bonaparte, restés en Europe, établis pour la plupart à Rome, s'occupaient avec grand intérêt du mariage des filles de Joseph, soucieux pour répondre aux désirs de Napoléon, de marier les cousins entre eux. Lucien Murat fut envoyé en Amérique en 1823 pour faire visite à son oncle, et M^{me} Patterson Bonaparte de Baltimore était extrêmement désireuse que son fils épousât la jeune fille. Mais ni l'un ni l'autre mariage n'eut lieu. Charlotte Bona-

parte retourna en Europe en 1824 à cause de la mauvaise santé de sa mère.

Cette M^{me} Élisabeth Patterson Bonaparte était la femme que Jérôme Bonaparte avait épousé à Baltimore en 1803, lorsqu'il voyageait comme jeune officier de marine. Elle retourna en Europe avec lui en 1805, mais son frère, le nouvel Empereur refusa de reconnaître le mariage qui fut annulé sous le prétexte que le mari était mineur. La jeune femme qui s'appelait M^{me} Patterson en Europe et M^{me} Bonaparte en Amérique était fort irritée contre son mari et Napoléon. Elle passa sa vie à intriguer pour se concilier les autres membres de la famille et faire reconnaître son fils comme le fils légitime de Jérôme Bonaparte. On pourrait croire que les relations de cette famille et de Joseph Bonaparte fussent tendues, mais une lettre de Joseph Bonaparte à la date du 8 Janvier 1824 au jeune Jérôme Patterson Bonaparte nous prouve le contraire. Il l'appelle affectueusement « Mon cher neveu », lui promet une visite à Baltimore et le charge de souvenirs affectueux et amicaux pour sa mère et pour son grand père (1). Le dernier descendant des Bonapartes de Baltimore, petit-fils du frère de Napoléon, qui est mort en 1921, a occupé une très haute situation ; il fut secrétaire de la marine sous Roosevelt jusqu'en Décembre 1906 quand il devint procureur général des États-Unis. Il mourut regretté de tous. Car il avait bien servi son pays.

(1) Lettre manuscrite. Joseph Bonaparte à Jérôme Patterson Bonaparte (Historical Society of Pennsylvania).

Saffell, W. T. R. The Bonaparte Patterson Marriage, N. Y.

Avant le départ de Charlotte Bonaparte de Point Breeze sa sœur Zénaïde, mariée depuis un an avec le fils de Lucien Bonaparte, vint la remplacer. Joseph avait fait bâtir pour le jeune ménage une maison séparée qui s'appelait la « Maison du lac ». Ainsi il avait la société de ses enfants mais chaque famille vivait indépendamment l'une de l'autre. Le beau fils, Charles Bonaparte, a laissé en Amérique une excellente réputation comme étudiant des sciences naturelles, en particulier l'ornithologie. Il faisait partie de l'« American Philosophical Society » à Philadelphie, société fondée par Benjamin Franklin et dont tous les hommes de lettres et de sciences des États-Unis faisaient partie. L'activité des savants ayant trouvé d'autres champs d'intérêt maintenant, la société existe seulement pour conserver un musée et une bibliothèque dans le vieux bâtiment à côté de l'« Indépendance Hall » à Philadelphie. Au temps de Charles Bonaparte c'était une des plus importantes parmi les sociétés savantes. Il fit partie d'autres sociétés et publia des articles sur l'ornithologie de l'Amérique du Nord dans lesquels il corrigeait l'œuvre de Wilson, considérée alors comme le livre qui faisait autorité dans l'étude des oiseaux de ce continent (1). Les jeunes Bonaparte eurent deux enfants pendant leur séjour, mais la deuxième, une petite fille, mourut jeune. Selon les échos qu'on peut recueillir dans les journaux, les lettres d'amis et les comptes rendus des visiteurs, ce ne fut pas une triste et ennuyeuse vie d'exil que la leur, mais une existence variée de visites, de voyages et d'études.

(1) Charles-Lucien Bonaparte : « American Ornithology » Philadelphia 1825-1823 (4 vol.).

Malgré cela Charles-Lucien Bonaparte ne se décida pas à se fixer définitivement en Amérique et malgré le regret du père, sa fille Zénaïde le quitta avec son mari en 1828 pour rentrer en Italie.

Peut-être les visites de ses filles ne remplissaient pas toute sa vie domestique. Dans une collection de documents inédits, brochures et coupures de journaux pour servir à l'histoire de New Jersey se trouve une lettre qui avait été extraite de quelque journal (1). Cette lettre faisait remarquer l'oubli dans les biographies et articles sur Joseph Bonaparte d'une certaine Miss Savage. Avec cette Miss Savage Joseph Bonaparte avait contracté un mariage morganatique et avait eu des enfants auxquels, selon l'auteur de la lettre, il avait laissé une grosse somme par testament. Il est incontestable qu'il y a dans ce testament un legs assez mystérieux exprimé ainsi : « Je charge M. Maillard d'un legs spécial de 10.000 dollars ; pour l'exécution duquel je désire qu'on se fie absolument à son honneur sans qu'on lui adresse aucune question ou demande à ce sujet. Les 10.000 dollars doivent être comptés à M. Maillard dans l'année de ma mort. Il ne doit jamais rendre compte de cette somme. » Un certain Philip Bellemere habitant Bordentown, qui avait été domestique dans la famille de Joseph Bonaparte déclara que cet argent était consacré et était payé au profit des enfants de Joseph Bonaparte et de Miss Savage, déclaration confirmée par d'autres habitants de Bordentown.

(1) Papers and miscellaneous articles on the history of New Jersey (inédits) Historical Society of Pennsylvania.

Mais ni article digne de foi, ni biographie officielle n'en font mention.

Pendant la dernière partie de son séjour en Amérique, le comte de Survilliers s'occupait à rédiger ses mémoires. Au moment de la révolution de 1830 il recommença à s'intéresser plus vivement à la politique de la France. Il ne pouvait pas naturellement ne pas considérer l'avènement de Louis-Philippe au trône comme un événement malheureux, mais il crut y apercevoir pourtant comme la possibilité d'un retour de fortune. Alors il fonda un journal français à New-York, *Le Courrier des États-Unis*, et subventionna plusieurs journaux à Paris dans le but de créer une atmosphère favorable aux espérances bonapartistes, et une restauration du duc de Reichstadt. En 1831 et 1832 le gouvernement de Louis-Philippe s'affermir. Peu à peu tous les exilés français retournèrent en France résolus de s'accomoder avec la monarchie de Juillet qui leur offrait un meilleur accueil. Joseph perdit l'espoir de maintenir un noyau napoléonien autour de lui ; sa propagande dans les journaux n'éveillant que peu d'intérêt chez les Américains, il fut pris à son tour du désir de rentrer en Europe et il commença à préparer son départ en vendant des terres dans l'état de New-York. Il s'embarqua à Philadelphie le 20 Juillet 1832 pour Liverpool. Son dessein était de reprendre sa place comme chef de la famille et diriger les efforts de cette famille pour la restauration de la dynastie. Une lettre à son ami le plus intime aux États-Unis, Joseph Hopkinson, exprime ses intentions et ne peut qu'être sincère. « On s'occupe aujourd'hui de moi plus que je n'eusse pensé. Vous connaissez mes principes — tout pour le devoir et rien par ambition per-

sonnelle — ceci doit vous servir de règle pour vous faire juge de ma conduite future » (1). Mais encore une fois il devait avoir de grandes déceptions. Il ne vécut pas assez longtemps pour voir un Bonaparte rappelé au trône de France. Il mourut à Florence en 1841, vieux et désappointé, après une maladie assez pénible.

La maison de Point Breeze resta dans la famille jusqu'en 1845, quand le petit-fils de Joseph, le Prince de Musignano, la vendit à un certain Thomas Richards, de Philadelphie. Puis elle fut revendue en 1850 au consul anglais de Philadelphie et passa enfin entre les mains de la société catholique de Saint-Lazare qui en fit une école de théologie. La plupart des collections de Joseph furent vendues et allèrent se confondre dans les collections publiques et particulières de Philadelphie (2). Pendant longtemps les habitants de Bordentown aimaient à raconter des histoires du temps où le frère de Napoléon vivait parmi eux. Aujourd'hui ceux qui pouvaient en parler sont tous partis et il ne reste rien de Joseph Bonaparte en Amérique que le souvenir d'un séjour de près de vingt ans confié à l'histoire.

(1) Lettre manuscrite Joseph Bonaparte à Joseph Hopkinson. Londres, 13 Janvier 1833. Historical Society of Pennsylvania.

(2) Catalogue of paintings and statuary; collection of Joseph Bonaparte. to be sold at Bordentown, Sept. 17, 1845. (Historical Society of Pennsylvania).

LES MURAT

A Bordentown Joseph Bonaparte recevait souvent chez lui ses neveux Murat. Lucien y est venu en 1823 et Achille en 1825 (1). Lucien Murat était très mondain, prodigue et joueur, et il était souvent obligé de recourir à son oncle pour des embarras financiers (2). Ses qualités brillantes faisaient de lui un aimable compagnon, prenant la vie en philosophe et se faisant aimer de tous. Quand Lucien Murat se maria en 1831, ce fut bien contre la volonté de son oncle, qui le jugeait incapable de pourvoir aux nécessités d'un ménage, ayant peine à vivre même seul avec ses propres revenus. Il s'y était obstiné et le 18 Août 1831 il épousait dans l'église de Saint-Michel, à Trenton, une demoiselle Caroline Frazer, fille d'un ancien officier anglais, élevée dans la Caroline du Sud, mais établie depuis quelque temps à Bordentown. Elle pourvut aux besoins du ménage, et pour élever ses enfants elle établit un pensionnat de jeunes filles qu'elle dirigea jusqu'à son retour en France à l'avènement de Napoléon III. Elle laissa à Bordentown la réputation d'une femme des plus méritantes.

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique. Etats-Unis 1825.

(2) Lettre manuscrite (Pennsylvania Historical Society). Joseph Bonaparte à Lucien Murat au sujet d'une pension de 400 piastres par an (8 Janvier 1824).

Le frère, Achille Murat, était de caractère beaucoup plus sérieux que son cadet. Sa vie en Amérique offre plus d'intérêt. Il y est allé évidemment avec l'intention arrêtée de se faire citoyen de l'Union et d'associer désormais sa vie à la vie américaine. Un an après il acheta des terres en Floride et se maria avec une jeune veuve, M^{me} Gay, petite-nièce de George Washington. Il obtint de la Législature de Géorgie, en 1826, l'autorisation de plaider et d'exercer sa profession d'homme de loi dans plusieurs Cours de l'Etat. Au début de 1829, le Président le reconnut en qualité de vice-consul du Mexique, par intérim, pour les ports de la Floride. Il passa beaucoup de temps à Bordentown chez son oncle, qui aimait bien sa jeune femme, mais en même temps il s'appliquait sérieusement à l'agriculture et cultivait ses terres avec un réel intérêt.

En 1837 il fit la connaissance de Ralph Waldo Emerson, et une amitié cordiale s'en suivit. Cependant leurs relations furent de courte durée; car le hasard de la vie devait les séparer. Au printemps de l'année 1827, le jeune Emerson fit un voyage en Floride pour son plaisir et pour sa santé. C'est à Saint-Augustin qu'il rencontra Murat, qui était son aîné de deux ans. Les jeunes gens se sentirent attirés l'un vers l'autre par une sympathie immédiate. L'intérêt que Murat présentait pour Emerson, c'était sa parenté avec Napoléon, dont le caractère et l'histoire l'avaient passionné. Achille Murat, de son côté, venait de se séparer de l'église catholique, mais il avait encore plus d'aversion pour les formes primitives de protestantisme qu'il trouvait parmi ses voisins dans le nouveau pays. C'est pourquoi il éprouva un vif intérêt pour les idées libérales et humanitaires d'Emerson.

Les lettres d'Emerson à sa famille nous montrent quelle impression fit sur lui la connaissance de Murat et la joie qu'il trouvait dans cette communauté de sentiments.

Il écrivit à son frère William Emerson, de Charleston, le 23 Avril 1827 :

« Je suis arrivé ici après une mauvaise traversée de 9 jours de Saint-Augustin. Mais le frère bien-aimé l'a supportée non seulement avec calme, mais aussi avec plaisir, car mon génie bienveillant m'avait envoyé comme compagnon de voyage Achille Murat, le fils aîné du vieux roi Joachim. Achille est maintenant planteur à Tallahassee, et il était en route pour faire visite à son oncle Joseph Bonaparte à Bordentown. C'est un philosophe érudit, un homme du monde très sceptique, mais franc et aimant ardemment la vérité » (1).

Il écrivit vers la même époque à sa tante, sa confidente préférée : « Un nouvel événement s'est ajouté à l'histoire tranquille de ma vie. Je me suis lié d'amitié avec un homme qui a un amour de la vérité aussi ardent que celui qui m'anime moi-même. C'est un esprit qui dépasse le mien par la variété de ses recherches, et qui rend plus fort et plus aigu une énergie à laquelle je ne puis prétendre. Il me surpasse par ses avantages de naissance et ses rapports pratiques avec ses semblables, rapports que peu d'hommes ont pu avoir. Cependant, il est ce que je croyais n'être qu'une création de l'imagination, c'est-à-dire athée inébranlable. Il ne croit pas à l'existence de l'âme et naturellement pas à

(1) Journal of Ralph Waldo Emerson, ed. E. W. Emerson. Boston 1911.

son immortalité. Ma foi en ces croyances est forte, et je crois indestructible. Cependant j'aime et j'admire ce sceptique intrépide. Son âme est noble et sa vertu est sublime » (1).

Murat écrivit à Emerson de Point Breeze le 3 Septembre 1827 : « Il y a presque un mois que j'ai reçu votre bonne lettre, à laquelle j'aurais répondu plus tôt sans ma mauvaise santé. Je n'ai pas quitté le lit depuis le milieu de Juillet et depuis trois semaines je suis affligé d'une paralysie des mains et des bras qui m'empêche de tenir la plume. Ceci, comme vous pouvez le croire, m'a forcé d'abandonner mes projets d'études littéraires. Je n'avais pas oublié les entretiens que nous devons avoir, mais je ne voulais pas commencer avant d'être sûr de pouvoir les continuer sans interruption. Il faut vous avouer franchement cependant que mon point de vue a été un peu modifié depuis notre rencontre. Vos théories ont gagné en probabilité ce que les miennes ont perdu en certitude. Les deux me paraissent maintenant presque également probables. Il ne me reste plus qu'à prouver leur utilité. A ce sujet j'ai une prédilection marquée pour mes premières idées, à condition de les appliquer à une société déjà raffinée, alors que dans une époque barbare votre théorie puisse être utile. Un préliminaire nécessaire cependant, c'est de trouver jusqu'à quel point nous pouvons avoir une idée absolue de la vérité. Ceci est supérieur à toute autre indication. Aussitôt que je serai chez moi vers le commencement de Novembre, et dès que je serai en état de reprendre mes occupations je vais m'occuper d'écrire

(1) Journals of Emerson.

une monographie sur la vérité, pour laquelle j'ai fait des recherches et dont je crois vous avoir parlé. Puisque je serai longtemps sans sortir, j'aurai librement le loisir de m'engager en même temps en toutes sortes de polémiques qui peuvent conduire à l'amélioration de nos esprits.

« Le temps que j'ai passé ici avant de tomber malade n'a pas été entièrement perdu. J'ai préparé un article sur la Floride pour l'*American Quarterly Review*, mais la malchance perpétuelle qui me poursuit depuis quelques années ne m'a pas quitté dans ma première tentative littéraire en anglais. Mon article était approuvé et admiré par le directeur de la revue, qui voulait seulement en changer un peu le style, ce que naturellement j'ai facilement accordé. Dans ce but il l'a donné à quelque secrétaire qui possédait aussi peu de sens commun que de délicatesse et d'information sur le sujet, et qui a pris la liberté inexcusable d'y ajouter un compte rendu des œuvres de Bertram, que j'avais pris soin justement de ne pas mentionner. Il est allé plus loin. Sans changer aucunement mon style, dans certaines parties qu'il a conservées, il a complètement altéré le sens de certaines autres, jusqu'au point de me faire dire exactement le contraire de ce que je pense. Quant à l'article, il manque d'unité de sujet; ceci est évident pour tout le monde, sauf pour le secrétaire en question. Vous verrez facilement que la phrase qui termine l'article sur les Indiens n'est pas de ma main et qu'elle est en contradiction avec le reste du sujet. Si vous entendez quelqu'un me citer comme l'auteur de cette publication, je vous prie de le contredire. Je ne crois pas avoir jamais été aussi contrarié que dans cette circonstance.

« J'ai été à Philadelphie où j'ai entendu prêcher M. Furnace ; il me plaît beaucoup. Votre secte fait de rapides progrès en Géorgie ; pourquoi ne pourrait-elle pas s'étendre à Tallahassee ? Vous viendrez ainsi remplacer la niaiserie, l'ignorance et le fanatisme par la raison, la science et la moralité. Même ceux qui ne partagent pas vos opinions en seraient contents dans l'intérêt des convenances. Nous sommes encore loin de cet âge de raison où la vérité seule resplendira sans tache et sans mélange d'erreur et sera la nourriture propre à l'homme.

« Je vous remercie beaucoup de l'intérêt que vous portez à mon bien-être, et je vous assure que ce sentiment est réciproque. Nous nous sommes rencontrés par hasard, mais j'espère que mes sentiments d'amitié à votre égard et ceux que je puis réclamer de vous, comme vous me le permettez, n'en seront pas moins durables. M^{me} Murat vous remercie du souvenir que vous lui conservez. Elle ne manque pas de me menacer de votre nom quand une expression dure me monte à la bouche » (1).

Mais comme beaucoup de belles choses en ce monde, cette amitié n'a pas trouvé place dans la vie très occupée et très accidentée des deux hommes. Cependant ces mots qu'Emerson a écrits quelques années plus tard dans son essai « Société et Solitude » prouvent que ces relations lui étaient toujours présentes à l'esprit. « Le souvenir des rares heures passées en compagnie d'êtres supérieurs nous permet de nous comprendre nous-mêmes et il nous semble, pour la première fois, que la société existe. Cela représente

(1) Journals of Emerson.

pour nous la société, même si c'est seulement sur un bateau longeant les côtes de Floride. »¹

Murat rentra en Europe et s'enrôla dans un régiment de cavalerie belge qui fut bientôt licencié. Puis il demeura quelque temps en Angleterre où il aida Louis-Napoléon, son cousin, qui s'était exilé et se trouvait dans la misère. La vieille Europe avait perdu son charme, ou pour quelque autre raison, les Murat retournèrent à leurs terres en Floride. Achille Murat prit service dans la guerre des Seminoles puis il mourut en 1847.

Il publia en 1830 quelques lettres à un ami d'Europe sur la vie aux Etats-Unis. Ces lettres avaient pour but d'encourager cet ami réel ou imaginaire à aller s'établir dans le nouveau monde. Elles sont pour la plupart une analyse assez aride des lois et de l'organisation des Etats-Unis, les partis politiques et le genre de vie dans les différents Etats. Mais de temps en temps l'auteur se lance dans une peinture enthousiaste et presque poétique de la vie d'un pionnier. Après avoir expliqué les façons de vivre dans les anciennes contrées, c'est-à-dire à Philadelphie ou à New-York, où l'étranger retrouvera presque la même culture qu'en Europe, il continue :

« Mais au lieu de celà, qu'il vienne dans nos nouvelles contrées, qu'il ait le courage de plonger tout d'un coup dans nos mœurs, nos lois et nos forêts ! Que laissant en arrière quelques années et le souvenir de délicatesses passées il s'endurcisse contre des privations et un effet passager ! S'il se destine au commerce qu'il établisse un marché où il n'en existait pas ! Au barreau, qu'il soit le premier avocat à plaider la première cause au premier terme de la nouvelle cour !

S'il est médecin, qu'il établisse sa réputation où il n'aura personne pour le contredire, pas même les morts. S'il se destine à l'agriculture, qu'il défriche des terres neuves seul, sans voisin, ne dépendant que de lui-même, et il en sera librement récompensé. Il se trouvera de fait si non de droit, naturalisé dès le premier jour, car personne ne l'inquiètera. Si vous venez de l'Europe ou d'un Etat lointain, point de préjugés établis, de réputations faites, contre lesquelles il faille lutter. Il ne faut compter que sur soi-même. Aucun gouvernement ne se fait sentir, aucune simagrée sociale n'entrave la marche de l'esprit. Cet état de choses dure peu. Quatre ou cinq ans au plus voient croître des villes, des villages, des universités, etc... Alors vous vous trouverez intéressé dans tout cela et vous pourrez dire avec fierté, *Quorum magna pars fui*.

« Et si, comme beaucoup d'autres, vous conservez le goût de la vie champêtre, émigrez tous les deux ou trois ans à l'Ouest, emportant avec vous votre léger bagage jusqu'à ce que l'Océan Pacifique vous arrête. Ce ne serait pas pourtant mon goût. Il me semble que j'aimerais la ville où j'ai vu poser la première pierre, dont j'ai défriché une partie, à observer l'essor qu'a pris dans l'espace magnifiquement court de trois ou quatre ans un nouvel Etat souverain, à voir de nouvelles lois, un nouvel édifice social s'élever là où les cris barbares de l'Indien épouvantaient sa timide proie. C'est le parti que j'ai pris moi-même, me sentant dégoûté des affaires de la société et étant trop actif pour rester sans rien faire ».

Murat peint avec beaucoup d'esprit certaines scènes de la vie nouvelle, par exemple cette semaine dans un Tribunal :

« Un juge est arrivé, ordinairement un homme de mérite, mais pourtant assez souvent dans cet état de société le rebut des autres tribunaux. Il n'existe pas encore de palais de justice. Le juge choisit ou la grande chambre d'une taverne ou un grenier spacieux. J'ai vu la Cour logée dans un magasin où des planches posées sur des barils de porc salé ou de farine formaient les sièges de l'audience. Une semaine de cour est aussi une occasion d'excitation et de fortune pour les aubergistes. Le peuple s'y rend en foule de cinquante milles à la ronde, soit pour affaires, soit par curiosité. L'époque de cette réunion est mise à profit par tous ceux qui ont besoin du public. L'un offre son nègre aux enchères, l'autre donne une exhibition des grâces de son étalon pour lui attirer des pratiques. Les avocats cherchent des clients, les médecins des patients. Le shériff ouvre la cour et appelle le peuple. Le bruit cesse. Sur deux planches sont rangés vingt-quatre hommes libres, chefs de famille formant le grand jury. Quel assemblage ! Depuis le chasseur en culotte et chemise de peau, dont la barbe n'a pas vu de rasoir depuis un mois, le « squatter » en chapeau de paille habillé d'étoffe domestique fabriquée par sa femme, le petit marchand dans toutes les grâces exagérées du comptoir siégeant à côté du forgeron, jusqu'au riche planteur, dernièrement arrivé ; tous les rangs, toutes les professions y sont confondus. Le silence s'établit. Les avocats commencent leurs plaidoyers avec plus ou moins de talent. Le juge fait son résumé avec autant de dignité que s'il siégeait à Westminster, et les verdicts ne se ressentent pas de l'hétéroclite apparence de la cour et du jury. »

Plus loin l'auteur décrit la fête du 4 Juillet : Au jour fixé

les citoyens se rassemblent en procession et vont à l'église ou à la taverne ou à la « Court House » ou dans un grenier selon les circonstances, entendre un discours, en général bon, éloquent. De là ils se rendent sous les arbres où un bœuf ou quelques cochons rôtis les attendent. Il est pourvu à la dépense par une souscription et l'on porte des toasts qui servent à montrer l'opinion politique du peuple. L'année suivante il y aura une autre « barbecue » (1), discours et bal. Le bal se donne par souscription. La court house a été préparée pour cet usage. Le banc du juge est occupé par un vieux nègre râclant du violon, accompagné de deux petits négrellons jouant du tambourin et du triangle. Des chandelles de suif éclairent la scène, mais les femmes sont aussi jolies et aussi bien habillées qu'à New-York. Le planteur a quitté son habit grossier de chasse et tiré de la malle le frac bleu qu'il portait dans un autre temps et dans un autre pays, et ses manières sont celles de la meilleure société. Le défaut de musique, etc., ne sert qu'à augmenter l'hilarité des danseurs » (2).

Achille Murat, cet homme en somme de caractère noble et d'esprit cultivé n'eut pas d'enfants et ne laissa pas de descendants dans sa nouvelle patrie ; mais combien ne doit-il lui avoir apporté de lui-même du vieux monde, tout en s'adaptant avec souplesse et intelligence aux exigences de la vie de planteur qu'il décrit avec tant de sympathie et

(1) Barbecu : nom du pays pour une fête en plein air où on faisait rôtir des animaux entiers.

(2) Lettres d'un citoyen des Etats-Unis à un de ses amis en Europe. — Achille Murat : Paris 1832.

d'humour ! Il est vrai qu'il se déclarait partisan, dans ses lettres, de l'esclavage, mais nous ne pouvons lui en tenir rigueur. Car à cette époque beaucoup des meilleurs citoyens du Sud le considéraient comme une nécessité qui devait disparaître avec le temps. Nous voulons seulement rendre hommage à cet homme qui, élevé comme un prince et fils de roi, a pu changer si complètement sa vie et le faire si heureusement.

SIMON BERNARD

Le général Simon Bernard, moins connu que certains autres réfugiés de l'armée de Napoléon, s'est distingué en Amérique, donnant ainsi le bon exemple à beaucoup qui s'apprêtèrent à répandre la désaffection et le mécontentement.

Il naquit en 1779 et sortit de l'Ecole Polytechnique en 1796, entrant jeune avec le grade de colonel dans l'armée de Napoléon où il servit et devint lieutenant général de Génie. Il avait pris une partie importante à l'élaboration des plans de la forteresse d'Anvers. Il se distingua par ses talents et son courage dans toutes les campagnes, et ayant foi dans le génie de Napoléon, il se rangea sous ses drapeaux pendant les Cent Jours, le suivant dans la campagne de Belgique, à Ligny et à Waterloo, l'accompagnant à Paris après sa défaite et ne le quittant qu'à son départ pour Rochefort.

Il ne paraît pas qu'il fût atteint par les soupçons des royalistes qui reconnurent ses capacités en lui offrant une situation en France. Cependant plein de cette loyauté que Napoléon savait inspirer, il préférerait demeurer exilé volontaire aux Etats-Unis plutôt que de servir sous un gouvernement qu'il réprouvait.

Il ne tarda pas à trouver une situation aux Etats-Unis où il put être utile et exercer ses talents d'ingénieur militaire.

Le 16 Novembre 1816, il fut nommé général de brigade, sous-ingénieur. La lettre suivante qu'écrivit le président Monroe nous montre quel accueil il reçut en Amérique.

Le Président Monroe au Major Général Jackson,

14 Décembre 1816.

« Au sujet des fortifications ou travaux de la défense des côtes et des frontières, le Président vient de prendre des dispositions que vous devez connaître. On vous a déjà annoncé, je crois, que le général Bernard, général de génie de l'armée française, recommandé par le général Lafayette et beaucoup d'autres hommes de distinction en France, avait offert ses services aux Etats-Unis et que le Président avait été autorisé par le Congrès à les accepter en le mettant sous les ordres de notre chef de génie. Quand cette résolution fut communiquée au général Bernard par le secrétaire d'Etat, duquel il était connu, il vint chez le président, selon l'invitation qui accompagnait le communiqué. Il était porteur de lettres de M. Gallatin, déclarant qu'il était le septième par le rang dans le corps, qu'il était un des premiers généraux et n'était inférieur à personne en réputation. Il fallait apporter beaucoup de délicatesse dans les dispositions à prendre pour mettre à profit les services et l'expérience de cet homme d'une façon qui lui fût agréable, sans blesser l'amour-propre des officiers de notre corps qui avaient rendu de si grands services. Les dispositions adoptées seront agréables à tout le monde. Le comité se composera de cinq officiers, deux officiers de grade élevé, l'ingénieur de la place, l'officier de marine, dont le devoir sera de faire l'inspection des côtes et de rendre compte des travaux nécessaires. Ainsi il y aura quatre de nos officiers

avec cet officier étranger, qui sera obligé de convaincre ses collègues par la force de ses raisonnements et non pas par l'influence de son grade. J'ai vu le général Bernard ; il m'a donné l'impression d'un homme modeste et sans prétention, qui a préféré notre pays dans les conditions actuelles de la France, à tout autre pays de l'Europe, bien qu'il ait pu trouver une situation avantageuse dans n'importe quel pays. Il comprend parfaitement qu'il ne commandera pas le corps, mais qu'il aura toujours second rang. »

La commission dont le général Bernard faisait partie devait inspecter toutes les fortifications achevées ou en construction et choisir les emplacements de celles qu'on devait construire. L'utilité du général Bernard apparaît dans les décisions de la commission.

1. Que Hampton Roads au sud et Boston au nord soient fortifiés comme bases navales avec Naragansett Bay comme base supplémentaire (ce qui a été jusqu'à présent les dispositions de la flotte atlantique).

2. Les plans du général Bernard ont été adoptés dans la construction du fort Monroe, un des plus importants établissements militaires de l'Est des Etats-Unis.

3. Il a fait la reconnaissance géodésique pour ouvrir des routes entre Washington et la Nouvelle-Orléans. La distance fut parcourue quatre fois avec le major Poussin, son aide de camp. La plus grande partie de ces contrées était inculte ; ce n'était donc pas une petite entreprise.

4. Des projets étaient formés pour un canal et route de communication entre le Potomac et l'Ohio, suivant une idée qu'avait eue Washington.

5. Un système de canaux projeté sur le littoral de la Floride (1).

Dans un rapport au Congrès, en Décembre 1818, Bernard exprime ses vues sur l'école militaire de West Point, vues d'une portée pratique, mais qui n'ont jamais été suivies en détail parce que les Etats-Unis, dans la période qui suivit, se détournèrent des voies militaires, à cette grande époque d'extension vers l'Ouest. Ce rapport portait :

1^o Que les écoles militaires sont nécessaires (c'était une idée contestée alors aux Etats-Unis, où tous avaient la plus grande foi dans la milice) ;

2^o Que les écoles élémentaires de l'armée et de la milice devraient être distinctes ;

3^o Qu'il en faut plusieurs pour la milice ;

4^o Qu'il faut une école de préparation pour les candidats à l'artillerie et au corps de génie ;

5^o Qu'il faut une école d'application pour les ingénieurs et pour l'artillerie.

Tels furent les services rendus par ce Français à son pays d'exil. Il y en a qui ont rendu des services de moins d'importance et qui sont mieux connus, ainsi que beaucoup qui n'ont pas rendu service du tout mais qui au contraire ont été une charge pour le pays où ils se sont réfugiés. Certains Américains lui exprimèrent leur reconnaissance en lui donnant une fête publique à Washington en 1830, avant son retour en France, après l'avènement de Louis-Philippe. Bien qu'il fût dévoué à l'étoile de Napoléon, il ne paraiss-

(1) Ce dernier rapport est conservé, avec les cartes, à la Société de Géographie de Paris.

sait pas s'intéresser aux autres Bonapartistes réfugiés aux Etats-Unis.

Il fit visite une ou deux fois à Joseph Bonaparte à Bordentown, mais n'avait pas de relations avec ses autres compatriotes. Il aimait toujours sa patrie et ne cessait d'espérer que, s'il attendait avec patience, elle passerait bientôt par de meilleurs jours. Louis-Philippe le rappela. Bernard le servit comme aide de camp, et mourut en 1839, pair de France. Les officiers de l'armée américaine portèrent son deuil pendant trente jours.

Il a écrit ses impressions d'Amérique à un ami, M. Huard, lieutenant-colonel du génie, à Belfort :

« Ce pays, mon cher Huard, présente un bien grand et bien beau spectacle à l'homme de bien, à l'homme d'état et au philosophe. L'homme de bien y voit que le travail est la seule source du bonheur domestique et de la richesse publique; ici tout est dû au travail; on n'obtient rien que par le travail, et on ne connaît point ces parasites de la fortune publique, sans pudeur, adoptant toutes les idées, partageant toutes les extravagances de celui qui les admet à vivre grasement aux dépens du pauvre peuple qui paye, qui seul travaille, et qui seul est malheureux. L'homme d'état apprend que l'opinion est irrévocablement la reine du monde, que ce n'est que sous sa dictée pour ainsi dire, que les grandes masses d'hommes peuvent être administrées d'une manière avantageuse, aux individus et à la société entière; je dis administrées et non pas gouvernées, car ici on ne gouverne pas, on administre, on a trop bonne opinion de l'intérêt propre, qui agit sans cesse sur l'homme et qui est le grand moteur de ses actions... Ici on croit à l'évi-

dence qu'un individu connaît mieux ce qui convient à son bien-être particulier qu'un conseil de savants... Aussi laisse-t-on faire ici à chaque citoyen tout ce que bon lui semble, pourvu qu'il ne fasse pas tort à qui que ce soit, et lorsqu'il a fait tort à quelqu'un, ce n'est pas l'administration qui demande réparation, sous le spécieux prétexte de la sûreté publique, c'est tout simplement l'individu qui réclame. Quant au philosophe, il admire la tolérance religieuse qui est portée si loin ici que, lorsqu'une religion sur un point n'a pas assez de fidèles pour faire élever un temple, les fidèles des autres religions en font les frais et donnent les fonds nécessaires pour cet objet. Il admire l'heureux hasard qui a voulu que les fondateurs de ces colonies aient laissé en Europe toutes les idées gothiques et féodales, pour ne semer ici que des idées philanthropiques, généreuses et raisonnables. Enfin quand on considère que l'on ne voit ici un seul mendiant, pas de voleurs de grands chemins, qu'il n'y a besoin ni de police, ni de bagne, que les familles sont nombreuses, que l'on se marie de bonne heure, que la population s'accroît d'une manière extraordinaire, que le revenu seul des douanes suffit aux dépenses publiques en temps de paix, que la petite dette publique sera éteinte dans quelques années, que chaque citoyen ne paye que la dixième partie d'une journée de travail d'un artisan, il faut convenir que ce pays est favorisé de tous les biens désirables et qu'il a devant lui un avenir immense de bonheur, de tranquillité et de prospérité. Si ce spectacle seul n'était pas suffisant pour me rendre ces contrées agréables, l'accueil et les égards que j'ai reçus dans tous mes voyages seraient assez, à eux seuls, pour me dédommager

des peines qu'un cœur honnête éprouve loin de la Patrie qui l'a vu naître... Cependant, tout en admirant le beau pays qui m'a accordé l'hospitalité, tout en le servant avec reconnaissance et avec zèle tout dévoué, mes vœux sont et seront sans cesse pour le bonheur, la paix et la gloire de France » (1).

A cette description, bien des Européens et même des Américains croiraient peut-être voir le pays idéal où régnait l'âge d'or dont il parle avec tant d'éloquence, mais même si le général exagère un peu la perfection et les bienfaits qu'il a trouvés dans sa patrie d'adoption, du moins il lui fut reconnaissant de son accueil, et il sut le montrer par ses paroles aussi bien que par ses actes.

Bibliographie pour Simon Bernard :

Notice Géographique : Archives des Affaires Etrangères.

Corr. Dip. Etats-Unis, vol. 72, p. 196.

Général Bernard, par Général Carter : « Journal of the military Service of the United States » Washington vol. 11 (1912).

Notice sur M. le Général Bernard, M. Roux de Rochelle. Bulletin de la Société de Géographie : Lue à la Société le 3 Janvier 1840.

Rapports au Congrès des Etats-Unis. Archives de la Société de Géographie, 24 Mars 1826, 5 Mars 1821, 28 Février 1828.

(1) Cité par George Bertin. Joseph Bonaparte en Amérique, pp. 199-202.

LA COMPAGNIE DE LA VIGNE ET DE L'OLIVIER

A leur arrivée sur le sol américain, ne voyant pas la possibilité d'un retour en France, les Français qui s'étaient réfugiés pour la plupart à Philadelphie décidèrent de se rassembler en colonie pour pouvoir jouir de la liberté américaine tout en gardant leur nationalité et leurs souvenirs communs.

Le ministre écrivit le 10 Janvier 1817 : « Quelques réfugiés sont avec M. Lee, ancien consul des Etats-Unis à Bordeaux, à la tête d'un établissement colonial Français que l'on projette de former sur les rives de l'Ohio et du Mississippi. Les personnes qui composent le comité sont : Garnier de Saintes, Dirat, Joseph Bonaparte, Martin et Parmentier » (1). De Neuville était disposé à donner son appui à cette démarche, et voulait même que le gouvernement français offrît un secours en argent. Il désirait ainsi éloigner des villes de l'Est des gens de « mauvaises opinions » comme il disait et montrer la « bonté » d'un gouvernement paternel qui ne peut pas garder chez lui ses enfants égarés, mais veut bien les établir ailleurs.

Le Duc de Richelieu ne partagea pas l'intérêt que prenait au projet De Neuville, toujours prêt à s'enthousiasmer, et

(1) Archives des Affaires étrangères. Correspondance diplomatique. Etats-Unis, 10 Janvier 1817.

répondit qu'on devait voir sans ombrage un tel établissement, mais qu'il fallait agir avec prudence, et que le gouvernement ne devait pas l'encourager par des secours. « Il craignait la possibilité qu'un homme influent pût former un noyau de réfugiés qui s'allierait aux colonies espagnoles insurgées et disait : « Il est prudent et convenable de ne point paraître avoir prêté quelque appui à cet établissement. » (1) De Neuville dut reconnaître le bon sens de ce conseil plus tard quand toutes sortes de bruits circulèrent au sujet des projets du général Lallemant.

Cet établissement projeté au confluent de l'Ohio et du Mississippi n'a jamais été réalisé, mais le même groupe à Philadelphie continuait à chercher ailleurs un asile pour ses membres. Quand de Neuville en parla au ministre, à Paris, la « Société Coloniale des Emigrés Français » était déjà bien organisée et *l'Abeille Américaine*, le journal français et bonapartiste à Philadelphie, publiait les procès-verbaux de cette société. Il n'existe que trois volumes de ce journal (à la Société historique de Pennsylvanie) et l'on trouve à la date du 16 Octobre 1816 un procès-verbal de la Société des Emigrés, présidée par Garnier de Saintes, qui donne une idée du but de la Société (2). On y lit que la séance fut ouverte par la lecture de lettres des amis restés en Europe, dont une de Lakanal qui n'était pas encore arrivé. « Je vous prie, mon honorable ami, de m'inscrire sur la liste des futurs citoyens de Démopolis. Si les dimensions des caractères étaient des signes certains du désir que

(1) Affaires Etrangères. Corr. Diplomatique. Etats-Unis. Le duc de Richelieu à Hyde de Neuville, 18 Avril 1817.

(2) *Abeille Américaine*, Philadelphie. 16 Octobre 1816.

j'éprouve de figurer sur cette liste honorable, je vous prierais de m'y colloquer en lettres majuscules. » Après la lecture des lettres M. Penier informe l'Assemblée de son prochain départ. Il devait se rendre dans le Sud-Ouest des États-Unis pour choisir un terrain propre à devenir l'asile des émigrés français. Puis il fut arrêté; Qu'un fonds serait constitué pour subvenir aux frais de ce voyage, et que M. Wm. Lee, vice-président, serait prié d'étudier les documents que l'on pouvait se procurer au bureau des domaines à Washington; Que M. le sénateur Garnier de Saintes, président, Mm. J. Martin, Parmentier et Dirat, composant le bureau permanent, se formeraient en comité chaque fois qu'il serait nécessaire pour obtenir la concession d'un terrain.

A la séance du 2 Janvier 1817, il fut arrêté (1) que l'on demanderait une concession entre les 32 et 35° degrés de latitude Nord, sur l'une ou l'autre rive de la rivière Tombigbee, et « qu'on écrirait au sage de Montebello pour le prier de tracer les bases d'un pacte social pour les règlements locaux de l'association » Jefferson répondit par la lettre suivante à Wm. Lee :

« Personne ne peut être plus sensible que moi à l'honneur et à la confiance que l'on m'a montrés d'une façon si flatteuse dans cette résolution; et certainement personne n'éprouve plus que moi une disposition à être utile à ceux qui me rendent leur confiance. Je désire répondre à cette marque de respect, inspirée par les sentiments de sympathie pour la situation des étrangers forcés par les infortunes de

(1) *Abeille Américaine*, Philadelphie, février 1817.

leur pays natal à en chercher par adoption un autre, si loin et si différent de celui-là dans toutes ses habitudes. Je les plains d'avoir à rencontrer des obstacles et je donne mon appui aux principes proposés pour leur gouvernement. Je suis convaincu que leur émigration fera le bonheur de leurs descendants, mais la connaissance du pays qu'ils ont quitté, de son état de rapports sociaux et de confort me fait craindre que leur propre bonheur n'ait à subir une dure épreuve.

« Les lois cependant qui vont les gouverner doivent être inspirées de leurs propres habitudes, de leurs sentiments et des ressources de leurs propres esprits. Nul étranger ne pouvait proposer des règlements qui puissent s'adapter à eux. Chaque peuple a ses habitudes particulières de vivre, ses façons de parler, ses manières d'être, etc... qui ont grandi avec eux depuis leur enfance, qui sont devenues une partie de leur nature et auxquelles les règlements qui doivent les rendre heureux, seront nécessairement accommodés. Nul étranger ne peut avoir une sympathie suffisante pour réaliser cette adaptation. Les institutions de Lycurgue, par exemple, n'auraient pas convenu à Athènes, pas plus que celles de Solon à Lacédémone. Les organisations de Locke étaient impraticables en Caroline, et celles de Rousseau et de Malby en Pologne.

« Quant à moi, devant ces exemples éminents qui prouvent la vérité de mes observations, je sens toute la présomption qui se manifesterait si j'entreprenais de faire ce que cette société honorable est seule capable de faire par elle-même. Il y a aussi des questions préliminaires qui sont particulièrement à considérer, est-il proposé de fonder un état séparé ou un comté dans un état ? Ou seulement une

association comme celles des Quakers, Dunkards et Menonistes? Un état séparé il ne peut être parce que les terres demandées n'auront que vingt milles carrées et dans l'établissement de nouveaux états une certaine égalité d'étendue est exigée. S'il doit être le comté d'un état, il ne peut être gouverné par ses propres lois, mais il faudra se conformer aux lois de l'état dont il fera partie. Si ce n'est qu'une association volontaire, la soumission des membres ne sera que volontaire aussi, parce que nul acte de force ne sera toléré par la loi générale. Il faut que ces considérations soient à la base de la société et les membres seuls peuvent y conformer leurs intentions et leurs désirs.

« Avec mes excuses d'avoir refusé une tâche pour laquelle je suis si peu désigné, je leur demande d'accepter mes vœux sincères pour leur succès et leur bonheur. » (1)

Le 3 Mars 1817, la concession était ordonnée par le Congrès en ces termes :

« Une loi pour réserver certains terrains et d'en disposer pour la protection et la culture de la vigne et de l'olivier.

« Le Secrétaire de l'Etat pour la Trésorerie doit assigner et mettre de côté quatre communes contigües de six milles carrées chacune de terrains publics, inhabités, dans cette partie du territoire du Mississippi actuellement le territoire de l'Alabama.

« Il est autorisé à entreprendre la vente des dites communes à un prix de deux dollars l'acre, payables quatorze ans après la vente qui serait conclue avec un commissaire

(1) Jefferson à William Lee, 1^{er} Janvier 1817 Ms. Jefferson Papers Dept. of State Washington (Citée par Reeves : Napoléonic exilés).

ou des commissaires des émigrés de France qui se sont associés dans le but de former un établissement aux États-Unis. » (1)

Les premiers concessionnaires furent :

Clausel	Grouchy
Réal	Drouet
Lallemand (C.)	De Cluis
Vandamme	Garnier de Saintes
Lakanal	Basile Meslier
Peniers	Simon Chaudron
Lefebvre Desnouettes	Ravisies (commissaire)

En Juillet 1817, William Lee fut nommé gouverneur de l'Alabama. Ce fut une grande joie pour tous les Français malheureux au sort desquels il s'était tellement intéressé, même au point de perdre sa situation comme consul à Bordeaux (2). Cette nomination nous montre aussi les dispositions amicales qui animaient le gouvernement américain, et nous prouve que les difficultés qui s'élevèrent plus tard étaient le fait de la mauvaise administration, plutôt que celui de la mauvaise volonté.

En Août *L'Abeille* rapporte les progrès accomplis (3). Le commissaire explorateur Péniers a pris connaissance de la nature du sol et des produits qui se trouvent entre les 32° et 35° parallèles, sur la rive droite du Mississippi. Il a rejoint ses collègues sur la rive gauche où la concession était définitivement fixée, en peu en dessous de la jonction des rivières Black Warrior et Tombigbee. Le premier

(1) Statutes at large. Vol. P. 374.

(2) Voir ci-dessus, p. 49.

(3) *Abeille Américaine*, Philadelphie, Août 1817.

bâtiment envoyé par la Compagnis portait environ vingt colons ; celui sur lequel sont partis les généraux Clausel et Desnouettes en contenait un nombre plus élevé.

En Octobre ce journal donne un compte rendu de la dernière assemblée générale des sociétaires de la Compagnie agricole et manufacturière, où le général Lallemant fit un discours dans lequel il exprima la gratitude de la Société envers le Congrès des États-Unis pour la loi du 3 Mars 1817. Le général dans son discours significatif parla de la « nécessité de s'unir et de s'entendre de bonne foi, et de ne pas trop se plaindre si les administrations se sont trompées de temps en temps » (1). Les pauvres colons avaient bien besoin de ce conseil. Leurs malheurs avaient commencé dès leur arrivée, malheurs causés en partie par la nature du sol, par les fautes de l'administration et par quelques actes malhonnêtes de certains d'entr'eux.

Les plus graves malheurs venaient des conditions exigées par le secrétaire Crawford, qui avait été chargé de réaliser la concession des terres, conditions qui étaient très dures, Son intention était d'empêcher la spéculation et, dans ce but, il exigea que le titre ne fût établi que quand le contrat serait rempli, c'est-à-dire après que le colon serait établi et aurait commencé de défricher ses terres.

Au lieu d'assurer la possession honnête des terres, ce règlement donna lieu à toutes sortes d'incertitudes. Le secrétaire Crawford fit un contrat selon les termes de la loi, mais ce contrat ne fut signé qu'en Janvier 1819, à un moment où beaucoup des colons avaient déjà quitté l'Ala-

(1) *Abeille Américaine*, Philadelphie, Octobre 1817.

bama et abandonné l'espoir d'avoir leurs titres. Dans ce contrat on arrêta que :

1° Le nombre légal d'établissements doit être fait en trois ans ;

2° Dans quatorze ans, 10 acres sur 160 doivent être défrichés et leur culture en voie de réalisation ;

3° Un acre dans chaque quart de section doit être planté en vignes dans sept ans ;

4° Le même nombre d'oliviers doit être planté à moins que l'on prouve au président que la culture des oliviers est impossible à réaliser (1).

Une résolution du Sénat, le 17 Avril 1820, fit parvenir à Crawford un mémoire d'un certain Chaperon, un des colons, qui demandait que l'accord fût modifié de sorte que chaque colon pût avoir un titre indépendant. Cette demande fut refusée par Crawford, qui disait que la loi voulait que la terre fût occupée par un groupe de personnes connaissant la culture de la vigne et de l'olivier, et que les titres ne devaient pas être la propriété individuelle des particuliers.

Arrivés en Alabama avec cette incertitude de titres, les premiers colons débutèrent par un naufrage dans la baie de Mobile. Ils furent sauvés et reçus à Fort Bouryer par le lieutenant qui y commandait.

Il s'intéressa à leur sort, les aida au Bureau des domaines quand survint pour eux un autre malheur. Les terres avaient été mal arpentées ; les colons ne retrouvèrent pas dans le pays les terrains qu'ils avaient vus sur la carte, et d'autres

(1) American State Papers. (Cité par Reeves, Napoléonic exilés).

émigrés vinrent réclamer les mêmes terrains. Les colons montrèrent une patience et une persévérance remarquables, ayant été quelquefois forcés de changer de place et de recommencer tout le travail après avoir défriché un premier terrain. Ravesies, commissaire responsable auprès du gouvernement des États-Unis, écrivit au Sénat : « Nous avons été dans plusieurs cas obligés de négliger l'exécution de notre contrat et de nous incliner devant les exigences de la nécessité et de l'industrie. Beaucoup des concessionnaires, malheureusement, sont venus trop tôt dans ce désert sans routes, impénétrable à l'approche des hommes. En conséquence, les moyens de transport pour arriver à leurs terrains particuliers étaient si impraticables que beaucoup d'entr'eux se trouvèrent près d'Aigleville, et il leur devenait impossible de s'établir une deuxième fois dans les terrains plus grands » (1.)

Beaucoup de ces difficultés venaient de ce que les chefs qui avaient la direction manquaient d'expérience pour organiser une colonie; d'autres provenaient de ce que les règlements de Crawford, si sévères dans le cas des titres, ne précisaient pas assez les modes d'arpentage et le partage des terrains. Mais ce n'étaient ni les règlements, ni l'arpentage qui firent le plus de tort à la colonie. Ce fut le général Lallemand à Philadelphie, qui avait d'autres projets en vue. Lallemand était le troisième président de la Société, mais au lieu de prendre les intérêts de cette Société, il s'employa de toute la force de son influence à détourner les

(1) American State Papers. (Cité par Reeves. Napoléonic exilés).

fonds et les officiers français de cette entreprise au profit de son propre projet d'établissement au Texas, que nous étudierons plus loin en détail. Ses intentions et les raisons pour lesquelles il ne voulait pas prêter son concours à la Compagnie déjà organisée sont difficiles à élucider. En fait, ses actes envers la Compagnie coloniale et manufacturière furent très préjudiciables à cette Société. Lallemand agissait d'une façon si mystérieuse et faisait des démarches auprès de tant de personnes différentes, qu'il est très difficile de le suivre. A un moment où il fut l'objet des soupçons du gouvernement des États-Unis, le président Monroe demanda à William Lee de faire une enquête à son égard. Le 27 Septembre 1817 William Lee écrivit à J.-Q. Adams :

« Dans le but d'exécuter son plan, Lallemand avait essayé de forcer la Compagnie française (formée pour un établissement sur la rivière Tombigbee) à accepter cent officiers français comme actionnaires pour des actions, représentant une commune (township) entière, une demie ou le quart, offertes par le Congrès. Une fois en possession de ces actions, il devait les mettre entre les mains de certains marchands de Philadelphie, qui prêteraient sur elles 50.000 ou 60.000 dollars. Ce projet fut communiqué aux généraux Clausel, Desnouettes, Vandamme et Grouchy, et au comte Réal, qui firent des démarches pour empêcher tous ces officiers de devenir actionnaires de leur Société » (1).

Il est vrai que beaucoup de Français de Philadelphie qui devaient aller en Alabama avaient été découragés par les malheurs des premiers colons et étaient prêts à vendre leurs

(1) Monroe to William Lee. Ms. Monroe Papers. Library of Congress. Washington D. C.

actions et à s'embarquer pour le Texas, où Lallemand fondait la nouvelle colonie. Ainsi les projets de Lallemand contrarièrent le succès de la colonie d'Alabama.

Avec les difficultés de l'arrivée, les terrains mal arpentés, la défection de Lallemand, il y avait une autre cause d'insuccès et de découragement. Ce furent les mauvais résultats de la culture que les colons voulaient introduire. Cette malheureuse Société agricole avait eu l'idée de faire l'importation des vignes et des oliviers et d'établir une culture vraiment française dans le nouveau pays. L'Alabama, pays du sud, près des terres où l'on cultivait déjà le riz et le coton, paraissait favorable à la culture de la vigne. Il y eut plusieurs raisons à l'échec qui se produisit. D'abord les colons n'avaient pas les moyens de faire l'importation d'une assez grande quantité d'échantillons. Puis, ils voulaient dans des terres à peine défrichées, cultiver des plantes provenant d'un pays où leur culture se faisait depuis des siècles, alors qu'ils auraient peut-être mieux fait de cultiver des plantes du pays dont le succès était plus certain. Mais la meilleure des raisons était que ces gens n'étaient pas du tout cultivateurs de métier, mais militaires et citadins.

Ils employaient comme ouvriers des « redemptionniers » allemands. C'étaient des hommes qui se vendaient aux commandants des bateaux pendant un certain temps en paiement du prix de leur traversée. Les commandants les louaient aux habitants et faisaient ainsi de bonnes affaires. Ces « rédemptionniers » plantèrent en 1821 383 oliviers et davantage en 1824, mais tous furent tués par la gelée (1).

(1) Pickett. History of Alabama. Sheffield 1896.

Les Français, au lieu de s'occuper de leurs terres, de se mettre à défricher et de vivre la vie de solitude nécessaire à un pionnier, commencèrent d'abord à construire des villes. Démopolis fut fondé et des maisons furent construites sur des terrains dont la location n'était pas assurée. Quand les arpenteurs du gouvernement apprirent que Démopolis ne fit pas partie des terres cédées par la concession, ils l'abandonnèrent, mais pour fonder une autre ville : Aigleville.

Aigleville fut ainsi décrit en 1818. « Aigleville est maintenant une ville de 100 habitants. On y a besoin de charpentiers, maçons, forgerons, charrons, armuriers. Chaque colon doit se munir de vivres pour six mois. La ville est sur un site élevé au confluent des deux rivières. Elle a deux rues transversales, la rue de France et la rue de la République, larges et spacieuses » (1).

Il n'est jamais très facile de transformer des épées en charrues, et là on n'avait pas affaire à des soldats ordinaires, mais à des officiers qui avaient participé aux plus grandes batailles que le monde avait jamais vues, et qui avaient vécu des jours de gloire éniivrants. Il n'est pas étonnant que ces hommes n'aient pas réussi à établir dans un pays inconnu, une culture également inconnue. Mais malgré tout quelques uns restèrent.

Le 12 Décembre 1821, Villars, alors commissaire, rapporta au Congrès qu'il y avait 81 planteurs, 327 personnes en tout, 1100 acres sous culture, 10.000 cepcs de vigne, et qu'on avait dépensé environ 160.000 dollars.

(1) *Abeille Américaine*, Avril 1818.

« Les résultats, dit-il, que nous avons obtenus sont supérieurs à ceux que nous pouvions espérer, étant donné les difficultés de toutes sortes que nous avons rencontrées. Ces difficultés nous venaient d'abord de la difficulté de communication dans un pays sauvage et peu exploré, dont la plus grande partie est inondée neuf mois de l'année, de la maladie qui nous a envahis, et a privé beaucoup de familles de leurs terres » (1).

Les Américains du pays disaient que les Français formaient une société brillante, que les dames, qui cependant étaient en petit nombre, s'habillaient de soie et recevaient autant que possible comme à Paris (2), ne comprenant pas du tout le travail demandé par la nature à un pionnier et à sa femme. Mais c'était peut-être trop leur demander. Comment M^{me} Nicolas Raoul, par exemple, qui avait été la Marchesa Sinibaldi, dame d'honneur de la reine Caroline, pouvait-elle comprendre ces choses-là ? Pour réussir dans une telle entreprise il faut que la majorité des colons soient d'humbles gens prêts à faire tous les sacrifices et à se livrer à un travail acharné et dur.

Quand le changement du gouvernement français permit aux anciens amis de Napoléon de vivre avec plus de sécurité en France, beaucoup de colons rentrèrent.

Mais quelques-uns restèrent en Alabama, comme l'indique le nombre de noms français dans le pays. De quelques-uns des plus connus nous pouvons suivre la vie. Nicolas Raoul quitta sa concession pour diriger un petit bac à

(1) *American State Papers, public Lands Vol. III* (cité par Reeves, p. 40).

(2) Pickett, *History of Alabama* Sheffield, 1896.

Démopolis. Plus tard il se rendit au Mexique avec sa femme et ses enfants où il servit dans l'armée révolutionnaire et rentra en France en 1833 pour devenir, après cette carrière longue et variée, gouverneur de Toulon.

Le colonel de Cluis, qui avait autrefois commandé la forteresse où fut enfermé Ferdinand VII, tenait une auberge à Greensborough. Péniers, ex-membre de l'Assemblée nationale, devint commissaire du Gouvernement américain pour les Seminoles en Floride, où il mourut en 1823. Lakanal demeura à Mobile à partir de 1825 jusqu'à son retour en France en 1837. Il occupa le reste de sa vie à écrire un livre intitulé « L'exposé sommaire des travaux pendant la Révolution » et « Le séjour d'un membre de l'Institut de France aux Etats-Unis pendant vingt ans (1). Ces ouvrages ont disparu au moment de la mort de l'auteur et n'ont jamais été retrouvés. Vandamme ne resta que jusqu'en 1820. Une ordonnance du 1^{er} Décembre 1819 mit fin à son exil et il fut même rétabli dans les cadres de l'état-major général, mais il mena une vie retirée et mourut en 1830. Garnier de Saintes, qui avait été le premier président de la société agricole, se noya avec son fils en traversant l'Ohio dans une petite barque. Ils descendaient l'Ohio et le Mississippi pour se rendre à Mobile (2).

La mort du général Lefebvre Desnouëttes fut tragique aussi. Il était un des cultivateurs qui avait le plus de succès et la plus grande ferme en Alabama. Il jouissait d'une assez grande fortune et pouvait faire venir de France l'argent

(1) Biographie Universelle « Lakanal ».

(2) Note contribué au Dictionnaire de Contemporains par la famille de Garnier de Saintes.

nécessaire pour améliorer ses terres et les cultiver sans trop souffrir des mauvaises récoltes. Mais plus que tous les autres il désirait rentrer en France et demanda plusieurs fois son pardon afin d'obtenir la permission de rentrer. De Neuville le tenait en grande estime et fit parvenir sa demande au duc de Richelieu, mais sans succès avant 1822 (1). Il écrivit dans ses Mémoires : « Je m'intéresse vivement à lui parce que sa conduite aux Etats-Unis était irréprochable et qu'il était très particulièrement persécuté par ces hommes qui se montrent fidèles à tous les gouvernements » (2). Enfin en 1822 Lefebvre reçut la permission de rentrer. De Neuville raconta ainsi au ministre (à ce moment le vicomte de Montmorency) comment il trouva la mort dans ce retour d'exil. « Le 22 Avril, le navire Albion, paquebot régulier entre New-York et Liverpool, fit naufrage sur les côtes de l'Irlande. Le malheureux général Lefebvre Desnouettes se trouva à bord. Je ne puis dire assez à votre Excellence combien je suis affligé de sa perte. Je l'ai vu partir avec les meilleurs sentiments et je dois ici répéter que nul parmi les réfugiés n'avait acquis dans l'exil plus de droits à la bienveillance royale » (3).

Clausel vivait la vie d'un paysan près de Mobile, apportant lui-même ses légumes au marché, jusqu'à son retour en France en 1820. L'acte du 20 Juillet de cette année leva sa condamnation.

(1) Affaires étrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis. Pasquier à de Neuville. 11 Février 1822.

(2) Hyde de Neuville : Mémoires.

(3) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis. De Neuville au vicomte de Montmorency. 11 Juin 1822.

Il menait une vie tranquille et retirée quand il fut appelé, après le changement de gouvernement, au commandement des troupes en Algérie. Il se servit de ses observations et de l'expérience qu'il avait acquise en Amérique pour encourager la colonisation de l'Algérie, publiant en 1833 une brochure où il résumait ses idées (1). Il parle d'abord des naturels qui, selon lui, ne devaient pas être exterminés, même s'ils venaient de temps en temps troubler les colons, ce qui n'était pas une entrave sérieuse à la colonisation. Il dit : « Peut-être même aura-t-on à déplorer quelques malheurs individuels. C'est ce qu'on voit encore dans les Etats-Unis et nous ne trouvons pas que cette considération empêche la colonisation de marcher dans ce pays de l'Est à l'Ouest. La population qui était en 1800 de 3.600.000 est arrivée depuis au delà de 13.000.000. »

Puis il traite la question de l'insalubrité de la plaine qu'il ne trouve pas insurmontable puisque l'insalubrité est d'un caractère que les forces humaines peuvent vaincre. « S'il est une contrée insalubre, c'est assurément l'Amérique. Il est peu de points de ce vaste continent qui n'aient vu enlever par des maladies les premières populations qui étaient venues s'y fixer. Depuis, les travaux agricoles ont amené l'assainissement du pays, et les habitants actuels n'ont plus à combattre les influences délétères qui ont moissonné leurs prédécesseurs. En 1818 j'étais à Mobile, pays qui sortait, pour ainsi dire, de dessous l'eau. La fièvre jaune, importée de la Havane, commença à exercer ses ravages le 2 Sep-

(1) Bertrand de Clausel. Observations sur la colonisation d'Alger. Paris 1833.

tembre et le 22 du même mois 2.200 habitants sur 2.600 qui formaient toute la population, avaient cessé de vivre.

Les eaux stagnantes étaient pour beaucoup dans cette effrayante mortalité. Aujourd'hui les travaux agricoles ont fait disparaître la cause du mal, et il existe dans la ville de Mobile environ 15.000 individus. Cet état qui ne produisait en 1818 que 15.000 balles de coton, en livre aujourd'hui au commerce 130.000. Imitons en Afrique ce qui s'est fait en Amérique, imitation d'autant plus facile que les obstacles ne sont pas les mêmes. »

Les difficultés que trouvait la France à donner des terres à des colons pouvaient être, selon lui, résolues par le système employé en Amérique et qui consistait à acheter les terres aux sauvages et à les revendre à un prix peu onéreux aux colons. « Cette manière de procéder, dit-il, est conforme à la justice. »

Les procédés que Clausel recommande vis-à-vis des indigènes dans le but de procurer des terres aux colons ne nous semblent pas conformes à la justice, mais l'interprétation de la justice varie suivant les conditions. Nous ne sommes pas très fiers en Amérique de la façon dont nos ancêtres ont agi à cet égard vis-à-vis des indigènes. Néanmoins le général avait vu en Amérique que la colonisation est possible, même en face de grandes difficultés naturelles, et malgré l'insuccès des Français en Alabama. Ainsi le séjour du général Clausel en Amérique a contribué à la réussite d'une des plus grandes entreprises de sa patrie.

LE CHAMP D'ASILE AU TEXAS

Nous avons fait mention plusieurs fois des généraux Lallemand et particulièrement du général Charles Lallemand. dont son frère, Henri, fut loin d'adopter et d'approuver tous les projets. Charles était un des concessionnaires de la Société Agricole et Manufacturière de Philadelphie, et après la mort de Garnier de Saintes et le départ de Villars, qui fut le second président, il en devint le président. Cependant il n'est jamais allé à Alabama, ayant bien d'autres projets à réaliser. En écrivant à son frère Henri, il dit : « J'ai plus d'ambition qu'on ne peut satisfaire dans cette colonie sur le Tombigbee » (1). Ces mots, authentiques ou non, expriment bien son caractère. Il était aventureux et aimait le commandement. Son frère épousa bientôt après son arrivée à Philadelphie, la nièce de Stephen Girard, riche marchand et banquier, venu de Saint-Domingue et d'origine française. Stephen Girard avait une immense fortune et sa nièce était bien dotée. Henri Lallemand avait donc des raisons particulières pour être moins aventureux que son frère.

L'organisation de la Société Agricole et Manufacturière n'avait pas éveillé les soupçons de Hyde de Neuville.

(1) Lyon. Anne Bozeman. *The Bonapartists in Alabama*. *Gulf States Historical Magazine*. Mai 1903.

Comme nous avons vu, il voulait même que le gouvernement français aidât cet établissement. Mais en 1817, le ministre était déjà très troublé par les déclarations du colonel Raoul, même après avoir été convaincu qu'elles étaient fausses, et de plus les documents de Lakanal, qui ne s'expliquait jamais d'une façon satisfaisante le rassuraient de moins en moins. Il était aussi disposé à voir dans le projet du Champ d'Asile de Lallemand l'occasion d'un très grand danger pour le monde entier et pour Sa Majesté très chrétienne en particulier.

Ce Roule ou Raoul avait presque fait croire à de Neuville une belle histoire de conspiration. Le 26 Juillet 1817 le ministre écrivit au duc de Richelieu (1) qu'un général français venait de faire une déclaration révélant un plan fait par Napoléon lui-même pour son enlèvement; que cet officier offrait de donner des preuves irrécusables, qu'il était lui-même un des principaux agents. De Neuville par l'entremise de ses agents secrets, suivit les mouvements de ce Raoul et crut qu'il avait des relations suspectes avec une femme de Philadelphie, ancienne femme de chambre de M^{me} Desnouettes. L'agent déclara que cette dernière était chargée de porter des lettres de Bonaparte à son retour en France et qu'elle lui avait assuré que Raoul était chargé de l'enlèvement de Bonaparte. Dans son rapport du 29 Juillet, de Neuville ajoutait qu'il avait découvert presque toute l'histoire de ce Raoul (2). Il venait du Dauphiné, avait été colonel en France pendant les Cent Jours, avait passé à

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique Etats-Unis. H. de Neuville au duc de Richelieu, 26 Juillet 1817.

(2) Affaires Etrangères. 29-Juillet 1817.

Buenos-Ayres, y avait été général et en avait été chassé. « Malgré la possibilité de déception, dit-il, certains soupçons se précisent. Sainte-Hélène et Novembre me viennent sans cesse. Les hommes qui n'avaient pas d'argent en ont jusqu'au luxe. Tous les chefs sont chez Joseph. Regnault (celui qui tomba fou) dans ses moments de délire n'a cessé de parler d'insurrection. Que croire? » (1) Enfin le 11 Août il fut suffisamment convaincu pour envoyer au duc les déclarations que Raoul avait faites devant le consul général à Philadelphie. C'était un plan assez ingénieux : « Raoul déclare que l'exécution du projet d'enlever Bonaparte lui est confié. Depuis quarante jours il l'étudie pour le bien connaître. Joseph a reçu pour lui et lui a remis un plan gravé de l'île de Sainte-Hélène, apporté par Rousseau, valet de Napoléon. A ce plan sont apposées les deux signatures suivantes : Bonaparte, Napoléon. Desnouettes est chargé de faire acheter deux goëlettes armées, de 300 tonnes chacune. Les frères Lallemant sont chargés de recruter les officiers et les hommes. Les officiers se rendent à New-York, à Philadelphie et à Baltimore pour se réunir à Annapolis où sont déjà arrivés Galabert et le ci-devant colonel, neveu de Grouchy. Le colonel Latapie est déjà parti pour Pernambuco avec 32 officiers. Le lieu de rendez-vous est à l'île de Fernando de Novuncar, à 70 lieues du Brésil. Là doivent se réunir les officiers français de Buenos-Ayres au nombre de 80, avec 70 venants des États-Unis et les deux goëlettes avec le vaisseau ayant à bord Latapie et les 300 officiers. Ces forces doivent se rendre à Sainte-

(1) Correspondance diplomatique États-Unis. 26 Juillet 1817.

Hélène, attaquer et brûler les vaisseaux anglais, et faire ensuite trois tentatives d'attaque, l'une sur la capitale, l'autre sur Sandibary, la troisième sur Prosperonsbary. La première sera pour attirer les forces anglaises. La plus grande partie des forces marchera de Sandibary pour attaquer le fort qui est au milieu de l'île tandis que le reste de l'expédition marchera vers la demeure de Napoléon. On l'enlèvera, en on le mettra sur le plus fin voilier qui se trouvera dans la baie et qui le débarquera aux États-Unis, d'où il fera route vers Cherbourg. L'argent nécessaire à cette expédition est fourni par Joseph Bonaparte et Stephen Girard » (1).

Mais Raoul demanda de l'argent avant de transmettre les preuves de ce qu'il avançait et le consul général, après enquête, ne trouva rien qui justifia ses déclarations.

Il n'y avait aucune goëlette à Baltimore. Clausel en avait acheté une pour transporter les colons à Tombigbee. Les Grouchy s'amusaient à la chasse ou à fréquenter les Américains, à Philadelphie, où le père avait acheté une maison. Vandamme avait loué une maison, l'avait meublée et paraissait vouloir se fixer à Philadelphie. L'ancienne femme de chambre de M^{me} Desnouettes gagnait sa vie en travaillant durement et honnêtement. Elle avait refusé les secours de Lallemand et de Desnouettes. Raoul avait été chassé de chez Joseph et était « persona non grata » des généraux français. Il avait, d'ailleurs, offert d'enlever Napoléon pour une somme de 525.000 francs, mais cette offre avait été rejetée (2).

(1) Correspondance diplomatique Etats-Unis, le 11 Avril 1817.

(2) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Pétry au duc de Richelieu, 27 Août 1817.

A peine était-il prouvé que Raoul était un fourbe, que de Neuville découvrit le paquet de papiers adressés par Lakanal à Joseph Bonaparte. Cette fois il était question de documents, et de documents qui paraissaient authentiques, car l'écriture de Lakanal y fut reconnue. Ce paquet portait :

1° Une enveloppe portant la suscription suivante en écriture contrefaite et en mauvaise orthographe « M. le général Clauzel, ché M. Strouvon, Powel St. Philadelphie »;

2° Une enveloppe en toile cirée cousue « Pour remettre à M. le comte de Survilliers »;

3° Un ultimatum ;

4° Rapport adressé à Sa Majesté le Roi des Espagnes et des Indes par ses fidèles sujets les citoyens composant la confédération Napoléonienne ;

5° Pétition de Lakanal, demandant un titre et un ordre dans le nouveau gouvernement ;

6° Chiffre en latin ;

7° Un vocabulaire de la langue des Indiens de l'Ouest du Missouri et vers Santa Fé ;

8° Tableau des Nations indiennes de la Louisiane Septentrionale (1). Dans le numéro quatre il y avait certains détails sur l'organisation de la confédération, qui aurait 900 membres. 150 membres seraient distribués dans les territoires du Missouri, des Illinois, du Mississippi, de la Columbia, Michigan, Tennessee, Kentucky et Ohio. Il devait y avoir des commissaires qui auraient chacun six personnes autour d'eux fortement attachées. Le total de la dépense

(1) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Pétry au duc de Richelieu (accompagnés de copie certifiée), 27 Août 1817.

serait de 150.000 francs, déjà réduite à 75.000 par contributions personnelles. Joseph Bonaparte était prié de fournir cette somme à la confédération.

Ce document étonnant finit par les mots mystérieux « Si votre Majesté, aussi digne de régner qu'elle prise peu une couronne si fort au-dessous de ses vertus personnelles, ne veut rien tenter de décisif pour elle-même, qu'elle daigne ne pas perdre de vue les hauts intérêts de ses enfants et des peuples qui trouvent en elle un second père. » (1)

De Neuville ne voyait pas du tout le côté ridicule de ces documents, ni l'impossibilité dans laquelle une confédération de 900 membres se trouvait de troubler un si vaste pays. Il voyait, se laissant aller à son caractère impulsif, un énorme complot, une conspiration Burr exagérée cent fois, un Bonaparte roi du Mexique, un empire puissant qui aurait le pouvoir de faire libérer Napoléon. Il demanda immédiatement une conférence avec Rush en l'absence du secrétaire de l'Etat, Adams. On se réunit à Wilmington pour prendre des mesures. Rush fut à son tour un peu trop prompt à reconnaître l'authenticité des papiers et promit à de Neuville qu'ils seraient publiés officiellement par le gouvernement. De Neuville croyait que la publication officielle effrayerait les « conspirateurs » qui auraient peur du gouvernement américain. Mais Adams à son retour fut beaucoup moins disposé à attacher la même importance à ces documents et il écrivit à de Neuville le 24 Septembre une lettre que celui-ci a communiquée au duc de Richelieu : Le Prési-

(1) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. De Neuville au duc de Richelieu, 31 Août 1817.

dent me demande d'accuser réception de votre communiqué envoyé au département d'Etat du 12 courant, accompagné de certains documents qui indiquent l'existence en Amérique d'une association organisée sous le nom de Confédération Napoléonienne, documents qui vous font redouter qu'une levée considérable d'hommes soit sur le point de se faire dans certains états de l'Ouest de cette Union dans un but interdit par les lois des États-Unis et hostile à la France.

Connaissant la matière des institutions et des lois de ce pays, vous vous rendrez compte que les pouvoirs de répression dont dispose le gouvernement vis-à-vis de la liberté individuelle ne s'appliquent qu'en cas d'actes accomplis et ne concernent pas des projets qui, quoi qu'ils soient répréhensibles par leur nature, n'ont pas été réalisés au moins par un effort ou par un commencement d'exécution. La vigilance du gouvernement s'exercera particulièrement sur toute espèce de renseignement qui prouvera l'existence des desseins illégaux de nature à troubler la tranquillité publique, en menaçant la paix des nations amies. Dans ce sens votre communication n'a pas manqué d'attirer l'attention spéciale du Président, et je suis chargé en y répondant de vous renouveler les assurances que vous avez reçues en personne que toute mesure dans la compétence du gouvernement et compatible avec les droits des individus sera adoptée, mesure nécessaire pour maintenir l'honneur des lois et manifester la disposition amicale de ce gouvernement envers le vôtre. Si d'autres renseignements vous parviennent, tendant à établir l'existence des combinaisons illégales, soit des citoyens des États-Unis, soit des étrangers relevant de leurs lois, combinaisons tendant à l'occupation

des territoires touchant ceux des Etats-Unis, on vous invite à en faire un libre communiqué à ce département. On vous assure qu'il sera reçu avec tout l'intérêt digne de son importance, et que des mesures seront prises pour exprimer à votre gouvernement le désir de celui-ci de faire respecter les lois et en même temps de répondre aux devoirs d'une amitié sincère pour la France. »

Signé : J.-Q. ADAMS (1).

Malgré le ton d'indifférence de cette lettre, si soigneusement dissimulé par le langage diplomatique, le président et Adams n'oubliaient pas l'affaire et cherchaient partout des renseignements. En cherchant ils trouvèrent que même si la confédération indiquée dans les papiers de Lakanal n'existait pas, il y avait certainement quelque agitation parmi les réfugiés qui ne faisaient pas partie de la colonie de Tombigbee, agitation entretenue surtout par Lallemand. Alors pour les Américains il ne fut plus question des papiers de Lakanal, mais de ce que faisait Lallemand. La Société Agricole avait toujours agi ouvertement, s'était organisée, avait demandé des concessions au Congrès et personne ne songeait à contester la bonne foi de ses intentions. Mais Lallemand, au contraire, travaillait dans l'ombre ; personne ne savait ce qu'il faisait, ni ce qu'il voulait. Il paraissait être en relations avec les Bonapartistes, avec les insurgés espagnols et même avec le ministre espagnol, et il devint l'objet des soupçons de tout le monde. Il suffisait dans ce temps là de prononcer le nom du Texas

(1) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Copie certifiée envoyée au duc de Richelieu, 24 Septembre 1817.

pour éveiller, à Washington, l'intérêt de tous les hommes politiques. Hyde de Neuville pensait alors jouer le rôle de médiateur pour une entente pacifique entre l'Espagne et les Etats-Unis au sujet des terres disputées en Floride et au Texas ; ainsi toute autre raison à part, il convenait très mal aux intérêts des trois gouvernements qu'un Français ou un groupe de Français allât dans les terres disputées et il paraissait que c'était cependant l'intention de Lallemand.

Il est assez intéressant et même amusant de suivre dans la correspondance du temps les efforts que chacun faisait de son côté pour trouver la vérité sur les intentions de Lallemand. Il est impossible de suivre absolument le cours de toutes ces recherches. Beaucoup furent faites dans des conversations particulières, dont il ne reste aucune trace. Certaines lettres, cependant, nous apportent quelque lumière sur la nature de ces conversations. Et voici ce qu'on peut en conclure sur l'état d'esprit des interlocuteurs. De Neuville craignait que Lallemand n'exécutât les projets exposés dans les papiers de Lakanal et n'établît un empire français au sud ; qu'il ne se joignât au moins aux insurgés espagnols pour provoquer des difficultés entre les États-Unis et l'Espagne, qui mettraient la France dans une situation embarrassante. Les embarras du président Monroe et de J.-Q. Adams venaient de ce qu'ils hésitaient à faire droit à la demande d'Hyde de Neuville pour la publication des papiers Lakanal ; de ce qu'ils ne voulaient pas qu'une expédition révolutionnaire fût organisée sur le sol américain, et du bruit enfin qui s'était répandu que Lallemand allait s'associer aux royalistes espagnols et même qu'il était aux gages de d'Onis. De son côté le ministre espagnol d'Onis voulait

empêcher tout établissement révolutionnaire au Mexique, et garder autant de territoire que possible pour l'Espagne, sans le laisser tomber entre les mains des Américains. Il avait d'ailleurs les mêmes raisons que de Neuville pour détester les réfugiés.

C'était le 12 Septembre 1817 que de Neuville avait remis une copie des papiers Lakanal entre les mains du gouvernement américain en demandant qu'ils fussent publiés officiellement. Le Président ne se décidait pas. Il écrivit à William Lee qui connaissait beaucoup de réfugiés et s'intéressait à leurs affaires, afin de savoir exactement ce que faisaient les officiers français. Lee répondit à la date du 27 Septembre :

« J'ai appris qu'une expédition est envisagée contre le Mexique, à la tête de laquelle est le général Lallemand avec son frère, le colonel Galabert et plusieurs autres officiers français de grades inférieurs. Ils ont réuni quatre-vingts officiers et plus de mille hommes. Un commerçant de Charleston, dans la Caroline du sud, va leur fournir de l'argent et deux bâtiments. Des commerçants de Philadelphie, dont un nommé Curcier, et deux de Boston, Stackpole et Adams, apportent leur concours à cette entreprise.

« J'apprends que le jeune Lallemand est revenu de la Nouvelle-Orléans depuis peu de temps et qu'il avait envoyé au Mexique un officier pour sonder les patriotes et obtenir des renseignements. Cet officier arrive du Mexique et se trouve maintenant à Philadelphie. Il dit que deux des hommes les plus riches du Mexique, Valencia et Cordova, mettent leur fortune à la disposition des Français. Ces hommes sont propriétaires des plus grandes mines et les

attendent avec 10.000 hommes. Le général Lallemand a l'intention de remonter la Rivière Rouge avec ses officiers et cent hommes pour y former un noyau autour duquel il pourrait grouper ses forces » (1).

La lettre de Lee continue, expliquant la façon dont Lallemand a essayé d'obtenir de l'argent en vendant les concessions en Alabama, comme on l'a vu ci-dessus. Il dit : « Tous les officiers de distinction, excepté les Lallemand et Galabert, désapprouvent ce plan. Hier le général Vandamme a blâmé Lallemand et Galabert d'une façon si directe devant M. Villars et le colonel Taillade, qu'une grave querelle a failli suivre entre eux.

Il paraît certain que Joseph Bonaparte a refusé toute aide et assistance à un tel projet. En vain ces aventuriers ont cherché par tous les moyens à se ménager son intérêt, mais sans succès, et pour cette raison, ils s'expriment librement contre lui. Après avoir appris tout ceci du général Galabert, dans la manière que je vous ai expliqué de vive voix, j'ai vu le général Lallemand et je lui ai expliqué en termes aussi énergiques que possible, le mal que pourraient causer ses projets à ses compatriotes et à leurs amis aux États-Unis. Je l'ai prévenu du chagrin qu'il causerait à l'Administration s'il sacrifiait sa réputation en violant nos lois et l'hospitalité à lui offerte. Il m'a promis de pas exécuter son plan d'attaque contre le Mexique avant l'hiver suivant, parce qu'il avait reçu l'assurance de certains membres du Congrès que cette Assemblée ferait quelque chose en

(1) Ms. Monroe. Papers. Library of Congress. Washington D. C. Lee to Monroe, 27 Septembre 1817.

faveur des patriotes espagnols. Il déclara que le gouvernement américain paraissait favorable à la Révolution en Amérique espagnole, et que ni lui ni son frère ne feraient rien qui nous soit désagréable. Je ne crois pas à cette déclaration.

« Après cette conversation avec le général Lallemand et le colonel Galabert, j'ai vu le général Vandamme, le colonel Taillade et M. Villars qui, vous pouvez en être assuré, n'ont aucune part à cette affaire. Je leur ai dit que, s'ils ne mettaient pas fin aux projets de Lallemand, ils seraient compris eux-mêmes dans la disgrâce et se trouveraient envers le gouvernement des États-Unis dans la situation que souhaite leurs ennemis. »

Adams lui-même écrivit au Président le 8 Octobre 1817 : « Je trouve nécessaire de vous suggérer qu'il me vient de partout des renseignements concernant des projets agités parmi certains réfugiés de l'Europe, projets auxquels il faudra que le gouvernement mette fin aussitôt que possible. » (1)

Le 6 Octobre Monroe explique encore à Adams ses vraies raisons pour ne pas vouloir publier les documents de Lakanal. Il croit que « de Neuville est surexcité à ce sujet » mais il dit : « Je crois qu'on peut avoir de l'indulgence pour le représentant d'un souverain Bourbon, qui a autant de sollicitude pour tout projet intéressant la famille Bonapartiste. Ma propre hésitation à l'égard de la publication était son influence possible sur la situation et la considéra-

(1) Ms. Monroe papers. Library of Congress, Washington D. C. Adams to Monroe, 8 Octobre 1817.

tion personnelle de Joseph Bonaparte. Quoi qu'en dise M. de Neuville, je ne vois rien dans ces papiers qui tende à prouver que Joseph favorise le projet de Lallemand, et il ne me paraît pas juste que devant le public il soit rendu responsable d'un projet dans lequel des fous et des désespérés se servent de son nom sans son consentement. Aussi je ne peux pas tout à fait écarter le soupçon que toute l'affaire de la Confédération ait pu être inventée dans ce but ou pour excuser les gouvernements alliés de la détention de Lucien. Je ne veux pas étendre un tel soupçon à M. de Neuville lui-même mais, même si les papiers signés de Lakanal sont authentiques, il reste toujours la question de savoir à qui ils devaient servir et dans quelle intention ils avaient été faits ? » (1)

Avec tous ces soupçons dans l'air, il n'aurait pas été possible que le général Lallemand s'approchât du Mexique sans attirer l'attention. Monroe avait un ami à Philadelphie, le banquier Nicholas Biddle, moins lié avec les réfugiés que Wm. Lee et qui lui aussi menait des enquêtes pour le président. Le 25 Février 1818 il écrivit : « Vous vous souvenez de la conversation que nous avons eue au sujet des Lallemand et leurs desseins. D'après ce que j'ai appris, les deux frères se sont embarqués à New-York ayant comme état-major deux ou trois officiers, à destination de Mobile ou la Nouvelle-Orléans. Vers le même temps un vaisseau est parti de Philadelphie avec cent-cinquante personnes, des Français pour la plupart, qui avaient été entraînés par

(1) Ms. Monroe papers Library of Congress Washington D. C. Monroeto Adams, 6 Octobre 1817.

les Lallemand et devaient se joindre à eux. L'argent nécessaire à l'expédition provenait en grande partie de la vente des concessions faites aux officiers et aux hommes en Alabama, qu'on vendait pour la plupart aux Français ici à raison de 1.00 ou 1.50 dollars l'acre. Ce fait indique indiscutablement qu'ils ne partent pas pour cultiver les vignes, et il est également certain qu'ils se dirigent vers les possessions de l'Espagne. On croit que le ministre de l'Espagne aurait pu obtenir l'abandon du projet en payant 12.000 dollars pour rembourser les frais, mais il ne voulait pas donner une somme si élevée. Au lieu d'acheter la compagnie, il a acheté le secret de leur destination. Celle-là, je le suppose, a déjà été communiquée aux autorités locales et le projet finira probablement par la ruine de ces gens » (1). Le 27 Février 1818, il continua :

« Au sujet de ce que nous avons discuté, je suis convaincu que la destination des officiers est connue du ministre espagnol, mais je crois qu'au lieu d'être ses agents, leurs desseins lui ont été dévoilés » (2).

Les sous-entendus de ces lettres laissent voir la direction des soupçons du président. Le 5 Mars 1818, Biddle est encore plus sûr de son affaire :

« J'ai nettement l'impression que les Lallemand ne sont pas engagés dans une entreprise contre nous sous la direction de M. d'Onis. Je crois qu'en réalité ils attendent en ce moment des nouvelles de M. d'Onis pour savoir s'il leur

(1) Biddle to Monroe, 25 Février 1818. Ms. Monroe papers Library of Congress Washington D. C.

(2) Biddle to Monroe, 27 Février 181a. Ms. Monroe papers Library of Congress Washington D. C.

donnera de l'argent afin qu'ils s'engagent dans les rangs des royalistes ou s'ils iront du côté des patriotes. La chose la plus importante c'est qu'ils n'ont aucun projet contre nos terres et que les intrigues avec M. d'Onis, qui ont été nombreuses, ont porté seulement sur le fait de savoir s'ils prendraient parti pour l'Espagne ou pour ses colonies » (1).

En même temps Adams faisait des enquêtes de son côté. Le 9 Novembre 1817 il écrit dans son journal : « J'ai eu encore ce matin la visite du général Lallemand (il était venu hier pour prendre rendez-vous). Il est entré dans une longue explication de ses vues et de ses intentions en niant fortement qu'il eût jamais envisagé un projet contraire aux lois des Etats-Unis. Il dit qu'il avait été invité à se joindre à l'expédition de Mac Gregor, à l'Ile Amelia, mais qu'il avait refusé ; il ajouta que si après toutes ces explications il était toujours l'objet de soupçon de la part de ce gouvernement, il quitterait le pays et chercherait refuge ailleurs, parce qu'il était déterminé en tout cas à sauvegarder son indépendance personnelle. Il ajouta qu'il savait que les ministres de l'Espagne et de la France étaient tous deux très alarmés au sujet de l'établissement à Tombigbee et que le ministre français lui avait envoyé un Garde du Corps du Roi pour lui offrir ses services afin d'aller au Mexique, ce dont il avait ri, tellement il trouvait cela vraiment trop absurde. Il avait entendu parler de certaines prétendues lettres adressées par Lakanal à Joseph Bonaparte, lettres que celui-ci, qui vivait très retiré, avait refusé de recevoir,

(1) Biddle to Monroe, 5 Mars 1818. Ms. papers Library of Congress Washington D. C.

ce qui avait été la raison de leur interception. Il ne connaissait pas Lakana¹, ne l'avait jamais vu et ne savait rien sur l'authenticité des lettres » (1).

Ces enquêtes de la part du gouvernement de Washington n'étaient pas inconnues à Hyde de Neuville, qui écrit, « A ce que je crois, Monsieur le Duc, d'après les détails, c'est que le gouvernement américain s'occupe sérieusement dans le secret de déjouer l'intrigue au moins dans ce qui pourrait le compromettre essentiellement et que par certains personnages très liés avec les chefs il a cru peut-être devoir arriver jusqu'à eux pour concerter avec les hommes influents les moyens de faire retomber les torts sur Lakana^l. » (2)

D'après certaines lettres qu'Adams a écrites à un certain Legrand, commerçant français à Boston, il est évident qu'il n'était pas tout à fait satisfait de l'explication que Lallemand avait donnée pour justifier ses actions. De Neuville, dans sa correspondance politique fait mention de ce Legrand le 24 Mai 1817; « Lallemand est arrivé de Smyrne à Boston où il a été accueilli par quelques habitants et particulièrement par Mr. Russel, ancien ministre des États-Unis en Suède. Un français nommé Legrand est son correspondant et l'accompagne partout. » (3)

Adams écrivait à ce Legrand le 21 Janvier 1818 qu'il désirait avoir des renseignements sur les projets de Lalle-

(1) John Quincy Adams. Journal.

(2) Correspondance diplomatique. États-Unis. De Neuville au duc de Richelieu, 5 Octobre 1817.

(3) Correspondance diplomatique. États-Unis. De Neuville au duc de Richelieu, 24 Mai 1817.

mand d'Aury et de Mac Gregor. Malheureusement les réponses de Legrand sont introuvables. Il existe à Boston quelques papiers de Legrand mais rien au sujet de ses amis français. On est réduit aux hypothèses : ou il savait quelque chose de compromettant sur ces Français et détruisit les lettres lui-même, ou les papiers ont disparu parce qu'ils n'étaient pas considérés comme importants par ses héritiers. En tout cas Legrand n'a pas ignoré les démarches des Français. Adams lui écrivit encore le 1^{er} Mars 1818; pour régler ses démarches il lui fallait des renseignements exacts; des confidences incomplètes ne lui suffisaient pas. « Qu'est-ce qu'on a fait avec l'Espagnol, qu'est-ce qu'il a fait lui, et quels projets a-t-il eus, jusqu'à quel point les Allemands (il disait toujours Germans en anglais au lieu de se servir de leur nom) y ont-ils participé? Pourquoi sont-ils allés au Texas (finissant avec la phrase significative) Nous pourrions être généreux, mais pour des raisons suffisantes ». Et un mois plus tard il écrivit « Le projet allemand est toujours un mystère. Ils sont à Galveston et ne peuvent pas y rester avec des intentions amicales. » (1)

Cependant, et malgré ses doutes il rassura de Neuville de la façon suivante : « Quant à votre lettre du 12 Septembre et les documents qui l'accompagnaient, j'ai l'honneur de vous dire qu'ils furent reçus par le Président avec une grande sympathie en raison de l'amitié envers les États-Unis qui vous a porté à les communiquer. Je vous informe que des mesures immédiates ont été prises par notre gouvernement pour s'assurer si de telles levées d'hommes étaient en train

(1) John Quincey Adams. Journal.

de se faire dans les territoires des États-Unis et de réprimer tout projet de combinaison illégale qui pourrait exister dans des intentions hostiles à l'égard des territoires étrangers touchant aux frontières des États-Unis. J'ai la satisfaction de vous assurer que rien de cette nature n'a été fait, et quels que fussent les projets absurdes qui ont pu être envisagés par des individus, il n'y a rien à redouter d'eux quant à la paix des États-Unis et à l'observation des lois. Demandez des nouvelles de Lallemant à M. d'Onis. Il peut en donner mieux que nous. Nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir sur toute cette affaire. » (2)

Pendant que les Américains cherchaient de leur côté quels étaient les desseins de Lallemant, de Neuville continuait ses propres recherches. Il n'était pas du tout content de l'accueil que le gouvernement avait fait à ses renseignements. Il croyait que l'affaire était étouffée avec intention. Par les consuls de Philadelphie et de la Nouvelle-Orléans, il cherchait des renseignements; mais tout ce qu'il trouvait c'était simplement des faits et des déclarations de Lallemant dans les journaux, rien sur ses intentions. Enfin, à la fin de Mars 1818, il envoya deux agents spéciaux, Mun et Lavaud, dans les états de l'Ouest pour rechercher toutes les traces d'une conspiration contre les Bourbons espagnols ou français. Mun fit son rapport le 1^{er} Juin 1818 : il n'avait rien trouvé. Beaucoup de Français, officiers et autres, avaient été dans le pays et étaient partis. Les agents visitèrent Pittsburg, Lexington, Zanesville, Chilicothe, Cincinnati, Saint-

(2) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Adams à de Neuville (copie) 24 Septembre 1817.

Louis et Vincennes. Une guerre indienne se préparait; mais ils étaient convaincus qu'elle n'avait aucun rapport avec les Bonapartistes. A la Nouvelle-Orléans ils trouvèrent quelques personnes intéressées à une conspiration, mais elles étaient trop peu nombreuses pour donner des raisons d'alarme (1).

L'enquête du consul de la Nouvelle-Orléans n'avait pas plus de succès que les autres. Il écrivit au Ministre : « Cependant le secret de cette mystérieuse entreprise semble n'être encore connu que de ceux là qui l'ont conçue. En effet, j'ai à peu près la certitude que même leurs principaux agents ici et à Galveston ignorent encore l'objet des préparatifs auxquels ils travaillent avec tant de zèle.

Voici sur quoi est fondée mon opinion à leur égard :

1° Sur l'attachement personnel des principaux chefs pour Bonaparte;

2° Sur le choix des personnes enrôlées pour l'expédition. Ils ne reçoivent que les officiers et les marins français;

3° Sur l'offre faite à l'un de nos capitaines actuellement dans ce port, ancien officier de la marine impériale, du commandement d'un navire fin voilier bien armé, ayant 150 hommes d'équipage. Ce capitaine devait recevoir 25.000 francs avant de partir, outre une somme beaucoup plus considérable en cas de réussite;

4° Les achats d'armes et de cadeaux pour les sauvages (2).

Contrastant avec tout le bruit qu'elle causait parmi ces

(1) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Rapport de Mun, vol. LXXIII, p. 197.

(2) Correspondance diplomatique. Etats-Unis. Guillemin au duc de Richelieu, 14 Mars 1818

personnages importants, la pauvre petite colonie elle-même n'était guère heureuse. Quelles que fussent les intentions de Lallemand, sa colonie ne comptait pas un grand nombre d'habitants et n'aurait pas pu nuire à personne. En Février 1818, Lallemand arriva à la Nouvelle-Orléans où il acheta des canons et des instruments aratoires. Le nombre de ceux qui se rendaient avec lui à Galveston a été beaucoup exagéré par des rapports différents. Le consul français à la Nouvelle-Orléans croyait qu'il y en avait cinq ou six mille. En Mars il rapporta au Ministre qu'il savait maintenant que les forces avaient été bien exagérées et qu'il n'y en avait que 600. En Juin *L'Abeille* publia qu'ils étaient au nombre de 200.

Les comptes rendus qui donnent l'idée la plus exacte de la vie de la colonie sont ceux des plus humbles colons, qui ont publié leurs impressions après leur retour en France. En 1819, parurent les journaux de Hartmann et de Millard, qui parmi les histoires du Champ d'Asile sont ceux qui racontent le plus simplement les faits, sans éloquence inutile et sans phrases. Hartmann était parti en 1817 de Strasbourg et se joignit à Philadelphie aux Français qui organisaient le Champ d'Asile. Il fit le voyage de Philadelphie à Galveston sur la goëlette « American Huntress », qui était sous le commandement du général Rigaud. Les cent hommes débarquèrent à Galveston, le 18 Février et séjournèrent dans cette île jusqu'au commencement de Mars, vivant des produits de la pêche et de la chasse. Au commencement de Mars, le général Lallemand arriva avec beaucoup d'autres colons. Après une traversée de la baie, qui dura cinq jours et pendant laquelle une chaloupe coula, il leur fallut faire une marche fatigante de plusieurs jours. Pendant cette

marche, ils mangèrent une plante vénéneuse et, comme le rapporte Hartmann, ils ne durent leur salut qu'aux soins d'un indigène. Le sixième jour ils trouvèrent quelques-uns de leurs amis qui les avaient précédés à pied au camp situé sur les bords de la Trinité. On s'occupa immédiatement de tracer un camp et de répartir les colons en cohortes. Puis on traça le plan de quatre forts qu'on nommait les forts Charles, Milieu, Henri et Palanque. On travaillait en commun de quatre à sept heures du matin et de quatre à sept heures du soir, et entre ces heures les colons s'occupaient de leurs propres jardins.

Le service se faisait avec la plus grande exactitude, la discipline était observée avec rigueur, l'obéissance et la subordination en faisaient la base. C'était du communisme pur, une vie dure mais heureuse. L'ordre régnait dans cette petite communauté de quatre cents personnes, selon Hartmann, qui ajoute « Nous nous croyions à l'abri de tous revers, de tous les coups du sort, habitants d'une contrée dont la concession nous avait été faite par un peuple ami, qui comme nous avait passé par toutes les épreuves et dont le berceau de sa liberté avait été entouré par le malheur » (1). Donc Lallemand a dû donner à entendre à ses colons que le gouvernement américain leur avait réellement fait la concession de cette terre.

Un autre colon nous donne également quelques détails sur la vie à la Trinité. « Pour tuer le temps on se réunissait le soir autour du feu entretenu pour écarter les bêtes féroces. Parfois le général Lallemand venait aussi raconter

(1; Hartmann et Millard. *Le Champ d'Asile*. Paris 1819.

ses souvenirs intimes. Souvent, sous l'influence des paroles chaleureuses du général, les auditeurs se livraient aux rêves les plus bizarres, aux projets les plus fantastiques. L'idée de coloniser le Texas était alors à mille lieues de leur pensée. Ils ne songeaient qu'à se ranger sous le drapeau de l'insurrection mexicaine, à aider ce pays à secouer le joug de l'Espagne, et quand ils auraient réussi, ils obtiendraient facilement du Mexique un navire fin voilier à l'aide duquel ils iraient arracher Napoléon du rocher de Sainte-Hélène et le transporteraient au Mexique, dont ils le feraient proclamer Empereur et alors, oh alors, l'imagination vagabondait à perte de vue et je ne me charge pas de raconter toutes les chimères qu'elle enfantait. » Autre détail : « Un bal fut donné pour la fête de M^{me} Rigaud. Les habitants de Saint-Antonio de Bejar furent invités. Il y avait une intention politique dans ces bals. Les Texains des localités voisines étaient désireux de secouer le joug espagnol. Ces rapprochements furent enfin défendus par les autorités espagnoles. »

Mais ces illusions de paix ne durèrent pas longtemps. Hartmann ne donne pas de dates exactes mais dit : « Bientôt nous apprîmes que les garnisons de Saint-Antoine et de Labadie marchaient contre nous avec l'intention de nous attaquer. Le général Lallemand persuada aux colons qui voulaient rester que les vivres pouvaient manquer, et ils abandonnèrent le Champ d'Asile pour Galveston où ils préparèrent une résistance militaire. Là ils avaient la tranquillité mais ils commencèrent à manquer de vivres jusqu'à ce qu'ils furent réduits à deux galettes de biscuits et un petit verre d'eau-de-vie par jour. Ils passèrent ainsi un mois. Enfin, dit Hartmann, le général en chef Lallemand, désolé

de ce que le fournisseur ne tenait pas ses engagements, prit la résolution, vers la fin de Septembre, de se rendre à la Nouvelle-Orléans avec un commissaire des Etats-Unis, M. Graham, qui vint à Galveston. Il avait l'espérance de nous procurer des secours et de faire cesser notre misère. » Les pauvres colons ne se doutaient pas que la vraie mission de Graham était de mettre fin à la colonie. Ils restèrent sous le commandement du général Rigaud et les souffrances continuèrent jusqu'au jour où arriva le plus grand malheur de tous : une de ces inondations auxquelles Galveston est sujet leur fit perdre tout ce qui leur restait de propriété personnelle et amena la mort de plusieurs de leurs amis. Ils reprirent leur vie de pêche et de chasse et ils restèrent encore trente-deux jours sans nouvelles de Lallemant. Enfin, convaincus qu'il les avait abandonnés, ils pensèrent à quitter cet endroit néfaste. L'aventurier Lafitte, qui était en possession de Galveston et qui les avait traités jusque là avec beaucoup de bonté, leur fournit alors les moyens de transport pour passer au delà de la baie de Galveston. De là, les infortunés colons se rendirent à pied, tant bien que mal, à la Nouvelle-Orléans, après avoir parcouru cent cinquante lieues environ, n'ayant pour toute ressource que le produit de la chasse. Lafitte en fit transporter seulement quelques-uns d'entre eux directement à la Nouvelle-Orléans, ce qu'il n'avait pas le moyen de faire pour tous.

Le compte rendu de Millard raconte les mêmes faits et ajoute certains détails relatifs à la nature du sol, au climat et à la situation géographique du Texas. Cette lamentable histoire de quelques pauvres gens qui avaient enduré tous les malheurs de pionniers sans en goûter les récompenses,

ne mérite pas tout le bruit que firent autour du projet les hommes politiques de Washington. Il est certain qu'il y avait plus de victimes que de coupables dans cette malheureuse affaire. Il paraît non moins certain qu'il n'y eût qu'un seul coupable dans cette affaire ; ce fut le général Lallemant qui abandonna à leur triste sort ces malheureux qui se trouvaient sans armes, repoussés par les Espagnols d'un côté et par les Américains de l'autre.

Balzac fait allusion à ce Champ d'Asile dans son livre le *Ménage d'un Garçon* quand il nous montre Philippe Brideau, ancien soldat de Napoléon, partant pour l'Amérique pour chercher fortune avec Lallemant. Quand Brideau revient, pauvre, ruiné et misérable, Balzac émet son opinion sur l'affaire du Texas. Il croyait que c'était entièrement l'œuvre des libéraux de Paris qui n'avaient d'autre but que de rendre plus malheureux encore les pauvres officiers désœuvrés. Mais c'est là l'opinion d'un homme qui n'était pas impartial et qui n'avait pas d'ailleurs l'occasion de voir quelles étaient les influences qui poussaient à cette entreprise. Cependant il est vrai que les libéraux de Paris s'intéressèrent au Champ d'Asile. Pourquoi n'éprouvaient-ils pas ce même intérêt à la colonie légitime de l'Alabama, il est difficile de le comprendre. En tous cas le Manifeste que Lallemant publia pour justifier ses desseins fut accueilli par les libéraux de Paris avec grand enthousiasme. *La Minerve* publia le document avec ses vœux les plus ardents pour son succès. Une souscription publique fut ouverte en faveur des colons et *La Minerve* fit un rapport des versements dans chaque numéro. La banque de MM. Gros-Davillier fut le dépôt des fonds et ses correspondants à Charleston dans la Caroline

du Sud devaient distribuer la somme pour aider l'établissement lui-même ou les colons individuellement. Plusieurs brochures furent imprimées où l'on vantait les charmes de la colonie et Béranger composa en l'honneur du Champ d'Asile une chanson qui avait un certain succès dans les cafés. Mais où passaient les fonds, personne ne l'a jamais su (1).

La chanson de Béranger montre quelles idées exagérées et illusoires les libéraux se faisaient au sujet de cette colonie (2). *La Minerve* décrit le Texas dans ces termes extravagants : « Le Texas est d'une telle fécondité qu'un grain de blé dans une année commune en rapporte cent-cinquante. Le sucre et le coton y viennent à souhait, on a lieu d'espérer qu'il en sera de même du café. Les forêts sont remplies d'animaux de toutes espèces, surtout de chevaux sauvages qui le disputent à ceux d'Arabie pour la force et la légèreté.

(1) *La Minerve française* 1817-1820.

(2) La chanson commence ainsi :

Un chef de bannis courageux,
Implorant un lointain asile,
A des sauvages ombrageux
Disait : « L'Europe nous exile,
Heureux enfants de ces forêts
De nos maux apprenez l'histoire
Sauvages, nous sommes français
Prenez pitié de notre gloire. »

et finit par les mots :

Le Champ d'Asile est consacré
Elevez-vous cité nouvelle
Soyez-nous un port assuré
Contre la Fortune infidèle
Peut-être aussi des plus hauts faits
Nos fils vous racontant l'histoire
Vous diront « nous sommes français
Prenez pitié de notre gloire ! »

Le pays est magnifique mais désert. » (1) Vers le milieu de 1818 *La Minerve* annonça que les souscripteurs pour le Champ d'Asile s'étaient tellement multipliés qu'elle croyait devoir ajouter un supplément pour en donner la liste. Le 27 Janvier 1819 la somme souscrite s'éleva à 67.122 francs; et les souscriptions venaient de toutes les parties de la France. A la fin de Janvier fut publiée une lettre annonçant que la colonie avait été abandonnée par nécessité mais que les fonds de la souscription seraient distribués par les soins d'un comité de négociants de Charleston soit aux colons qui voulaient retourner en France, soit à ceux qui préféraient rester aux États-Unis et qu'ainsi les intentions des souscripteurs seraient sauvegardées. L'abandon du Champ d'Asile au Texas ne fit pas cesser les souscriptions et des sommes considérables continuèrent à être annoncées dans chaque numéro. A la date du 28 Avril 1820 le total s'élevait à 92.676 francs. Espérons que cet argent ou au moins une partie parvint aux malheureux qui en avaient tant besoin.

Quel était le vrai dessein de Lallemand? C'est très difficile à démêler dans la confusion de soupçons et d'opinions qui le poursuivirent. Il s'est efforcé lui-même par la publication de lettres aux journaux et par des manifestes à détourner les soupçons qui pesaient sur lui et d'exposer ses intentions. Dans la *Gazette de Louisiane*, le 31 Mars 1818 (2), apparut la lettre suivante :

« Les colons qui sont allés s'établir sur la rivière Trinité

(1) *La Minerve*, 1818.

(2) Copie envoyée au duc de Richelieu. Correspondance diplomatique. États-Unis. Avril 1818.

n'ont eu d'autres vues que de choisir des terres productives où ils puissent se procurer des laboureurs et du bétail à bon marché et en retirer promptement un revenu. Ils recherchèrent les avantages que des hommes laborieux et actifs trouvent dans un riche sol ; ils n'ont d'autre désir que de cultiver et de jouir de la tranquillité nécessaire à un établissement. Ils n'ont aucune liaison avec les rassemblements qui se sont faits dans cette partie du pays. Ils ne feront ni la course ni la contrebande et ne s'occuperont d'aucune chose qui serait un sujet d'inquiétude pour aucun peuple. »

Signé : H. LALLEMAND.

La *Gazette d'Orléans* du 3 Avril (1) posa quelques questions judicieuses, qui sont précisément les questions que se pose l'historien qui cherche à savoir la vérité au sujet de ces officiers.

1° Comme le territoire sur lequel ces Français vont s'établir est un sujet de contestation entre l'Espagne et les États-Unis, laquelle des deux puissances reconnaîtront-ils ?

2° Ont-ils l'intention de prendre possession de ce territoire en leur propre nom et d'établir un gouvernement indépendant ?

3° Ont-ils quelques rapports avec la République du Mexique et s'il en existe de quelle nature sont ces rapports ?

4° Le gouvernement qu'ils veulent établir sera-t-il monarchique ou républicain ? S'il est monarchique, qui sera leur roi ?

(1) Copie envoyée au duc de Richelieu. Correspondance diplomatique. États-Unis. Avril 1818.

5° Ont-ils une autorisation tacite du gouvernement américain ou de quelque autre gouvernement ?

Le onze Mai apparut le Manifeste du Champ d'Asile signé de Charles Lallemand, défense officielle et publique de sa colonie :

« Réunis par une série de calamités semblables qui nous avaient éloignés de nos foyers et jetés subitement dans diverses contrées, nous avons résolu de chercher un asile où nous puissions être à même de nous rappeler nos infortunes afin d'en tirer des leçons utiles. Une vaste contrée se présente devant nous, mais une contrée abandonnée aux hommes civilisés où l'on ne voit que quelques points occupés ou parcourus par des tribus indiennes qui se contentent de la chasse, laissant en friche un territoire aussi fertile qu'étendu. Dans l'adversité qui relève notre courage, loin de l'abattre, nous exerçons le premier droit accordé à l'homme par l'auteur de la nature, en nous établissant sur cette terre afin de la fertiliser par nos travaux et d'en tirer les productions qu'elle ne refuse jamais à la persévérance.

« Nous n'attaquons personne, nous n'avons point d'intentions hostiles. Nous demandons la paix et l'amitié à tous ceux qui nous entourent et nous serons reconnaissants de la bienveillance qu'on nous témoignera. Nous respecterons la religion, les lois, les usages, et les coutumes des nations civilisées, nous respecterons l'indépendance, les usages et la manière de vivre des nations indiennes que nous ne gênerons ni dans leur chasse ni dans aucun autre exercice de leur vie. Nous entretiendrons, avec tous ceux à qui cela pourra convenir, des relations sociales et de bon voisinage, ainsi que des rapports commerciaux. Notre conduite sera

paisible, active et laborieuse, nous serons utiles autant que nous pourrons et nous rendrons le bien pour le bien. Mais s'il était possible que notre position ne fût pas respectée et que la persécution nous atteignît dans les déserts où nous avons cherché une retraite, nous demandons à tous les hommes raisonnables quelle défense pourrait être plus légitime que la nôtre ? Ce sera celle du plus entier dévouement. Notre résolution est prise d'avance. Nous avons des armes, le soin de notre conservation nous a engagés à nous en pourvoir comme les hommes dans notre position ont toujours fait. La terre sur laquelle nous nous sommes établis nous verra réussir ou non. Ici nous voulons vivre d'une manière honorable et libre ou y trouver notre tombeau ; et les hommes justes accorderont un tribut d'estime à notre mémoire. Mais nous allons attendre un plus heureux résultat et notre premier soin doit être de mériter l'approbation, en traçant les principes qui seront la garantie de notre conduite.

« Nous nommerons la place où notre colonie est établie le Champ d'Asile. Ce nom rappelant nos adversités nous rappellera aussi la nécessité de fixer nos destinées, d'établir de nouveaux dieux penates, en en mot de créer une nouvelle patrie. La colonie, essentiellement agricole et commerciale, sera militaire pour sa conservation. Elle sera divisée en cohortes ; chaque cohorte aura un chef qui sera tenu d'avoir un registre des personnes qui la composent. Un registre général, composé des registres réunis de toutes les cohortes, sera tenu par la direction de la colonie ; les cohortes seront réunies sur le même emplacement, afin d'être mieux protégées contre les insultes et de vivre cha-

cune tranquille sous la protection de toutes. Un code sera rédigé sur le champ pour garantir la sûreté des propriétés et des personnes, pour prévenir et réprimer l'injustice, pour assurer la paix des hommes et déjouer les projets des mécontents » (1).

L'Abeille Américaine publia le 4 Juin cette lettre non signée : « Monsieur l'éditeur, vous êtes autorisé à dire que les Émigrés français qui ont formé un établissement sur la rivière de la Trinité, dans la province de Texas, y sont réunis au nombre d'environ deux cents; que la concorde règne parmi eux, depuis surtout que quelques mécontents d'une entreprise qui exige du travail et de la persévérance ont quitté les lieux; que la contrée qu'ils habitent est admirablement située; que les terres sont d'une grande fertilité, les voisins indigènes aussi bien que le gouvernement espagnol seront sans jalousie et sans inquiétude sur un établissement qui s'annonce comme purement agricole et qui ne veut présenter au parti qui restera vainqueur dans la lutte actuelle, qu'un domaine précieux à conserver et cultiver pour les hommes qui ont courageusement quitté l'épée pour la charrue. Vous pouvez ajouter, Monsieur l'Éditeur, que les chefs Indiens indépendants qui habitent le sol ont fraternisé avec le chef de la petite colonie française, et se sont fait un devoir de lui prouver leur hospitalité en approvisionnant leurs amis les Français des choses les plus nécessaires à leur subsistance. »

Dans ces déclarations, rédigées pour le public, et remplies d'un mélange de bravade et de termes de conciliation il est

(1) *Abeille Américaine*, Mai 1818.

difficile de distinguer les vrais mobiles, mais il est certain que les propos de ces manifestes sont dans certains cas assez loin de la vérité sur ce qui se passait au Champ d'Asile pour nous donner raison de demander si les déclarations sur les intentions des chefs sont aussi loin de la vérité que les belles phrases sur la tranquillité parfaite et l'amitié des Espagnols. Un certain sieur Crossiac, recommandé par le consul de la Nouvelle-Orléans comme connaissant bien les événements fit une déposition jurée qui nous montre au moins la façon d'agir de ces chefs. « Le premier soin du général Charles Lallemant, dit-il, dès qu'il eut été reconnu par le gouvernement américain comme président de la société agricole du Tombigbee fut de procéder au partage des terres cédées par les États-Unis aux exilés et émigrants français. Il persuada ensuite aux colons du Tombigbee de lui passer une procuration pour l'autoriser à aliéner une partie de leurs terres afin de subvenir aux dépenses éventuelles qui ne manqueraient pas d'occasionner leur premier établissement. Des achats d'instruments aratoires furent faits à New York et à Philadelphie et une goëlette fut fretée dans ce dernier port sous le prétexte de transporter au Tombigbee sous la conduite du général Rigaud les nouveaux colons au nombre de quatre-vingts. Elle mit voile le 27 Décembre 1817. Le but secret de l'expédition n'était connu que du général. Pendant les premiers jours de la navigation on ne parlait que du Tombigbee, mais lorsqu'on eut doublé le cap de la Floride le général Rigaud annonça à ses compagnons qu'il ne les conduisait pas au Tombigbee, qu'ils faisaient partie d'une grande entreprise dirigée par le général Lallemant. Il procéda ensuite à

la répartition en trois corps, infanterie, cavalerie et artillerie, et leur laissa ignorer pendant toute la durée du voyage le point sur lequel le débarquement devait s'effectuer. Le 17 Janvier, la goëlette entra dans la baie de Galveston, quatre jours après on débarqua. Depuis ce jour le général assujettit son monde à une discipline militaire très sévère. Excepté lui-même tous les officiers de quelque grade qu'ils eussent été en Europe devaient indistinctement monter la garde, couper le bois, aller à la pêche, moudre le maïs, etc., chacun à son tour.

Il circulait parmi les aventuriers mille bruits vagues et contradictoires. Les uns parlaient d'un coup de main sur Sainte-Hélène, les autres d'une attaque contre le Mexique. Cette dernière conjecture était appuyée par le général qui leur donnait à entendre qu'un renfort de 1.500 hommes devait se joindre à eux. Malgré cet espoir le mécontentement et la désunion se manifestèrent dans cette petite troupe » (1).

Nous avons une autre preuve que la destination du bateau du général Rigaud fut changée pendant la traversée dans une lettre que Pétry, consul à Philadelphie, écrivit directement au duc de Richelieu, le 30 Novembre 1818 » (2). Un officier du bâtiment qui allait à Galveston déclara que dans le golfe du Mexique le général Rigaud dit au capitaine qu'il voulait aller à Galveston et non à Mobile. Le capitaine refusa, ainsi que son équipage, qui cessa de travailler

(1) Correspondance diplomatique, Etats-Unis. Guillemain au duc de Richelieu. 2 Décembre 1818.

(2) Correspondance diplomatique, Etats-Unis. Pétry au duc de Richelieu. 30 Novembre 1818.

aux manœuvres. Il objecta ses assurances pour Mobile. Aux menaces succéda l'offre d'un dédommagement qui fut accepté et l'équipage qui persistait toujours à ne pas travailler céda aussi sur la promesse d'une gratification. Elle n'a jamais été payée, pas plus que le dédommagement. »

Le 2 Décembre 1818, Guillemin, consul à la Nouvelle-Orléans, écrivit également : « J'ai reçu le témoignage d'un Belge nommé Lange sur le changement de direction du bateau sous Rigaud. »

Un autre témoignage se trouve dans une lettre de Natchitoches le 18 Mars 1818, publiée dans le *Franklin Gazette* de Philadelphie : « Quelques personnes viennent d'arriver ici de Galveston et rapportent un assemblage extraordinaire de Français qui ont une grande quantité de matériel de guerre aussi bien que d'instruments aratoires. Ils viennent pour la plupart de Philadelphie et tous leurs paquets étaient marqués « *Pour Mobile* ». Ils font bien attention de ne pas offenser notre gouvernement » (1).

A peine débarqués sur la terre ferme, Crossiac et trois Espagnols parvinrent à gagner la confiance d'un Indien qui les aida à se dérober à leurs compagnons et à échapper à leurs actives poursuites. Ils arrivèrent ainsi tous les quatre à la Nouvelle-Orléans. Il apparaît que le sieur Crossiac se résigna moins facilement à son sort que le pauvre Hartmann, mais il faut remarquer que Crossiac s'était trompé de destination, soit par l'intention de Rigaud, comme il le disait, soit qu'il y ait eu pour lui un malentendu sur la des-

(1) *Franklin Gazette*, Phila, 30 Avril 1830. Lettre du docteur Sibley de Natchitoches au docteur Robinson, à Natchez.

tinuation de l'expédition. Il ne s'attendait pas à trouver des conditions semblables à celles qui existaient au Texas. Hartmann, au contraire, était parti de France avec la seule intention de se rendre au Champ d'Asile, comme on l'avait dit à Paris, et était préparé par conséquent à une vie plus dure. Néanmoins, nous savons de plusieurs sources que le mécontentement se manifesta chez plusieurs et que tous les colons ne montraient pas la patience d'Hartmann et que toutes les causes d'insuccès ne venaient pas du dehors.

Comme nous l'avons vu, les menaces d'attaques de la garnison espagnole de San Antonio et la visite du commissaire Graham furent les causes qui entraînèrent l'abandon de la colonie. La lettre d'instruction d'Adams à Graham présente assez d'intérêt pour être citée; elle montre le point de vue du secrétaire et prouve qu'il ne comprenait pas, même à la fin, le dessein de Lallemand.

« Le débarquement à Galveston d'un nombre d'aventuriers, français pour la plupart, se composant de ceux auxquels des concessions de terres ont été faites sur le Tombigbee, l'incertitude et l'obscurité qui règnent sur leurs projets, le caractère de l'expédition et son organisation militaire, en dépit du désaveu de la moindre intention hostile contre quelque pays que ce soit, malgré l'affirmation de former un établissement purement agricole, le mystère dans lequel toute l'affaire a été entourée et les couleurs fausses qu'elle a prises; tout a suggéré au Président la sage pensée d'obtenir au moyen d'une personne de confiance envoyée sur les lieux des renseignements plus détaillés; qu'il pourrait être utile à l'intérêt public de posséder et d'observer telles précautions qui peuvent être nécessaires pour empêcher

une infraction des lois des États-Unis. Il est connu que des projets d'un caractère désordonné jusqu'à l'extravagance, et visant à l'invasion du Mexique ont été envisagés par quelques individus parmi les émigrés français pendant la plus grande partie de l'année passée. Quoique le gouvernement ait reçu de plusieurs sources des renseignements sur ces agissements, ils n'ont jamais été assez précis pour qu'il fût probable que l'exécution dut les suivre de près. Leur but ostensible a sans cesse varié, mais sans perdre son caractère d'absurdité et d'entreprise désespérée. Dès le début le nom de Joseph Bonaparte s'est trouvé mêlé à ces manifestations, mais sans preuve de sa participation personnelle. Malgré le fait que deux notes de protestation contre eux ont été adressées à notre département par le ministre espagnol d'Onis, plus d'une indication nous est parvenue que l'expédition avait son consentement, sinon sa sanction. Cet accord dans lequel il ne saurait être douteux que chaque parti voulait duper l'autre, a cependant suivant toutes probabilités, eu pour résultat l'occupation immédiate de Galveston par ces bandes.

« Le président désire que vous vous rendiez sur les lieux avec la plus grande célérité, à moins que ce qui est guère probable, vous apprenez au cours de votre voyage que les envahisseurs se sont retirés de Galveston ou en ont été chassés. S'ils ont gagné Matagorné ou tout autre lieu au Nord du Rio Bravo, compris dans les limites des territoires revendiqués par les États-Unis, vous vous y rendrez sans pourtant vous exposer à être capturé par quelque poste militaire espagnol. A votre arrivée vous aurez soin de faire connaître dans les formes voulues aux chefs ou meneurs de

l'expédition votre caractère d'envoyé du Gouvernement des Etats-Unis et vous leur ferez part de la surprise qu'a causé au Président leur prise de possession sans autorisation de terres appartenant à la République et sur lesquelles leur établissement légal ne peut être fondé sans l'assentiment de ce gouvernement. Vous les ferez comparaître afin qu'ils expliquent nettement pour le compte de quel gouvernement ils entendent agir, et vous aurez soin de leur faire bien comprendre que l'emplacement qu'ils occupent fait partie de notre territoire et que nous n'y souffrirons aucun établissement permanent en dehors de notre autorité. En même temps vous vous efforcerez de pénétrer le but réel et précis de l'expédition ; de connaître le chiffre des individus groupés, ainsi que les moyens présents à leur disposition pour l'entreprise tentée par eux et l'aide future sur laquelle ils comptent pour le mener à bonne fin. Vous prendrez note spécialement de tout indice permettant d'établir d'une façon irréfutable si une part de leurs fonds provient de Joseph Bonaparte ou de M. d'Onis, ou des deux réunis de même que s'ils ont quelque entente avec le parti victorieux du Mexique » (1).

Aucun rapport écrit et officiel du voyage de Graham ne se trouve aux Archives du département d'État à Washington mais dans son journal Adams annonce le retour de Graham et rapporte son entretien avec lui. Naturellement il n'y avait rien eu à faire contre la colonie pitoyable de Lallemand. La conversation qu'il eut avec Adams concernait

(1) Adams to Graham. Ms Archives Dept. of States (cité par Reeves p. 103).

Lafitte et concluait par l'avis que les États-Unis devraient s'emparer de Galveston immédiatement pour se débarrasser de ces proscrits et de ces pirates (2).

Avant de quitter la colonie sur l'ordre de Graham, Lallemand avait fait publier une autre proclamation :

« Le Gouvernement américain réclame tout le pays, depuis la Sabine jusqu'à Rio Breuve del Morté et a déclaré qu'il considérerait cette colonie comme une possession des États-Unis. Il ne permet pas, en conséquence, que l'on y reste en armant contre le gouvernement espagnol, avec lequel il est encore en état de paix, malgré les contestations politiques qui ont pu s'élever. Un commissaire de ce gouvernement a été envoyé de Washington pour signifier cette déclaration formelle et rompre tout établissement de guerre à Galveston.

« Nous n'avons abordé cette terre que dans l'intention d'y fonder une colonie. Nous nous étions établis sur la rivière Trinité, dans l'intérieur des terres, loin de tout point militaire et maritime qui put inspirer à notre égard des craintes et de la méfiance. Nous avions lieu d'espérer que nos vœux et notre situation seraient respectés. Cependant des attaques dirigées contre nous par le gouvernement espagnol qui se trouve à San-Antonio, nous avaient forcés de quitter le site que nous avions choisi. Cette conduite du gouvernement de San-Antonio avait excité notre juste indignation; nous étions décidés à la guerre, nous le déclarions et allons la commencer sous l'étendard mexicain et en vertu d'un traité avec le Congrès de la République mexicaine,

(2) John Quincey Adams, Journal 1, IV p. 175.

notre déclaration était prête ; elle allait être publiée ; nous étions prêts à agir, lorsque le commissaire américain est venu nous faire la déclaration dont il était chargé.

« Nous respectons les intentions du gouvernement des États-Unis. Nous arrêtons toute déclaration de guerre, tout acte hostile, nous posons les armes, et reprenons la vie coloniale que nous espérons continuer sur cette terre où les hommes sont désormais protégés. M. le général Rigaud est donc invité à faire exécuter ces dispositions après le départ du général Lallemand. On se gardera avec exactitude et surveillance jusqu'à l'arrivée des troupes américaines, lesquelles occuperont Galveston ; les colons qui y seront ne s'occuperont plus que de travaux agricoles. M. le général Rigaud fera exécuter les règlements prescrits par les autorités américaines. Il veillera aux intérêts de chacun, aidant les hommes en tout ce qu'il pourra pour leur faciliter l'existence et les moyens de culture. Les affaires qui ont été traitées avec le commissaire du gouvernement des États-Unis exigent impérieusement que je fasse un voyage pour votre intérêt. Ce motif seul pouvait me décider à me séparer de vous maintenant » (1).

Comme on le voit, Lallemand ne pouvait s'empêcher de faire de belles phrases, même au moment où il abandonnait à leur infortune ceux qui s'étaient confiés à son esprit aventureux. Les « affaires » qui exigeaient impérieusement qu'il fit un voyage dans leur intérêt, l'éloignaient pour toujours de ceux qui étaient victimes de son ambition. A la Nouvelle-

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique. États-Unis. Consul de la Nouvelle-Orléans au Consul de Philadelphie. 28 Août 1818.

Orléans, Lallemand laissait circuler toutes sortes de bruits; projets d'enlèvement de Napoléon et plans d'accord avec les révolutionnaires sud-américains. Pendant ce temps il s'occupait à s'établir dans une ferme près de la Nouvelle-Orléans, où il demeura jusqu'à la mort de Napoléon. Le ministre français rapporte une histoire sur son compte que nous ne pouvons contrôler faute de documents, mais qui mérite d'être vraie. « Le général Lallemand, dit-il, est devenu entrepreneur de navires au compte de quelques Compagnies anglaises et au profit des pays insurgés de l'Amérique du Sud. Il lui fut confié de la part du Comité grec, à Londres, une somme de 150.000 livres sterling destinée à la construction et à l'armement de deux frégates. D'étranges malversations ont eu lieu. Le Comité grec a envoyé un nouvel agent, qui trouvant les fonds dissipés sans que les dépenses aient été soldées, s'est vu obligé, dit-on, de vendre une de ces frégates pour environ 220.500 dollars, et ce serait le gouvernement américain qui en aurait fait l'acquisition » (1).

En tout cas quelque temps après la mort de Napoléon Lallemand revint en France avec l'espoir de toucher les 100.000 francs que lui avait légués Napoléon mais se trouvant l'objet de soupçons et surveillé de près, il alla se battre dans les rangs des libéraux en Espagne. Il fut pendant quelque temps prisonnier en Portugal, puis passa à Bruxelles, d'où il retourna en Amérique. Cette fois il essaya un métier tout à fait différent; il établit une école à New-York. La

(1) Affaires Etrangères. Correspondance diplomatique. Etats Unis. 12 Septembre 1828.

révolution de 1830 le libéra de ce travail qui lui convenait si peu et il rentra en France. Il devint membre de la Chambre des pairs et plus tard commandant militaire en Corse, fonction dont il dut s'acquitter avec des sentiments et des souvenirs très complexes. Il mourut en 1839 à Paris. Telle fut la fin de l'homme qui avait éveillé tant d'intérêt et de soupçon à Washington. Probablement il aurait souhaité faire tout ce dont il était soupçonné. Car c'était par dessus tout un aventurier qui aimait Napoléon, la guerre et l'intrigue. Incapable de se faire des amis, il ne pouvait réaliser de grandes entreprises. C'était en somme contre un homme sans consistance que luttèrent pourtant trois hommes d'État, Adams, d'Onis et de Neuville.

Les colons français ont laissé peu de trace de leur séjour en Amérique. La condition de l'Europe était trop incertaine pour les encourager à s'établir d'une façon définitive. Et de plus l'insuccès des deux tentatives de colonisation découragèrent tous ceux qui pensaient sérieusement à abandonner l'idée d'un retour en Europe et à fonder leurs foyers aux Etats-Unis. En Alabama les noms du comté de M'arengo et les villes de Démopolis et d'Aigleville, ainsi que quelques noms de famille français représentent tout ce qui reste du passage des Français. Ce qu'il y a de français dans le sang américain n'est pas dû aux émigrés bonapartistes. Les anciens colons de la Louisiane et les Huguenots établis sur les côtes de l'Atlantique ont fait partie intégrante de notre nation, tandis que l'influence de ceux qui sont venus après 1815 n'a pas été d'une importance durable. Leur influence a été individuelle plutôt que collective et vite oubliée par suite de la brièveté de leur séjour. Simon Ber-

nard a fait de grands travaux pour son pays d'adoption, Joseph Bonaparte a laissé une atmosphère de goût artistique dans la petite ville de Bordentown, les nombreux Français de Philadelphie ont contribué à faire de cette ville un centre de culture intellectuelle. L'infortune de quelques-uns a éveillé la sympathie des Américains et même de temps en temps un certain enthousiasme s'est fait voir pour les idées de démocratie dont les Bonapartistes se réclamaient comme étant à la base de leurs principes politiques. Mais cela n'a eu que bien peu d'influence sur les relations diplomatiques de la France et les Etats-Unis, malgré les aventures d'un ambitieux comme Lallemand. Les soupçons qu'il a éveillés ne feront pas oublier que la plupart des Français réfugiés aux Etats-Unis entre 1815 et 1830 étaient des victimes de passions politiques qui attendaient avec résignation un retour à la Patrie.

Vu et admis à soutenance, le 16 Avril 1923.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

